

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F 96 — 589

[C - 27069]

22 DECEMBRE 1995. — Décret contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1996 (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1er
Dispositions générales

Article 1er. Des crédits non dissociés et des crédits dissociés destinés à couvrir les dépenses de la Région wallonne afférentes à l'année budgétaire 1996 sont ouverts conformément aux programmes énumérés au tableau annexé au présent décret et dont la synthèse figure ci-après.

Le même tableau donne l'estimation des dépenses à imputer en 1996 à charge des crédits variables.

	Sorte de crédits	Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
Ministère de la Région wallonne	Crédits non dissociés	105.820,5	105.820,5
	Crédits dissociés	33.167,6	27.418,9
	Crédits variables	7.059,7	6.162,0
Ministère wallon de l'Équipement et des Transports	Crédits non dissociés	18.946,8	18.946,8
	Crédits dissociés	14.193,4	13.753,6
	Crédits variables	545,2	563,9
Total général	Crédits non dissociés	124.767,3	124.767,3
	Crédits dissociés	47.361,0	41.172,5
	Crédits variables	7.604,9	6.725,9

Art. 2. Chaque Membre du Gouvernement wallon est autorisé, dans les limites de ses compétences, à accorder des provisions aux avocats et huissiers de justice qui interviennent pour le compte de la Région wallonne.

Art. 3. Par dérogation à l'article 15 de la loi organique de la Cour des comptes du 29 octobre 1846, des avances de fonds d'un montant maximum de 15 millions de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires du Ministère de la Région wallonne et du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports à l'effet de payer les créances n'excédant pas 200.000 francs, hors TVA.

Ce montant maximum est porté à :

- 50 millions de francs pour les comptables extraordinaires des services centraux de la Division du Budget et de la Comptabilité départementale du Ministère de la Région wallonne et pour les comptables extraordinaires de la Division de la Comptabilité du Ministère de l'Équipement et des Transports. Pour les comptables des relations extérieures et des investissements étrangers, ce montant est porté à 15 millions de francs par programme;

- 140 millions de francs pour le comptable extraordinaire du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports ayant en charge la gestion du transport scolaire, à l'effet de payer les créances relatives au transport scolaire pour un montant ne dépassant pas 600.000 francs,

hors TVA, pour autant que ces créances soient relatives à des marchés ayant fait l'objet d'un contrat, à l'entretien des véhicules gérés par le service des transports scolaires ainsi qu'au paiement de frais de transports d'élèves en application de la loi du 15 juillet 1983 portant création du service des transports scolaires.

En cas d'urgence, les créances de plus de 200.000 francs, hors TVA, liées aux relations extérieures de la Région et imputées aux allocations de base de la section 16 et de la section 11, programme 05, peuvent également être liquidées sur avances de fonds pour autant qu'elles restent inférieures à 500.000 francs, hors TVA.

Toutefois, les comptables extraordinaires du Ministère, chargés du paiement des avances pour frais de mission, sont autorisés à consentir aux fonctionnaires, membres de cabinet et experts envoyés en mission à l'étranger, les avances nécessaires quel que soit le montant de celles-ci.

En outre, les comptables extraordinaires des Ministères sont autorisés à régler sans limitation tout montant dû par la Région suite aux jugements ou arrêts prononcés contre elle.

Art. 4. Les crédits dissociés d'engagement et d'ordonnement disponibles à la clôture de l'année 1996 ne sont pas reportés à l'année 1997 et ajoutés aux crédits propres de cette année.

Art. 5. Par dérogation à l'article 15 de l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat, le Ministre du Budget peut reventiler et transférer des crédits de l'allocation de base 01.02 du programme 07, section 10, vers, respectivement, l'allocation de base 12.05 du même programme et les allocations de base des programmes 00 des sections 02 à 08.

Art. 6. Par dérogation à l'article 15 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, les allocations de base relatives à la dette des programmes 08 de la section 10, 01 de la section 19, 05 et 06 de la section 13, 02 et 04 de la section 14, 04 et 05 de la section 15 01 et 03 de la section 17 peuvent être redistribuées par le Ministre du Budget quel qu'en soit le montant en vue de compléter le montant nécessaire au paiement des intérêts des emprunts contractés par la Région.

Art. 7. Le Gouvernement wallon est autorisé à acquérir les outillages spécifiques destinés à l'usage de l'industrie aéronautique - dont la Région reste propriétaire - et qui seront mis à la disposition des entreprises dudit secteur.

Art. 8. Le Ministre du Budget peut autoriser la Trésorerie à payer par avances, dans la limite des crédits budgétaires et à charge de régularisation ultérieure, les dépenses afférentes à la dette à charge des allocations de base des programmes 08 de la section 10, 01 de la section 19, 05 et 06 de la section 13, 02 et 04 de la section 14, 04 et 05 de la section 15 et 01 et 03 de la section 17.

Art. 9. Par dérogation à l'article 15 de l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat, le Ministre ayant les Technologies dans ses attributions peut, avec l'accord du Ministre du Budget, opérer des transferts de crédits, au sein de la section 12, entre les allocations de base 41.15 du programme 02 et 81.02 du programme 03.

(1) Session 1995-1996 :

Documents du Conseil, 4-lb (1995-1996) N° 1, 1bis, 1ter à 9.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 21 décembre 1995. Discussion.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 22 décembre 1995. Discussion. Vote.

Art. 10. Le Gouvernement wallon est autorisé à verser aux fonds sociaux, à charge des crédits inscrits à l'allocation de base 32.02 du programme 01 de la section 11 du budget, les montants nécessaires à la couverture des obligations conventionnelles relatives aux restructurations intervenues.

Art. 11. Par dérogation à l'article 15 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, les allocations de base des programmes 01 et 06 de la section 11 peuvent être redistribuées par les Ministres chargés de l'Economie, des P.M.E. et du Budget quel qu'en soit le montant dans le cadre de la mise en œuvre des décrets du 25 juin 1992, modifiant les lois des 30 décembre 1970 sur l'expansion économique et 4 août 1978 de réorientation économique.

Art. 12. Le Gouvernement wallon est habilité à mettre en œuvre des mesures spécifiques et/ou à majorer les interventions financières de la Région dans les zones d'initiatives privilégiées, définies selon les critères suivants :

- 1) pour les zones à forte pression foncière : le prix des terrains à bâtir;
- 2) pour les zones de requalification des noyaux d'habitat :
 - la densité de population;
 - la qualité de l'habitat;
- 3) pour les zones de quartier d'initiative où sont menées des politiques intégrées de revitalisation :
 - la densité de population;
 - la qualité de l'habitat;
 - le profil socio-économique de la population;
- 4) pour les zones de cités sociales à requalifier :
 - la densité de population;
 - la qualité de l'habitat;
 - le profil socio-économique des locataires.

Art. 13. Le Gouvernement wallon est autorisé à verser au compte régional pour l'assainissement des communes à finances obérées ouvert auprès du Crédit communal de Belgique :

- au 1er avril 1996 : 387.551.043 francs représentant le montant de l'annuité de l'année 1993 relative aux emprunts de 2 milliards et de 750 millions contractés respectivement pour Charleroi et pour moitié pour Charleroi et Liège;

- au 1er juillet 1996 : 208.147.858 francs représentant la couverture en 1992 de la différence entre l'annuité réclamée par le Crédit communal de Belgique aux communes emprunteuses et une annuité calculée au même taux d'intérêt diminué de 2 % pour les emprunts d'aide extraordinaire et comptabilisés comme tels, ainsi que pour les emprunts de consolidation à long terme des charges des emprunts d'aide extraordinaire garanties par la Région wallonne de 1981 à 1984;

- au 1er août 1996 : 1.550.000.000 de francs représentant l'intervention complémentaire régionale;

- au 1er octobre 1996 : la tranche prévue à l'article 20, § 4, du décret du 20 juillet 1989 fixant les règles de financement général des communes. Sont considérées comme communes en difficultés financières au sens de l'article 20, § 4, les communes ayant conclu des emprunts de trésorerie avec accès au compte régional pour l'assainissement des communes à finances obérées.

Art. 14. Le Gouvernement wallon est autorisé à répartir les crédits inscrits aux allocations de base 43.05, 43.09 et 43.10 du programme 02 de la section 14.

Art. 15. Le Gouvernement wallon est autorisé à répartir les crédits inscrits aux allocations de base 43.04, 43.06 et 43.07 du programme 03 de la section 14.

Art. 16. Sans préjudice des dispositions du décret du 23 novembre 1988 relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public, le Gouvernement wallon peut octroyer le subventionnement à 100 % pour l'aménagement actif d'espaces publics.

Par dérogation à l'article 3 du décret du 23 novembre 1988 relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public, les investissements ayant pour objectif d'accroître l'impact des travaux subsidiés en matière d'emploi, de développement économique, de lutte contre l'exclusion sociale et d'amélioration du cadre de vie peuvent être subsidiés jusqu'à concurrence de 100 %.

Art. 17. Par dérogation à l'article 5 du décret du 23 novembre 1988 relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public, les programmes triennaux sont approuvés par le Ministre ayant les Pouvoirs locaux dans ses attributions.

Art. 18. Pour l'année budgétaire 1996, le Gouvernement wallon est autorisé, selon les modalités qu'il détermine, à céder aux sociétés concessionnaires des aéroports de Charleroi-Bruxelles Sud et de Liège-Bierset le droit de percevoir les redevances afférentes à leur utilisation.

Art. 19. Dans les limites des allocations de base concernées, les subventions suivantes pourront être octroyées, en ce compris les interventions cofinancées par les fonds européens.

Programme 09.02 : Service social :

Subventions destinées à permettre au service social des services du Gouvernement wallon de mener des actions sociales en faveur des agents de l'ensemble des services du Gouvernement wallon et d'assurer le fonctionnement technique de cette ASBL.

Programme 10.02 : Services de la Présidence, Secrétariat du Gouvernement wallon et Chancellerie :

Subventions relatives à des actions ou études qui participent au développement de l'institution régionale.

Subventions aux pouvoirs locaux pour les actions spécifiques soutenues par le Gouvernement wallon.

Subventions à l'Institut Jules Destrée pour lui permettre de mener des actions spécifiques de promotion de l'identité wallonne soutenues par le Gouvernement wallon.

Subvention en faveur de la Fondation Solvay.

Programme 10.06 : Fonction publique, Formation et Ressources humaines :

Subventions à des organismes publics ou privés de formation permettant la mise en œuvre de plans de formation destinés aux agents de la Région wallonne, ainsi que des pouvoirs subordonnés.

Programme 11.01 : Expansion économique :

Subventions relatives à des actions, activités ou études qui participent au développement économique régional.

Programme 11.06 : P.M.E. et Classes moyennes :

Subventions relatives à des actions, activités ou études qui participent au développement économique régional.

Programme 11.08 : Promotion de l'emploi :

Subventions pour actions pilotes s'adressant en priorité aux chômeurs.

Subventions pour initiatives portant sur des programmes spécifiques en matière d'insertion professionnelle.

Subventions des biens immobiliers acquis par les associations dans le cadre de leurs actions pilotes s'adressant en priorité aux chômeurs.

Programme 11.13 : Formation des appointés et salariés hors Forem :

Subventions relatives à des actions ou activités qui participent à la formation professionnelle.

Programme 12.01 : Energie :

Subventions pour favoriser ou soutenir toute action de promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables.

Subventions destinées à couvrir des dépenses relatives au cofinancement avec la CEE d'actions menées par des partenaires de la Région dans le cadre des programmes européens.

Subventions à l'Agence de Coopération culturelle et technique (ACCT) à Paris pour mener à bien des actions spécifiques "Energie" dans le cadre du suivi des Sommets de la francophonie.

Programme 12.02 : Recherche :

Subventions pour la diffusion et le développement des technologies nouvelles, de l'innovation industrielle et des recherches de technologies avancées.

Subventions pour toute activité de promotion de la recherche, de l'innovation et du développement technologique.

Subventions à l'institution de la gazéification souterraine ou à un organisme chargé notamment de tout ou partie de ses missions:

Subventions à des unités de recherche universitaire ou de niveau universitaire et à des centres de recherche pour le financement de projets de recherche, en ce compris les dépenses d'infrastructure, l'acquisition d'équipements et pour la fourniture de conseils technologiques.

Subventions relatives à des actions, études ou infrastructures cofinancées par les fonds européens.

Soutien aux actions de démonstration d'applications scientifiques et originales de technologies de pointe à l'usage de secteurs d'activités où ces technologies sont absentes ou peu présentes.

Programme 12.03 : Aide aux entreprises :

Subventions pour la prise en charge des dépenses relatives à des projets de recherche industrielle de base.

Subventions pour la prise en charge des dépenses consacrées au financement de la préparation ou de l'accompagnement des projets de recherche ou de développement.

Subventions relatives à des actions, études ou infrastructures cofinancées par les fonds européens.

Programme 13.01 : Forêts :

Subventions aux exploitants forestiers pour le stockage des bois chablis consécutifs aux tempêtes.

Subventions aux associations actives dans le domaine de la défense de la forêt et de sa valorisation.

Subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de travaux forestiers.

Programme 13.02 : Conservation de la nature :

Subventions à diverses associations et personnes privées pour la conservation de la nature.

Subventions pour la sauvegarde des arbres et des haies remarquables en propriété privée et en espaces verts publics.

Soutien à des actions pilotes au niveau communal, en matière de conservation de la nature et d'espaces verts.

Sensibilisation du public aux plantations "Journée de l'Arbre".

Programme 13.03 : Environnement :

Subventions aux associations en matière de protection et de défense de l'environnement.

Subventions aux associations et aux pouvoirs publics subordonnés dans le cadre de la "Semaine verte".

Primes aux communes pour l'engagement d'éco-conseillers.

Programme 13.04 : Ressources du sous-sol :

Subventions à des personnes physiques ou des organismes privés en matière de valorisation des ressources du sous-sol.

Programme 13.05 : Eau (contrôle, gestion et production) :

Subventions pour la conception et l'édition de "La Tribune de l'Eau".

Subventions aux comités de rivière pour financer l'étude préparatoire au contrat de rivière.

Subventions à des organismes privés pour des opérations de sensibilisation, d'information et d'éducation dans les domaines qui concernent l'eau.

Programme 13.09 : Prévention des pollutions :

Soutien aux programmes de formation et de recyclage du personnel des pouvoirs subordonnés.

Programme 13.10 : Chasse, pêche et pisciculture :

Subventions aux associations de chasseurs et pêcheurs.

Subventions destinées au développement de la pisciculture.

Programme 14.01 : Tutelle :

Subventions au Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces pour son fonctionnement et pour l'achat de biens meubles durables.

Subventions et indemnités à des associations privées organisant des actions relatives aux différents domaines de la vie communale.

Subventions à des communes et à des organismes publics menant des actions de réflexion et de sensibilisation permettant un développement des pouvoirs locaux.

Programme 14.02 : Financement général des communes :

Subventions en faveur de Namur-Capitale.

Subventions en faveur des communes dans le cadre d'aide à la gestion, d'actions spécifiques pour l'insertion et la sécurité et d'actions rencontrant des besoins spécifiques.

Subventions au Centre régional d'Aide aux Communes pour son fonctionnement et pour l'achat de biens meubles durables.

Subventions au Centre régional de la Formation pour son fonctionnement et pour l'achat de biens meubles durables.

Programme 14.03 : Financement général des provinces :

Intervention pour la prise en charge des frais de fonctionnement des centres extérieurs de la Tutelle.

Subvention complémentaire afin de rencontrer des besoins spécifiques et d'apporter une compensation à la taxe sur les captages d'eau.

Programme 14.04 : Travaux subsidiés :

Subventions pour le placement d'une signalisation aux abords des chantiers repris dans les plans triennaux.

Subventions à des organismes privés ou publics pour des opérations de sensibilisation, d'information et d'éducation dans les domaines des travaux subsidiés.

Subventions au secteur public et privé pour des actions de sensibilisation, d'information, de promotion et d'éducation dans le domaine sportif.

Programme 15.01 : Aménagement du territoire et urbanisme :

Subventions relatives à des actions qui favorisent le bon aménagement du territoire tant au niveau local qu'au niveau régional.

Subventions aux communes et aux régies foncières dans le cadre de leurs acquisitions et échanges de terrains réalisés dans le cadre de la politique foncière décidée par la Région.

Programme 15.02 : Rénovation urbaine et sites d'activité économique désaffectés :

Subventions relatives à des actions visant à promouvoir et favoriser la réaffectation, la rénovation et l'adaptation du patrimoine existant dans le but d'une utilisation plus parcimonieuse du sol.

Subventions aux communes mettant en œuvre des opérations de rénovation urbaine de type "Quartier d'initiative" pour couvrir en partie les charges salariales et autres relatives à des chefs de projets engagés par la commune et affectés exclusivement à la gestion de l'opération. Ces subventions sont fixées forfaitairement à 1,5 millions de francs et par opération "Quartier d'initiative".

Subventions aux communes mettant en œuvre des opérations de rénovation urbaine de type "Quartier d'initiative" pour couvrir en partie les charges salariales et autres relatives à la création et au fonctionnement de Régies de quartier.

Interventions complémentaires par le biais d'une mission déléguée à la SOWAGEP en faveur de l'assainissement des friches industrielles et urbaines au profit d'opérateurs de projets intervenant dans les programmes Objectifs 1 et 2.

Subventions aux communes concernées par les zones d'initiative privilégiées et qui élaborent ou font élaborer un projet de quartier coordonné par un chef de projet.

Subventions aux communes figurant dans la liste des zones d'initiative privilégiées de type I, dans le cadre de la politique foncière régionale. Ces subventions sont destinées :

- soit à favoriser l'acquisition par la commune de biens immobiliers urbanisables aux fins d'augmenter l'offre des biens immobiliers bâtis ou à bâtir dans la zone;

- soit à favoriser l'échange ou la vente de biens immobiliers non urbanisables propriétés de la commune pour permettre l'achat de biens immobiliers urbanisables ou situés du point de vue urbanistique dans le cadre d'une stratégie communale de développement de l'habitat.

Programme 15.04 : Logement - secteur privé :

Subventions relatives à des actions visant à promouvoir une meilleure adaptation du parc de logement du secteur privé aux besoins de la société.

Subventions relatives aux actions menées par les Agences immobilières sociales.

Programme 15.05 : Logement - secteur public :

Subventions relatives aux actions des pouvoirs publics en matière de construction, de rénovation, d'équipement d'infrastructures et de promotion du logement d'insertion social et moyen.

Subventions relatives aux actions menées en faveur des régies de quartier dans les cités sociales.

Programme 15.06 : Monuments, sites et fouilles :

Subventions relatives aux études préalables, à la protection, à la mise en valeur, à la réaffectation, à la restauration et à la promotion du patrimoine monumental, naturel et archéologique de la Région wallonne.

Subventions au secteur privé d'un montant maximum de 100.000 francs correspondant au maximum à 60 % des travaux pour des actions préventives de maintenance à effectuer sur des bâtiments non classés repris à l'Inventaire du Patrimoine de la Belgique (réalisé et publié conformément à l'article 347 du CWATUP).

Programme 16.02 : Promotion de la Région au niveau international : Subventions relatives à des actions, activités ou études.

Programme 17.01 : Santé :

Subventions pour recherches et études dans le domaine de la santé et de la santé mentale.

Subventions en faveur d'organismes et groupements qui participent par leurs actions à la diffusion d'informations relatives à la santé.

Subventions aux centres de santé intégrés.

Subventions aux actions dans le domaine de la toxicomanie.

Subventions à des initiatives menées dans le cadre de l'objectif 1.

Programme 17.02 : Santé mentale :

Subventions aux centres de télé-accueil.

Subventions aux organismes d'étude et d'expérimentation en santé mentale.

Programme 17.03 : Action sociale :

Subsides à des organismes d'action sociale, familiale et du troisième âge.

Subventions pour le financement de recherches dans le domaine social.

Subventions à des organismes de coordination et de documentation en matière sociale.

Subventions aux centres de service social.

Soutien à des initiatives particulières des centres publics d'aide sociale.

Soutien à des formations d'intervenants sociaux et de fonctionnaires.

Soutien à des initiatives privées relatives à la médiation de dettes.

Prise en charge des médiateurs sociaux dans les régies de quartier.

Soutien à des initiatives publiques relatives à la médiation de dettes des services agréés.

Subsides à des organismes publics et privés dans le cadre des opérations "Été solidaire, je suis partenaire".

Subsides en faveur des pouvoirs publics pour la mise en œuvre des Plans d'intégration sociale.

Programme 17.05 : Personnes âgées :

Subventions aux services d'accueil de jour pour personnes âgées relevant du secteur privé.

Subventions aux services d'accueil de jour pour personnes âgées relevant du secteur public.

Programme 17.06 : Personnes handicapées :

Subventions aux actions relatives à la promotion et l'intégration sociale des personnes handicapées.

Programme 17.07 : Intégration sociale des immigrés :

Subventions en matière d'intégration sociale des populations d'origine étrangère.

Subsides accordés aux centres régionaux d'intégration pour les populations d'origine étrangère.

Subsides aux organismes publics et privés développant des actions dans le domaine de l'accueil et de l'intégration des personnes d'origine étrangère.

Subside à des organismes publics et privés dans le cadre des opérations "Été solidaire, je suis partenaire".

Programme 18.01 : Tourisme :

Subventions relatives à des actions, activités ou études qui participent au développement touristique régional.

Programme 19.01 : Agriculture, abattoirs et agro-alimentaire :

Subventions complémentaires et supplétives aux associations d'élevage, de production et de sélection animale et végétale pour la recherche appliquée, l'encadrement, la vulgarisation et la promotion agricole.

Subventions en vue de la labellisation et du contrôle de qualité des produits.

Subventions complémentaires et supplétives aux Facultés universitaires, centres de recherche et d'étude et établissements d'enseignement agricole supérieur pour la recherche appliquée dans la mise au point de techniques et systèmes de production et de diversification agricoles.

Subventions complémentaires et supplétives aux associations et groupements assurant l'information, la sensibilisation et l'encadrement en matière agricole.

Subventions à différentes associations pour la promotion des productions agricoles wallonnes.

Subventions complémentaires et supplétives aux Services de remplacement agricole.

Subventions aux laboratoires d'analyse intégrés dans la Commission des Sols de Wallonie et le réseau REQUASUD.

Subventions à la culture du colza d'hiver à vocation non alimentaire.

Subventions aux associations professionnelles agricoles pour la construction de bâtiments destinés à leurs services et activités de promotion.

Programme 19.02 : Développement du milieu rural :

Subvention à la Fondation rurale de Wallonie conformément à la convention cadre.

Subventions à des personnes physiques ou à des organismes privés pour des opérations de promotion, de valorisation, de sensibilisation ou d'information sur le développement rural ou le remembrement.

Subventions à des personnes physiques ou à des organismes privés pour des actions, des initiatives ou des opérations de rénovation rurale.

Programme 50.02 : Frais de fonctionnement et prestations de tiers :

Subventions destinées à l'organisation d'expositions et de conférences ainsi qu'à des études.

Subventions pour la promotion d'actions de sécurité routière.

Subventions à diverses associations et groupements pour des opérations de sensibilisation, d'information et d'éducation en matière d'infrastructure publique.

Programme 50.04 : Implantation immobilière :

Subventions pour l'octroi de prix dans le cadre de l'intégration d'œuvres d'art dans les bâtiments régionaux.

Programme 52.03 : Promotion de la navigation intérieure :

Subventions à des associations actives dans le domaine de la promotion et de la valorisation de la navigation intérieure.

Subventions destinées à l'organisation d'expositions et de conférences ainsi qu'à des études.

Programme 53.05 : Réseau de télécommunication - Construction :

Subventions de toute nature visant à assurer le développement économique dans le cadre des télécommunications.

Programme 54.01 : Transport urbain et interurbain :

Subventions aux associations ayant pour objet la promotion des transports en commun.

Subventions aux associations étudiant et/ou prônant la mobilité en matière de transports.

Subventions de soutien aux organisateurs de manifestations en rapport avec les transports.

Subventions destinées à promouvoir l'image de la Région wallonne et de ses interventions en faveur des transports.

Subventions aux sociétés du groupe TEC et à la Société régionale wallonne des Transports en vue de réaliser des investissements visant à améliorer la qualité des transports en commun.

Programme 54.02 : Aéroports et aérodromes :

Subventions aux sociétés d'exploitation des aéroports et aérodromes régionaux en vue de la promotion de leurs installations.

Subventions relatives à la réalisation et l'exploitation d'un centre de télécommunications avancées dans le cadre de l'objectif 1.

Programme 54.04 : Promotion, coordination des transports et location de voitures :

Subventions relatives à des activités de formation, de recherche et d'innovation dans le domaine des transports.

Subventions destinées à promouvoir l'image de la Région wallonne et de ses interventions en faveur des transports.

Entreprise régionale : Office régional wallon des Déchets :

Subventions aux associations et aux communes pour l'encouragement d'actions de prévention et de recyclage des déchets ménagers.

Subventions à la SPAQUE pour son fonctionnement et pour les travaux de réhabilitation des anciennes décharges.

Subventions aux organismes de traitement de déchets pour l'assistance aux communes par les Missi-Dominici.

Art. 20. Le Ministre qui a le budget dans ses attributions informe régulièrement la Cour des comptes des engagements pris sur les autorisations visées à l'article 32.

Les autorisations visées par les articles 31 et 32 sont soumis au visa du contrôleur des engagements et à la Cour des comptes.

Avant le 10 de chaque mois, le contrôleur des engagements transmet à la Cour des comptes, avec les documents justificatifs, un relevé établi en trois exemplaires et mentionnant, d'une part, le montant des autorisations visées au cours du mois écoulé et, d'autre part, le montant des autorisations visées depuis le début de l'année.

Le relevé du mois de décembre constitue un relevé récapitulatif annuel.

La Cour des comptes renvoie au Ministre qui a le Budget dans ses attributions un exemplaire, visé, de ce relevé.

Art. 21. Les subventions aux communes concernées par les Zones d'Initiative privilégiées et qui élaborent, ou font élaborer, un projet de quartier coordonné par un chef de projet, peuvent couvrir :

- 90 % des frais d'acquisition, de rénovation et d'adaptation d'un immeuble dans le quartier destiné à héberger le chef de projet et la Régie de Quartier ainsi qu'à servir de lieu de réunion pour la population locale; le montant subventionnable est plafonné à 3 millions de francs par Quartier d'Initiatives;

- 90 % du montant de l'acquisition (frais compris) d'immeubles destinés à être aménagés en logement postérieurement à l'approbation du schéma directeur; cette aide est plafonnée d'une part à 2 millions de francs par logement existant ou potentiel dans l'immeuble concerné et d'autre part à l'estimation du Receveur de l'Enregistrement ou du Comité d'acquisition.

Ces aides peuvent être consenties préalablement à l'approbation du schéma directeur de l'opération concernée.

Art. 22. Le Gouvernement wallon est autorisé, au nom de la Région wallonne, à céder à titre gratuit, au Patrimoine de l'Université de Liège le terrain de 10.000 m² et les bâtiments dont elle est propriétaire dans le Parc scientifique du Sart-Tilman, et qui sont actuellement occupés par le Centre spatial liégeois.

Art. 23. Le Gouvernement wallon est autorisé à réaliser des transferts de crédit entre les allocations de base 52.31, 61.01, 63.01, et 72.01 du programme 01, 52.21 et 63.01 du programme 04, 52.31, 63.01 et 63.02 du programme 05 et 52.22 et 52.31 du programme 06 de la section 17.

Art. 24. L'article 1er, § 3, du décret du 17 décembre 1992 créant des fonds budgétaires en matière de Travaux publics est complété comme suit :

"c) à l'engagement de personnel sous contrat d'emploi à durée déterminée affecté à la réalisation de commandes".

Art. 25. Les crédits non dissociés inscrits aux allocations de base 33.08 et 43.08 du programme 06 de la section 17 peuvent être utilisés pour le paiement de l'avance mensuelle de janvier 1997.

Art. 26. Pour l'octroi de subventions aux centres de service social, afin de couvrir les frais de fonctionnement de ces centres, le Gouvernement fixe les règles d'agrément et de subsidiation.

Art. 27. Le Gouvernement est habilité à élargir le champ d'application de l'article 74 du Code du Logement dont l'objet est visé par l'allocation de base 51.03 du programme 05 de la section 15.

Art. 28. Le Ministre ayant le Logement dans ses attributions est autorisé à imputer, à charge de l'allocation 63.02 du programme 05 de la section 15, le remboursement, pour le compte de l'Etat fédéral, des annuités dues aux sociétés immobilières de service public ayant bénéficié avant le 15 janvier 1975 de l'application de l'article 74 (ancien article 66) du Code du Logement, pour un montant maximum de 28,7 millions de francs.

CHAPITRE II Autorisations

Art. 29. Moyennant l'accord du Gouvernement wallon, la Société régionale wallonne du Logement est autorisée à participer à la création et à la gestion d'associations sans but lucratif dont l'objet social concourt à la mise en œuvre et à la coordination de la politique régionale du Logement.

Dans ce cadre, la société est également autorisée à assurer le préfinancement des dépenses desdites associations.

Art. 30. Le Gouvernement wallon est autorisé à contracter, auprès du Crédit communal de Belgique, au nom de la Région wallonne, et pour le compte du Centre hospitalier psychiatrique "Les Marromiers" à Tournai, un crédit pour un montant de 234,0 millions de francs, et pour le compte du Centre hospitalier psychiatrique "Chênes aux Haies" à Mons, un crédit de 100,0 millions de francs, afin d'assurer le préfinancement des frais de fonctionnement des hôpitaux précités.

Art. 31. Le Gouvernement wallon, nonobstant l'article précédent, est autorisé à prendre l'engagement de payer à l'échéance, l'intérêt et l'amortissement, dans un délai maximum de vingt ans, des prêts accordés par le Crédit communal de Belgique, pour des sommes équivalant à 40 % du prix des travaux effectués aux hôpitaux psychiatriques de Mons et de Tournai.

Les autorisations d'emprunts ne pourront pas dépasser 80 millions de francs en 1996.

Les intérêts et les amortissements des prêts précités seront incorporés dans le prix de la journée d'entretien des hôpitaux concernés.

Art. 32. Le Ministre ayant l'Eau dans ses attributions est autorisé à engager en 1996, à charge du Fonds pour la protection des eaux de surfaces (programme 06, section 13), des subventions pour travaux des organismes d'épuration, à concurrence du solde non utilisé au 31 décembre 1995 de l'autorisation visée à l'article 27 du décret du 16 décembre 1994 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année 1995, tel qu'ajusté.

En complément à l'article 30 du décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques, le Ministre ayant l'Eau dans ses attributions est autorisé à engager des dépenses à charge du Fonds pour la protection des eaux de surface (programme 06, section 13) quel que soit le solde disponible de ce fonds, à concurrence du montant mentionné au tableau annexé au présent décret en regard des dépenses de l'année 1996.

Art. 33. Le Gouvernement wallon est autorisé à conclure des contrats de promotion selon les conditions de vente ou de location reprises à l'article 2 de l'arrêté royal du 18 mai 1981 relatif aux conditions générales de passation des marchés publics de promotion des travaux et de fournitures, en vue de la construction des bâtiments administratifs suivants, plafonnés aux montants ci-après :

Namur :	
site de la gare	2.600,0 millions F
place Léopold, immeuble "Bibot"	280,0 millions F
quartier des Célestines	360,0 millions F
rue Keffer.....	370,0 millions F
Liège :	
hôpital des Anglais	940,0 millions F

Art. 34. Le Gouvernement wallon est autorisé à engager, à titre de contribution de la Région wallonne aux projets encouragés par les Fonds structurels européens dans le cadre de l'Objectif 1, les opérations programmées selon le calendrier budgétaire qu'il a retenu et plafonnées aux montants ci-après :

Mesure 1.2.1

Action 1 Pôle RDT	654,9 millions F
Action 2 Programme mobilisateur	654,5 millions F

Mesure 1.2.3

Infrastructure	261,2 millions F
Charges d'exploitation	40,1 millions F
Interface	93,5 millions F

Mesure 1.3.1

Infrastructure du Parc scientifique de Mons	170,1 millions F
---	------------------

Mesure 1.4.6

Projet Strafor	24,3 millions F
Pôle RDT et Centre de recherche	159,6 millions F
Forum scientifique	99,2 millions F

Art. 35. Suite à la fin de la mission confiée à la SRIW par la convention de délégation de mission du 27 juin 1989 relative à la constitution de la S.C. SONAT et de ses avenants, le remboursement à la Région du solde du compte courant des recettes et dépenses effectuées par la SRIW en exécution de cette mission est imputé à l'article 36.01 de la section 13, secteur II du titre II du budget des recettes.

Par dérogation à l'article 3 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, cette recette est affectée au fonds budgétaire pour la gestion des déchets (programme 03, section 13) institué par le décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets, et réservée au financement partiel de l'installation d'incinération des déchets qui sera construite par l'intercommunale SIVADEM constituée par le BÉPN et IDELUX, conformément à la réglementation organique des subventions aux pouvoirs subordonnés pour le traitement des déchets ménagers.

CHAPITRE III Garanties régionales

Art. 36. Le Gouvernement wallon est autorisé à déterminer le recours à l'emprunt en fonction de l'état de la trésorerie du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie. Le total des emprunts autorisés sous le couvert de la garantie régionale ne pourra en aucun cas excéder 1,7 milliard de francs.

La garantie couvre également les opérations de gestion financière afférentes à ces emprunts. Le Gouvernement wallon est autorisé à accorder la garantie de la Région wallonne aux opérations de gestion financière des emprunts conclus de 1990 à 1995 par le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie et garantis par la Région.

Art. 37. Le Gouvernement wallon est autorisé à accorder la garantie de la Région wallonne aux emprunts de la Société wallonne des Distributions d'Eau à concurrence d'un montant maximum de 2 milliards de francs pour l'année 1996.

Art. 38. § 1er. Le Gouvernement wallon est autorisé à accorder, jusqu'au 31 décembre 1996, la garantie supplétive de la Région wallonne au remboursement total ou partiel, en principal, intérêts et accessoires, d'emprunts d'aide extraordinaire et comptabilisés comme tels, souscrits auprès du Crédit communal de Belgique par des communes. Cette garantie ne pourra être accordée qu'aux communes qui déposeront un plan de gestion de leurs finances et accepteront, pour en garantir l'exécution, des modalités particulièrement contraignantes de tutelle.

§ 2. Le Gouvernement wallon est autorisé aux mêmes conditions à souscrire des emprunts en vue de prêter aux communes les sommes nécessaires pour assurer la consolidation à long terme des charges des emprunts d'aide extraordinaire garantis par la Région wallonne de 1981 à 1984.

§ 3. Les garanties supplétives accordées en vertu du présent article ne peuvent dépasser un montant global de 12 milliards de francs.

Art. 39. Le Gouvernement wallon est autorisé à accorder la garantie de la Région wallonne aux emprunts contractés par les agriculteurs et les sociétés agricoles pour les investissements en agriculture et horticulture dans le cadre du fonds d'investissement agricole, pour un montant total de 3,3 milliards de francs en 1996.

Art. 40. Le Gouvernement wallon est autorisé à accorder la garantie de la Région aux emprunts de la Société régionale wallonne des Transports relatifs aux investissements d'exploitation, y compris les opérations effectuées au titre de locataire d'autobus et/ou de matériel, aux emprunts conclus en vue de remboursements anticipés d'autres emprunts, aux opérations de SWAP d'intérêts ainsi qu'aux opérations de couverture du risque de variations des taux. Cette garantie est accordée pour un montant maximum de 1.400 millions de francs, et ce dans les limites prévues à l'allocation de base 51.07 du programme 01 de la section 54.

Art. 41. Le Gouvernement wallon est autorisé à accorder la garantie de la Région, à concurrence d'un montant maximum de 750 millions de francs, pour les emprunts concernant les constructions hospitalières et médico-sociales dans le cadre d'une convention type entre la Région wallonne et les institutions financières.

Art. 42. Dans le cadre de la réaffectation d'une partie de la cité sociale Hadès, propriété du Foyer d'Hornu, en bureaux et commerces, le Gouvernement wallon est autorisé à affecter la garantie de la Région à un prêt de 210,0 millions de francs à consentir au Foyer d'Hornu, à l'intervention de la Société régionale Wallonne du Logement.

CHAPITRE IV Octroi d'avances

Art. 43. Le Ministre-Président et les Membres du Gouvernement wallon peuvent consentir des avances sur les interventions financières de la Région dans les dépenses afférentes :

1° aux travaux d'épuration d'eaux usées et de remembrement.

Ces avances ne peuvent excéder :

a) 30 % du montant des marchés attribués d'une valeur inférieure à 50 millions de francs;

b) 25 % du montant des marchés attribués d'une valeur comprise entre 50 et 200 millions de francs;

c) 20 % du montant des marchés attribués d'une valeur supérieure à 200 millions de francs.

Le montant de l'intervention de la Région déterminé lors de la désignation de l'adjudicataire sert de référence au calcul de l'avance.

Cette somme sera versée à l'institution bénéficiaire à la réception, par l'administration, de l'ordre de commencer les travaux.

2° Aux travaux exécutés dans le cadre d'une opération de rénovation rurale ou urbaine.

a) Ces avances ne peuvent excéder 20 % de la subvention calculée sur base du montant du marché adjugé. Cette somme sera versée à l'institution bénéficiaire à la réception, par la Région, de l'ordre de commencer les travaux.

b) Une avance préalable, fixée forfaitairement à 5 % de la subvention calculée sur base de l'estimation du marché, peut être consentie pour les études d'avant-projet et de projet. Cette somme sera versée à l'institution bénéficiaire après approbation, par la Région, de l'estimation du marché lors de la présentation de l'avant-projet.

3° Aux travaux exécutés dans le cadre d'une opération de revitalisation des centres de vie ainsi qu'aux taxes et frais divers y relatifs. Cette avance est liquidée, pour ce qui concerne les travaux, taxes et frais connexes, sur base des états d'avancements successifs jusqu'à concurrence de 90 % du montant du marché adjugé, la liquidation du solde intervenant lors du décompte final. Pour ce qui concerne les honoraires d'études, de direction des travaux et de surveillance, des acomptes peuvent être liquidés sur base des services prestés et des tranches contractuelles prévues.

Art. 44. Le Gouvernement wallon est autorisé à intervenir, dans la limite des crédits inscrits à l'allocation de base 63.05 du programme 04 de la section 14, auprès des communes frappées de calamités afin de leur permettre d'accorder aux sinistrés des avances récupérables dans l'attente de l'intervention du Fonds des Calamités.

Art. 45. A charge de son budget, l'Agence wallonne pour l'Intégration des personnes handicapées peut engager un montant de 165 millions de francs en vue de faire face aux programmes d'investissements tels qu'approuvés par le Gouvernement et relatif à l'achat, la construction, l'aménagement et l'équipement des bâtiments destinés à l'accueil des personnes handicapées.

CHAPITRE V
Section particulière

Art. 46. Par dérogation à l'article 16 de la loi du 28 juin 1989 modifiant la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, les dispositions des articles 1er et 5 de cette même loi ne sont pas d'application pendant l'année 1996 à l'égard des fonds constituant le Titre IV du tableau annexé au présent décret.

Art. 47. Le mode de disposition des avoirs mentionnés aux fonds inscrits au Titre IV du tableau annexé au présent décret est indiqué en regard du numéro de l'article ou du littéra se rapportant à chacun d'eux.

Les fonds dont les dépenses sont soumises au visa préalable de la Cour des comptes sont désignés par l'indice A.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé directement par les comptables qui en ont opéré les recettes sont désignés par l'indice C.

Art. 48. Sur les fonds des sections 31 et 34 figurant au Titre IV du tableau annexé au présent décret, aucun engagement nouveau ne pourra être pris en 1996.

Art. 49. Le Ministre ayant le Budget dans ses attributions peut engager, au-delà des recettes disponibles des articles 60.02.A.01 (FEDER), 60.02.A.02 (FEOGA), 60.02.A.03 (FSE), 60.02.A.05 (IFOP) et 60.02.A.06 (LIFE) de la section 10 de la partie I du Titre IV, des dépenses escomptées à concurrence des montants d'intervention décidés par la C.E.E.

CHAPITRE VI
Entreprises régionales

Art. 50. Est approuvé le budget de l'Entreprise régionale de Production et d'Adduction d'Eau de l'année 1996 annexé au présent décret.

Ce budget s'élève à 1.440,2 millions de francs pour les recettes et à 1.440,2 millions de francs pour les dépenses.

Art. 51. Par dérogation à l'article 116 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, le Ministre qui a l'Eau dans ses attributions peut procéder à toute nouvelle ventilation des allocations de base inscrites au budget des dépenses de l'Entreprise régionale de Production et d'Adduction d'Eau.

Art. 52. Est approuvé le budget de l'Office régional wallon des Déchets de l'année 1996 annexé au présent décret.

Ce budget s'élève à 2.806,1 millions de francs pour les recettes et à 2.806,1 millions de francs pour les dépenses.

Art. 53. Par dérogation à l'article 116 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions peut procéder à toute nouvelle ventilation des allocations de base inscrites au budget des dépenses de l'Office régional wallon des Déchets.

CHAPITRE VII
Service régional à gestion séparée

Art. 54. Est approuvé le budget de l'Agence wallonne à l'Exportation de l'année 1996 annexé au présent décret.

Ce budget s'élève à 1.049,2 millions de francs pour les recettes et, pour les dépenses, à 1.289,2 millions de francs en moyens d'engagement et à 1.049,2 millions de francs en moyens de paiement.

Art. 55. Est approuvé le budget de l'Office de Promotion des Voies navigables de l'année 1996 annexé au présent décret.

Ce budget s'élève à 17,2 millions de francs pour les recettes et à 17,2 millions de francs pour les dépenses.

Art. 56. Par dérogation à l'article 15 de l'arrêté royal du 17 juillet 1995 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat, le Ministre qui a les Travaux publics dans ses attributions peut procéder à toute nouvelle ventilation des allocations de base inscrites au budget des dépenses de l'Office de Promotion des Voies navigables.

Art. 57. Est approuvé le budget de l'Office wallon de Développement rural de l'année 1996 annexé au présent décret.

Ce budget s'élève à 355,4 millions de francs pour les recettes et à 355,4 millions de francs pour les dépenses.

Art. 58. Par dérogation à l'article 15 de l'arrêté royal du 17 juillet 1995 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat, le Ministre qui a le Remembrement dans ses attributions peut procéder à toute nouvelle ventilation des allocations de base inscrites au budget des dépenses de l'Office wallon de Développement rural.

CHAPITRE VIII
Organismes d'intérêt public

Art. 59. Est approuvé le budget du Fonds wallon d'avances pour la réparation des dommages provoqués par les prises et pompes d'eau souterraine de l'année 1996 annexé au présent décret.

Ce budget s'élève à 10,0 millions de francs pour les recettes et à 10,0 millions de francs pour les dépenses.

Art. 60. Est approuvé le budget de l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture de l'année 1996.

Ce budget s'élève à 205.591.000 francs en recettes et 205.591.000 francs en dépenses.

Art. 61. Par dérogation à l'article 15 de l'arrêté royal du 17 juillet 1995 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat, le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions peut procéder à toute nouvelle ventilation des allocations de base inscrites au budget des dépenses de l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture.

Art. 62. Est approuvé le budget du Centre régional d'Aide aux Communes de l'année 1996 annexé au présent décret.

Ce budget s'élève à 74.857.349 francs pour les recettes et à 74.857.349 francs pour les dépenses.

Art. 63. Le Ministre qui a la Tutelle sur les Communes dans ses attributions peut procéder à toute nouvelle ventilation des allocations de base inscrites au budget des dépenses du Centre régional d'Aide aux Communes.

Art. 64. Est approuvé le budget de l'Institut scientifique de Service public de l'année 1996 annexé au présent décret.

Ce budget s'élève à 566.339.483 francs pour les recettes et à 566.339.483 francs pour les dépenses.

Art. 65. Le Ministre qui a la Recherche dans ses attributions peut procéder à toute nouvelle ventilation des allocations de base inscrites au budget des dépenses de l'Institut scientifique de Service public.

Art. 66. Est approuvé le budget du Centre hospitalier psychiatrique "Les Marronniers" à Tournai de l'année 1996 annexé au présent décret.

Ce budget s'élève à 1.015.391.000 francs pour les recettes et à 1.015.391.000 francs pour les dépenses.

Art. 67. Est approuvé le budget du Centre hospitalier psychiatrique "Le Chêne aux Haies" à Mons de l'année 1996 annexé au présent décret.

Ce budget s'élève à 762.754.000 francs pour les recettes et à 762.754.000 francs pour les dépenses.

CHAPITRE IX
Dispositions diverses

Art. 68. Le Gouvernement wallon est autorisé, jusqu'au 31 décembre 1996, à prendre en charge les intérêts des emprunts souscrits auprès du Crédit communal de Belgique ou d'organismes financiers agréés par le Gouvernement wallon par des communes frappées de calamités en 1993, afin de leur permettre d'accorder aux sinistrés des avances récupérables de première nécessité dans l'attente de l'intervention du Fonds des Calamités.

Cette prise en charge pourra porter sur un volume de prêts ne dépassant pas 400 millions de francs, en ce compris les prêts consentis en 1994.

Art. 69. Par dérogation à l'article 15 de l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat, chaque Ministre peut, dans le cadre de ses compétences et avec l'accord du Ministre du Budget, opérer, au sein de chaque programme concerné, les transferts de crédits nécessaires des allocations de base ordinaires vers les allocations spécifiques créées pour les cofinancements européens.

Art. 70. Par dérogation à l'article 3, alinéa 2, du décret du 17 décembre 1992 créant des fonds budgétaires en matière de travaux publics, tel que modifié par l'article 13 du décret du 24 novembre 1994 portant dissolution de l'Office de la Navigation, un montant, fixé par le Gouvernement wallon, est prioritairement prélevé, selon les modalités

retenues par lui, au profit de la Société de financement complémentaire des infrastructures, sur tous les paiements imposés par les dispositions réglementaires relatives à l'utilisation du réseau des voies hydrauliques et de ses dépendances, à l'exception de la part des droits de navigation visés à l'article 11, 1^o, du décret du 24 novembre 1994.

Art. 71. En complément à l'article 20 du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, les études et travaux connexes à une infrastructure appartenant à une personne de droit public dont la propriété, eu égard à son affectation, ne peut être acquise par l'organisme d'épuration, peuvent être subventionnés par la Région, pour autant que ces travaux soient nécessaires à l'établissement d'ouvrages d'épuration visés à l'article 18, 1^o et 4^o, du même décret. Une convention passée entre la personne de droit public propriétaire de l'infrastructure et l'organisme d'épuration et approuvée par le Gouvernement wallon définit les droits et obligations des parties ainsi que les modalités pratiques de réalisation des études et travaux.

CHAPITRE X
Dispositions finales

Art. 72. Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 1996.

Namur, le 22 décembre 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales
J.-P. CRAFE

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture
G. LUTGEN

BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE LA REGION WALLONNE POUR L'ANNEE 1996

(En millions de francs)

		Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
			Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
	Section 01.			
	Dotation au Parlement wallon.			
Programme 01.00	Dotation au Parlement wallon	1.089,0	0	0
Programme 01.01	Dotation au service du médiateur de la Région wallonne	31,0	0	0
	Totaux pour la section 01.	1.120,0	0	0
	Section 02.			
	Dépenses de cabinet Ministre-Président du Gouvernement wallon, chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine.			
Programme 02.00	Subsistance	213,4	0	0
	Totaux pour la section 02.	213,4	0	0
	Section 03.			
	Dépenses de cabinet du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports			
Programme 03.00	Subsistance	170,0	0	0
	Totaux pour la section 03.	170,0	0	0
	Section 04.			
	Dépenses de cabinet du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique.			
Programme 04.00	Subsistance	158,3	0	0
	Totaux pour la section 04.	158,3	0	0
	Section 05.			
	Dépenses de cabinet du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation.			
Programme 05.00	Subsistance	174,5	0	0
	Totaux pour la section 05.	174,5	0	0
	Section 06.			
	Dépenses de cabinet du Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales.			
Programme 06.00	Subsistance	145,0	0	0
	Totaux pour la section 06.	145,0	0	0

(En millions
de francs)

		Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
			Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordon- nancement
	Section 07.			
	<i>Dépenses de cabinet du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé.</i>			
Programme 07.00	Subsistance	148,2	0	0
	<i>Totaux pour la section 07.</i>	148,2	0	0
	Section 08.			
	<i>Dépenses de cabinet du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture.</i>			
Programme 08.00	Subsistance	182,5	0	0
	<i>Totaux pour la section 08.</i>	182,5	0	0
	Section 09.			
	<i>Services du Gouvernement wallon et organismes non rattachés aux divisions organiques.</i>			
Programme 09.01	Conseil économique et social de la Région wallonne	108,8	0	0
Programme 09.02	Service social	72,0	0	0
	<i>Totaux pour la section 09.</i>	180,8	0	0
	Section 10.			
	<i>Secrétariat général du Ministère de la Région wallonne</i>			
Programme 10.01	Gestion générale du personnel du Ministère	6 064,5	0	0
Programme 10.02	Service de la Présidence, secrétariat du Gouvernement wallon et Chancellerie	81,6	0	0
Programme 10.03	Informatique administrative	256,4	0	0
Programme 10.04	Statistiques régionales	33,3	0	0
Programme 10.05	Direction juridique	2,7	0	0
Programme 10.06	Fonction publique, Formation et Ressources humaines	42,6	8,5	8,5
Programme 10.07	Trésorerie, Budget et Finances	50,5	0	0
Programme 10.08	Dette générale	6 270,3	0	0
Programme 10.12	Communication et information	34,2	0	0
	<i>Totaux pour la section 10.</i>	12.836,1	8,5	8,5

(En millions
de francs)

		Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
			Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordon- nement
	Section 11. <i>Economie, emploi et formation professionnelle.</i>			
Programme 11.01	Expansion économique Fonds organique : Fonds de rénovation industrielle (première, deuxième et troisième missions).	563,0	5.551,0	5.780,0
	<i>Solde au 1er janvier 1996</i>	0	4,1	4,1
	<i>Recettes de l'année en cours</i>	0	0	0
	<i>Disponible pour l'année 1996</i>	0	4,1	4,1
	<i>Dépenses à charge du Fonds</i>	0	0	0
	<i>Solde au 31 décembre 1996</i>	0	4,1	4,1
Programme 11.02	Restructuration et développement	1.080,0	2.586,0	1.827,0
Programme 11.03	Zonings	78,0	950,0	900,0
Programme 11.04	Politique économique, coordination, réglementation, labels et information des aides	15,5	0	0
Programme 11.05	Promotion des investissements étrangers	85,0	16,0	8,0
Programme 11.06	P.M.E. et Classes moyennes	156,0	2.875,0	2.890,0
Programme 11.08	Promotion de l'emploi	147,1	91,0	91,0
Programme 11.09	Forem <i>Fonds organique : Fonds budgétaire en matière d'emploi</i>	2.255,2	0	0
	<i>Solde au 1er janvier 1996</i>	0	6,7	6,7
	<i>Recettes de l'année en cours</i>	0	160,4	160,4
	<i>Disponible pour l'année 1996</i>	0	167,1	167,1
	<i>Dépenses à charge du Fonds</i>	0	155,7	155,7
	<i>Solde au 31 décembre 1996</i>	0	11,4	11,4
Programme 11.10	Plan de résorption du chômage géré par l'administration, mais dont la prise en charge financière est assurée par l'intermédiaire du Forem	8.768,8	0	0
Programme 11.11	Plan de résorption du chômage géré directement par l'administration	5.137,3	520,6	430,9
Programme 11.13	Formation des salariés et appointés hors Forem	151,4	0	0
Programme 11.14	Forem - Formation	2.131,4	0	0
Programme 11.15	Formation agricole	34,2	0	0
Programme 11.16	Formation des indépendants	808,1	2,0	2,0
	Totaux pour la section 11.	21.411,0	12.747,3	12.084,6
	Section 12. <i>Technologies et recherche.</i>			
Programme 12.01	Energie	22,0	326,0	358,0
Programme 12.02	Recherche	366,3	1.264,9	1.268,4
Programme 12.03	Aides aux entreprises	0	1.291,3	1.322,9

(En millions
de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		
		Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordon- nement	
Programme 12.05		0	0	0
Fonds d'aide et d'interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies				
Fonds organique : Fonds destiné au financement des aides et des interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies.				
<i>Solde au 1er janvier 1996</i>	0	37,6	91,6	
<i>Recettes de l'année en cours</i>	0	100,0	100,0	
<i>Disponible pour l'année 1996</i>	0	137,6	191,6	
<i>Dépenses à charge du Fonds</i>	0	101,3	120,4	
<i>Solde au 31 décembre 1996</i>	0	36,3	71,2	
Totaux pour la section 12.	388,3	2.983,5	3 069,7	
Section 13.				
Ressources naturelles et environnement.				
Programme 13.01	136,3	245,0	208,6	
Forêts				
Fonds organique : Fonds pour la gestion des forêts de l'ancienne «Gruerie d'Arlon (article 7 de la loi domaniale du 26 juillet 1952).				
<i>Solde au 1er janvier 1996</i>	0	28,2	30,0	
<i>Recettes de l'année en cours</i>	0	10,0	10,0	
<i>Disponible pour l'année 1996</i>	0	38,2	40,0	
<i>Dépenses à charge du Fonds</i>	0	12,0	12,0	
<i>Solde au 31 décembre 1996</i>	0	26,2	28,0	
Fonds organique : Fonds pour la gestion de la forêt d'Herbeumont (article 1er, 16, de la loi domaniale du 1er juillet 1983)				
<i>Solde au 1er janvier 1996</i>	0	24,4	24,4	
<i>Recettes de l'année en cours</i>	0	3,0	3,0	
<i>Disponible pour l'année 1996</i>	0	27,4	27,4	
<i>Dépenses à charge du Fonds</i>	0	3,0	3,0	
<i>Solde au 31 décembre 1996</i>	0	24,4	24,4	
Programme 13.02	109,0	191,0	149,0	
Conservation de la nature				
Programme 13.03	391,0	5,6	2,5	
Environnement				
Fonds organique : Fonds pour la gestion des déchets (décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets).				
<i>Solde au 1er janvier 1996</i>	0	986,1	1 071,2	
<i>Recettes de l'année en cours</i>	0	2 500,0	2 500,0	
<i>Disponible pour l'année 1996</i>	0	3 486,1	3 571,2	
<i>Dépenses à charge du Fonds</i>	0	2 686,1	2 686,1	
<i>Solde au 31 décembre 1996</i>	0	800,0	885,1	
Programme 13.04	41,6	10,0	16,1	
Ressources du sous-sol				
Programme 13.05	2 293,9	731,5	836,8	
Eau (contrôle, gestion et production)				
Fonds organique : Fonds pour la protection des eaux potabilisables (décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables)				
<i>Solde au 1er janvier 1996</i>	0	1 579,7	1 779,7	
<i>Recettes de l'année en cours</i>	0	1 200,0	1 200,0	
<i>Disponible pour l'année 1996</i>	0	2 779,7	2 979,7	
<i>Dépenses à charge du Fonds</i>	0	900,0	400,0	
<i>Solde au 31 décembre 1996</i>	0	1 879,7	2 579,7	

(En millions
de francs)

		Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
			Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordon- nement
	<i>Fonds organique : Fonds pour la protection des eaux souterraines (décret du 30 avril 1990 sur la protection des eaux potabilisables)</i>			
	<i>Solde au 1er janvier 1996</i>	0	0	0
	<i>Recettes de l'année en cours</i>	0	50,0	50,0
	<i>Disponible pour l'année 1996</i>	0	50,0	50,0
	<i>Dépenses à charge du Fonds</i>	0	50,0	20,0
	<i>Solde au 31 décembre 1996</i>	0	0	30,0
Programme 13.06	Protection des eaux contre la pollution	927,0	1.200,0	356,9
	<i>Fonds organique : Fonds pour la protection des eaux de surface (décret du 30 avril 1990 sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques)</i>			
	<i>Solde au 1er janvier 1996</i>	0	- 3.062,3	1.182,0
	<i>Recettes de l'année en cours</i>	0	2.212,0	2.212,0
	<i>Disponible pour l'année 1996</i>	0	- 850,3	3.394,0
	<i>Dépenses à charge du Fonds</i>	0	3.151,6	2.764,8
	<i>Solde au 31 décembre 1996</i>	0	- 4.001,9	629,2
Programme 13.08	Contrôle des pollutions	55,7	9,2	9,2
Programme 13.09	Prévention des pollutions	87,3	0	0
Programme 13.10	Chasse, pêche et pisciculture	22,9	58,5	47,8
	Totaux pour la section 13.	4.064,7	9.253,5	7.512,8
	Section 14.			
	Pouvoirs locaux.			
Programme 14.01	Tutelle	52,1	0	0
Programme 14.02	Financement général des communes	34.589,8	100,0	100,0
Programme 14.03	Financement général des provinces	- 4.412,4	0	0
Programme 14.04	Travaux subsidiés et infrastructures sportives	2.136,4	3.468,6	2.414,1
	Totaux pour la section 14.	41.190,7	3.568,6	2.514,1
	Section 15.			
	Aménagement du territoire et logement.			
Programme 15.01	Aménagement du territoire et urbanisme	80,7	89,0	135,5
Programme 15.02	Rénovation urbaine et sites d'activité économique désaffectés	52,5	947,0	773,6
	<i>Fonds organique Fonds de rénovation des sites wallons (loi du 27 juin 1978)</i>			
	<i>Solde au 1er janvier 1996</i>	0	0	0
	<i>Recettes de l'année en cours</i>	0	0	0
	<i>Disponible pour l'année 1996</i>	0	0	0
	<i>Dépenses à charge du Fonds</i>	0	0	0
	<i>Solde au 31 décembre 1996</i>	0	0	0
Programme 15.04	Logement : secteur privé	2.011,2	1.901,0	1.628,5
Programme 15.05	Logement : secteur public	3.935,3	2.921,4	1.564,7
Programme 15.06	Monuments, sites et fouilles	227,1	692,0	734,9
	Totaux pour la section 15.	6.306,8	6.550,4	4.837,2

(En millions
de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		
		Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordon- nement	
Section 16.				
<i>Relations extérieures.</i>				
Programme 16.01	Commerce extérieur	322,9	0	0
Programme 16.02	Promotion de la Région au niveau international	162,6	116,4	70,3
Totaux pour la section 16.		485,5	116,4	70,3
Section 17.				
<i>Action sociale et santé.</i>				
Programme 17.01	Santé	1.345,8	1.355,1	1.031,8
Programme 17.02	Santé mentale	852,6	0	0
Programme 17.03	Action sociale	400,1	0	0
Programme 17.04	Famille	2.508,0	75,0	38,8
Programme 17.05	Personnes âgées	12,1	500,0	342,7
Programme 17.06	Personnes handicapées	9.989,4	0	101,0
Programme 17.07	Intégration sociale des immigrés	51,0	0	0
Totaux pour la section 17.		15.159,0	1.930,1	1.514,3
Section 18.				
<i>Tourisme.</i>				
Programme 18.01	Tourisme	383,5	629,6	740,9
Totaux pour la section 18.		383,5	629,6	740,9
Section 19.				
<i>Agriculture</i>				
Programme 19.01	Agriculture, abattoirs et agro-alimentaire	823,0	2.174,2	976,2
Programme 19.02	Développement du milieu rural	279,2	265,2	252,3
Totaux pour la section 19.		1.102,2	2.439,4	1.228,5
Section 50.				
Secrétariat général du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports				
Programme 50.01	Gestion générale du personnel du Ministère	5.106,5	0	0
Programme 50.02	Frais de fonctionnement et prestations de tiers	114,1	0	0
Programme 50.03	Gestion immobilière et bâtiments	1.005,4	0	0
Programme 50.04	Implantation immobilière	456,4	447,3	487,7
Programme 50.05	Équipement et fournitures	308,3	0	0
Programme 50.06	Gestion informatique du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports	271,8	0	0
Totaux pour la section 50.		7.262,5	447,3	487,7

(En millions
de francs)

		Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
			Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordon- nement
	Section 51. Réseau routier de la Région.			
Programme 51.01	Construction du réseau	1.558,5	3.016,7	3.411,4
Programme 51.02	Maintenance et entretien du réseau	71,8	3.593,1	3.112,0
	<i>Fonds organique : Fonds du trafic et des avaries (décret du 17 décembre 1992 créant des fonds budgétaires en matière de Travaux publics)</i>			
	<i>Solde au 1er janvier 1996</i>	0	127,2	184,0
	<i>Recettes de l'année en cours</i>	0	160,0	160,0
	<i>Disponibilité pour l'année 1996</i>	0	287,2	344,0
	<i>Dépenses à charge du Fonds</i>	0	284,0	300,0
	<i>Solde au 31 décembre 1996</i>	0	3,2	44,0
	Totaux pour la section 51.	1.630,3	6.893,8	6.823,4
	Section 52. Voies hydrauliques de la Région.			
Programme 52.01	Investissements sur les voies hydrauliques, aux ports et voies d'accès, ainsi qu'aux barrages et réservoirs	2,0	1.840,2	1.778,0
Programme 52.02	Maintenance et entretien des voies hydrauliques	30,4	827,5	857,5
	<i>Fonds organique : Fonds du trafic et des avaries (décret du 17 décembre 1992 créant des fonds budgétaires en matière de Travaux publics)</i>			
	<i>Solde au 1er janvier 1996</i>	0	281,9	308,5
	<i>Recettes de l'année en cours</i>	0	198,8	198,8
	<i>Disponibilité pour l'année 1996</i>	0	480,7	507,3
	<i>Dépenses à charge du Fonds</i>	0	200,0	200,0
	<i>Solde au 31 décembre 1996</i>	0	280,7	307,3
Programme 52.03	Promotion de la navigation intérieure	6,2	0	0
	Totaux pour la section 52.	38,6	2.867,7	2.835,5
	Section 53. Services techniques.			
Programme 53.01	Electricité - Routes - Construction	0	400,1	463,1
Programme 53.02	Electricité - Routes - Entretien	0	1.174,9	1.186,8
Programme 53.03	Electricité - Voies hydrauliques - Construction	0	272,2	114,9
Programme 53.04	Electricité - Voies hydrauliques - Entretien	0	278,0	263,6
Programme 53.05	Réseau de télécommunication - Construction	0	292,0	183,0
Programme 53.06	Réseau de télécommunication - Entretien	0	220,0	202,2
Programme 53.07	Intégration paysagère	0	62,0	35,0

(En millions
de francs)

		Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
			Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordon- nement
Programme 53.08	Cartographie	45,0	50,0	50,0
Programme 53.09	Équipement du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports	356,5	4,0	3,0
	<i>Fonds organique : Fonds des études techniques (décret du 17 décembre 1992 créant des fonds budgétaires en matière de Travaux publics)</i>			
	<i>Solde au 1er janvier 1996</i>	0	36,2	38,9
	<i>Recettes de l'année en cours</i>	0	25,0	25,0
	<i>Disponibles pour l'année 1996</i>	0	61,2	63,9
	<i>Dépenses à charge du Fonds</i>	0	61,2	63,9
	<i>Solde au 31 décembre 1996</i>	0	0	0
	Totaux pour la section 53.	401,5	2.814,4	2.565,5
	Section 54.			
	Transports.			
Programme 54.01	Transport urbain et interurbain	8.672,9	909,1	852,0
Programme 54.02	Aéroports et aérodromes régionaux	159,7	746,9	699,4
Programme 54.03	Navigation intérieure	3,3	0	0
Programme 54.04	Promotion, coordination des transports et location de voitures	6,4	59,4	54,0
Programme 54.05	Transports scolaires	771,6	0	0
	Totaux pour la section 54.	9.613,9	1.715,4	1.605,4
	TOTAUX GÉNÉRAUX.	124.767,3	54.965,9	47.898,4
	<i>Dont fonds organiques :</i>			
	<i>Soldes au 1er janvier 1996</i>	0	49,8	4.721,1
	<i>Recettes de l'année en cours</i>	0	6.619,2	6.619,2
	<i>Disponibles pour l'année 1996</i>	0	6.669,0	11.340,3
	<i>Dépenses à charge des Fonds</i>	0	7.604,9	6.725,9
	<i>Soldes au 31 décembre 1996</i>	0	- 935,9	4.614,4

Titre IV.- SECTION PARTICULIERE

Mi- nistre ordon- nateur	Article	L I B E L L E S	Solde au 1er janvier 1996	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 décembre 1996
		PARTIE I.				
		Opérations alimentées par des recettes courantes				
		<i>Section 10.</i>				
VA	60 02 A	01 Fonds destiné à la réalisation de programmes particuliers financés par le F.E.D.E.R.	0	5.706,1	5.706,1	0
VA		02. Fonds destiné à la réalisation de programmes particuliers financés par le F.E.O.G.A.	20,0	212,9	214,0	18,9
VA		03. Fonds destiné à la réalisation de programmes particuliers financés par le F.S.E.	47,6	0	0	47,6
VA		04 Fonds destiné à la réalisation de programmes particuliers financés par les Communautés européennes dans le cadre du P.D.I.	18,0	0	6,6	11,4
VA		05 Fonds destiné à la réalisation de programmes particuliers financés par l'IFOP	16,0	0	10,0	6,0
LU		06. Fonds destiné à la réalisation de programmes particuliers financés par LIFE	6,3	0	6,3	0
TA	60 03 C	Fonds de gestion du patrimoine immobilier régional non destiné à l'administration	1,0	12,0	12,0	1,0
LU	60 04 C	Fonds piscicole (loi du 1er juillet 1954)	15,7	34,1	42,0	7,8
		<i>Totaux pour la section 10.</i>	124,6	5.965,1	5.997,0	92,7
		<i>Section 31.</i>				
VA	66 08 A	Fonds destiné à assurer l'engagement et l'ordonnancement des dépenses en matière de crédits parallèles	5,7	0	0	5,7
		<i>Totaux pour la section 31.</i>	5,7	0	0	5,7
		<i>Section 34.</i>				
CO	60 01 A	01 Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale (arrêté royal N° 1 du 18 avril 1967).- Secteur Affaires économiques	46,3	0	0,1	46,2
		<i>Totaux pour la section 34.</i>	46,3	0	0,1	46,2
		Totaux pour le Titre IV, partie I.	176,6	5.965,1	5.997,1	144,6

Mi- nistre ordon- nateur	Article	L I B E L L E S	Solde au 1er janvier 1996	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 décembre 1996
		PARTIE II.				
		Opérations alimentées par des recettes en capital				
		<i>Section 10.</i>				
LU	60 03 A	Intervention en vue de créer des réserves foncières, soit par acquisition, soit par subsides aux organismes publics et pouvoirs subordonnés, soit par avances récupérables à ces mêmes organismes et pouvoirs	3,5	0	0	3,5
CO	60 05 A	Fonds destiné à l'indemnisation des expropriations réalisées dans le cadre des lois d'expansion économique	78,8	0	0,1	74,7
		<i>Totaux pour la section 10.</i>	82,3	0	0,1	78,2
		<i>Section 33.</i>				
LU	63 01 A	Fonds destiné à l'octroi d'avances récupérables à l'Office wallon de Développement rural en vue de l'exécution des articles 56 et 57 de la loi du 22 juillet 1970 relative au remembrement légal de biens ruraux et de l'article 76 de la loi du 12 juillet 1976 relative au remembrement légal de biens ruraux lors de l'exécution de grands travaux d'infrastructure.	33,9	0	0	33,9
		<i>Totaux pour la section 33.</i>	33,9	0	0	33,9
		<i>Section 34.</i>				
CO	60 01 A	01. Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale.- Secteur Affaires économiques (lois d'expansion)	90,8	0	0	90,8
CO		03. Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale.- Secteur Travaux publics	100,3	0	0	100,3
CO		06. Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale.- Secteur Affaires économiques, restructurations.- Mise en œuvre par l'Exécutif de l'article 2, § 3, de la loi du 2 avril 1962	103,4	0	0	103,4
		<i>Totaux pour la section 34.</i>	294,5	0	0	294,5
		<i>Section 38.</i>				
LU	60 08 A	Fonds destiné à la lutte contre les nuisances dans la Région wallonne	56,2	0	0	56,2
		<i>Totaux pour la section 38.</i>	56,2	0	0	56,2
		<i>Section 40.</i>				
LU	60 01 A	Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale (arrêté royal N° 1 du 18 avril 1967)	62,4	0	0	62,4
		<i>Totaux pour la section 40.</i>	62,4	0	0	62,4
		Totaux pour le Titre IV, partie II.	447,0	0	0	447,0
		TOTAUX POUR LE TITRE IV.	623,6	5.965,1	5.997,1	591,6

Titre V.- ENTREPRISES REGIONALES

Mi- nistre ordon- nateur	Article	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordon- nement
		ENTREPRISE REGIONALE DE PRODUCTION ET D'ADDITION D'EAU DEPENSES.			
		<i>Section I.- Opérations courantes.</i>			
LU	11.03	Rémunérations et allocations du personnel actif et en disponibilité de l'entreprise régionale	130,0		
LU	11.04	Allocations généralement quelconques du personnel actif et en disponibilité de l'entreprise régionale	4,0		
LU	12.01	Fourniture de biens et de services et prestations intellectuelles pour la réalisation des missions à l'entreprise régionale	159,0		
LU	12.02	Indemnités généralement quelconques au personnel pour charges réelles et dégâts matériels, ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention de l'employeur dans le prix des abonnements sociaux)	1,7		
LU	12.05	Taxe et redevance en application des décrets du 30 avril 1990	108,0		
LU	21.01	Intérêts à payer	0		
LU	33.01	Indemnités diverses à des tiers résultant de la responsabilité de l'entreprise	1,0		
LU	41.01	Transfert à la trésorerie régionale	0		
LU	03.01	Alimentation du fonds pour risques et charges à l'égard de tiers	0		
LU	03.02	Alimentation du fonds de réserve	15,3		
LU	03.03	Alimentation du fonds de renouvellement	0		
LU	03.04	Alimentation du fonds d'amortissement	100,0		
		<i>Totaux pour la section I.</i>	519,0	—	—
		<i>Section II.- Opérations de capital.</i>			
LU	71.01	Achat de terrains et de bâtiments en rapport avec l'activité de l'entreprise		0	0
LU	73.01	Dépenses relatives à des travaux et acquisitions exécutés par l'entreprise, y compris études et frais		246,0	269,6
LU	73.02	01 Travaux et études en matière de production et d'adduction d'eau, y compris les grands travaux hydrauliques		123,0	29,8
LU		02 Travaux et études en matière de production et d'adduction d'eau. Application du décret du 30 avril 1993 relatif notamment au calcaire carbonifère, y compris participation CE (Objectif I)		586,4	450,2
LU	73.20	Travaux d'amélioration et entretiens extraordinaires, y compris application des décrets du 30 avril 1999		100,0	151,6
LU	74.01	Achat de machines, mobilier, matériel, y compris moyens de transport		15,0	20,0
		<i>Totaux pour la section II.</i>	—	1.070,4	921,2
		<i>Totaux pour les dépenses.</i>	519,0	1.070,4	921,2

Ministre ordonnateur	Article	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
		RECETTES.			
		<i>Section I.- Opérations courantes.</i>			
LU	16.01	Vente d'eau et d'électricité	507,0		
LU	16.02	Produits en relation avec les missions spécifiques de l'entreprise	0,6		
LU	16.04	Produits divers	1,4		
LU	08.01	01 Intervention financière de la Région wallonne : fonctionnement			
LU	08.02	02 Intervention financière de la Région wallonne en application des décrets du 30 avril 1990 Subvention de la Région wallonne pour risques et charges à l'égard de tiers			
LU	08.03	01 Intérêts des fonds placés	9,0		
LU		02 Prélèvement sur le fonds d'amortissement			
LU		03 Prélèvement sur le fonds pour risques et charges à l'égard de tiers	1,0		
		<i>Total pour la section I.</i>	519,0		
		<i>Section II.- Opérations de capital.</i>			
LU	08.04	01 Intervention financière de la Région wallonne	400,0		
		02 Intervention financière de la Région wallonne en application des décrets du 30 avril 1990	225,1		
		03 Intervention financière de la Communauté européenne (Objectif 1)	225,1		
LU	08.05	Recettes diverses patrimoniales			
LU	08.06	Prélèvement sur le fonds de renouvellement			
LU	08.07	Prélèvement sur le fonds de réserve	71,0		
		<i>Total pour la section II.</i>	921,2		
		Total pour les recettes	1440,2		
		OFFICE REGIONAL WALLON DES DECHETS			
		DEPENSES.			
		<i>Section I.- Opérations courantes.</i>			
LU	11.03	Rémunérations et allocations du personnel actif et en disponibilité de l'entreprise régionale et des cellules «technologies propres» et «produits propres»	p.m.	—	—
LU	11.04	Allocations généralement quelconques du personnel actif et en disponibilité de l'entreprise régionale	p.m.	—	—
LU	12.01	Etudes, fourniture de biens, de services et prestations intellectuelles pour la réalisation des missions de l'entreprise régionale	—	20,0	5,5

Mi- nistre ordon- nateur	Article	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordon- nement
LU	12 02	Indemnités généralement quelconques au personnel pour charges réelles et dégâts matériels, ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention de l'employeur dans le prix des abonnements sociaux)	p.m.	—	—
LU	12.03	Etudes, fourniture de biens, services et prestations intellectuelles, ainsi que relations publiques, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunions	30,0	—	—
LU	12.04	Collectes de déchets spéciaux et matières récupérables	—	140,0	157,0
LU	12.05	Fourniture de biens, de services et prestations intellectuelles pour la réalisation des missions des cellules «technologies propres» et «produits propres»	—	0	0
LU	12.07	Fourniture de biens et services liés à la gestion informatique des informations concernant le transfert et l'élimination de déchets (crédits non limitatifs)	—	14,0	6,0
LU	12.08	Frais de perception de la taxe sur les déchets ménagers (crédits non limitatifs)	45,0	—	—
LU	14 01	Frais exceptionnels de traitement, de transfert ou d'élimination de déchets, avancés par la Région en vertu des articles 16, 21 ou 28 du décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets	—	0	0
LU	21 01	Intérêts de la dette	0	—	—
LU	30 01	Subventions au secteur autre que public en matière de gestion des déchets	0	12,0	11,2
LU	32.01	Frais de fonctionnement de la SPAQUE (crédits non limitatifs)	63,5	—	—
LU	33.01	Indemnités diverses à des tiers résultant de la responsabilité de l'entreprise	0	—	—
LU	43 01	Subventions aux pouvoirs subordonnés pour l'amélioration en matière de gestion des déchets	151,8	—	—
LU	43 03	Subsides en faveur des communes et des intercommunales s'inscrivant dans une politique de traitement des déchets (crédits non limitatifs)	—	450,0	450,0
LU	03 01	Alimentation du fonds pour risques et charges à l'égard de tiers	0	—	—
LU	03 02	Alimentation du fonds de renouvellement	0	—	—
LU	03 03	Alimentation du fonds d'amortissement	0	—	—
LU	03 04	Alimentation du fonds de réserve	0	—	—
		<i>Totaux pour la section I</i>	290,3	636,0	630,7

Mi- nistre ordon- nateur	Article	L I B E L L E S	Crédits non dissocié s	Crédits dissociés	
				Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordon- nement
		<i>Section II.- Opérations de capital.</i>			
LU	50.02	Subventions au secteur autre que public en faveur de la protection de l'environnement.		0	0
LU	51.01	Avances à des tiers en matière d'intervention régionale concernant les mesures de réhabilitation		200,0	400,0
LU	60.01	Subventions au secteur public en faveur de la protection de l'environnement et du traitement des déchets		2.247,0	1.381,0
LU	71.01	Achat de terrains et de bâtiments en rapport avec l'activité de l'entreprise		0	0
LU	73.01	Dépenses relatives à des travaux et acquisitions exécutés par l'entreprise, y compris études et frais		0	0
LU	74.06	Achat de machines, mobilier, matériel, y compris moyens de transport	- 4,1	—	—
LU	81.01	Apports de capitaux et avances récupérables en matière d'environnement et de traitement de déchets		0	100,0
LU	81.02	Apports de capitaux et avances récupérables en matière d'environnement et de traitement de déchets		0	0
LU	91.01	Amortissement de la dette		—	—
		<i>Totaux pour la section II.</i>	4,1	2.447,0	1.881,0
		<i>Totaux pour les dépenses.</i>	294,4	3.083,0	2.511,7

<i>Ministre ordonnateur</i>	<i>Article</i>	<i>LIBELLES</i>	<i>Droits constatés</i>	
		RECETTES.		
		<i>Section I.- Opérations courantes.</i>		
LU	16.01	Vente de services	0	
LU	16.02	Produits divers	0	
LU	06.01	Prélèvement sur le Fonds pour la gestion des déchets	2.606,1	
LU	06.02	Dotation de la Région wallonne pour risques et charges à l'égard de tiers	0	
LU	06.03	01. Intérêts des fonds placés	0	
LU		02. Prélèvement sur le fonds d'amortissement	0	
LU		03. Prélèvement sur le fonds pour risques et charges à l'égard de tiers	0	
		<i>Totaux pour la section I.</i>	2.606,1	
		<i>Section II.- Opérations de capital.</i>		
LU	96.01	Produit des emprunts	0	
LU	08.04	Dotation de la Région wallonne	200,0	
LU	08.05	Recettes diverses patrimoniales	0	
LU	08.06	Prélèvement sur le fonds de renouvellement	0	
LU	08.07	Prélèvement sur le fonds de réserve	0	
		<i>Totaux pour la section II.</i>	200,0	
		<i>Totaux pour les recettes.</i>	2.806,1	

Titre VI - SERVICES REGIONAUX A GESTION SEPARÉE.

(En millions
de francs)

<i>Ministre ordonnateur</i>	<i>Article</i>	<i>LIBELLES</i>			
		AGENCE WALLONNE A L'EXPORTATION - AWEX			
		SECTION I - OPERATIONS COURANTES.			
		<i>A. Recettes.</i>			
CO	16.01	Remboursement de prestations de services	10,0		
CO	16.02	Produits divers	208,3		
CO	06.01	Intervention de la Région wallonne	197,9		
CO	08.01	Solde disponible au 31 décembre 1995, y compris le solde disponible du Fonds du commerce extérieur	420,0		
		<i>Total pour les recettes.</i>	836,2		
		<i>B. Dépenses.</i>		<i>Crédits non dissociés</i>	<i>Crédits d'engagement</i>
					<i>Crédits d'ordonnement</i>
CO	11.03	Rémunérations et allocations du personnel contractuel de l'agence régionale	16,0	—	—
CO	11.04	Allocations généralement quelconques du personnel contractuel de l'agence régionale	1,6	—	—
CO	12.02	Fourniture de biens et services pour la réalisation des missions de l'AWEX, notamment frais de missions, participation à des foires, séminaires, colloques, réunions, relations publiques, documentation, expertises, études, etc.	274,75	—	—
CO	12.03	Frais de fonctionnement des représentations à l'étranger	280,0	—	—
CO	30.01	Subvention pour favoriser le commerce extérieur ainsi que l'investissement à l'étranger	47,6	—	—
CO	30.02	Subventions Fonds du commerce extérieur, formation, bureaux multi-sectoriels, portage des PME, partenariat économique et programme FEDER (objectifs 2 et 5B)	—	352,15	207,15
CO	34.01	Cotisations	9,1	—	—
		<i>Total pour les dépenses.</i>	629,05	352,15	207,15
		<i>C. Transferts.</i>			
		<i>D. Crédit provisionnel.</i>			
CO	11.05	Provision pour indexation des traitements, coût de la programmation sociale			
		<i>Total pour le crédit provisionnel.</i>			

Ministre ordonnateur	Article	LIBELLES			
		E. Solde.			
		Recettes	836,2		
		Dépenses	629,05	352,15	207,15
		Crédit provisionnel			
		<i>Solde en moyens de paiement</i>	0		
		<i>Solde en moyens d'action</i>	- 145,0		
		SECTION II - OPERATIONS DE CAPITAL			
		A. Recettes.			
CO	81.01	Remboursement de prêts, d'apports de capitaux, d'avances	3,0		
CO	06.01	Intervention de la Région wallonne	125,0		
CO	08.01	Solde disponible au 31 décembre 1995, y compris le solde disponible du Fonds du commerce extérieur	85,0		
CO	08.05	Recettes diverses patrimoniales	0		
		<i>Total pour les recettes.</i>	213,0		
		B. Dépenses.			
			<i>Crédits non dissociés</i>	<i>Crédits d'engagement</i>	<i>Crédits d'ordonnement</i>
CO	71.01	Achat ou aménagement de terrains et bâtiments en rapport avec les missions de l'agence	0	—	—
CO	74.06	Achat de machines, mobiliers, matériels, y compris moyens de transport	3,0	—	—
CO	81.01	Prêts remboursables, avances récupérables, apports de capitaux en vue de faciliter le commerce extérieur ainsi que l'investissement à l'étranger	115,0	—	—
CO	81.02	Prêts Fonds du commerce extérieur, lignes de crédit, prises de participation dans le capital, actions partenariat et Fonds du commerce extérieur extension	0	—	—
CO	81.03	Prêts Fonds du commerce extérieur, lignes de crédit, prises de participation dans le capital, actions partenariat et Fonds du commerce extérieur extension	—	190,0	95,0
		<i>Total pour les dépenses.</i>	118,0	190,0	95,0
		C. Transferts.			
		D. Solde.			
		Recettes	213,0		
		Dépenses	118,0	190,0	95,0
		<i>Solde en moyens de paiement</i>	0		
		<i>Solde en moyens d'action</i>	- 95,0		

Afi-nistre ordon-nateur	Article	LIBELLES	
		SECTION III.- OPERATIONS POUR ORDRE.	
		<i>A. Recettes.</i>	
		1. Fonds de tiers	0
		2. Fonds de trésorerie	0
		<i>Total pour les recettes.</i>	0
		<i>B. Dépenses.</i>	
		1. Fonds de tiers	0
		2. Fonds de trésorerie	0
		<i>Total pour les dépenses.</i>	0
		<i>C. Solde.</i>	

Afi-nistre ordon-nateur	Article	LIBELLES	Crédits
		OFFICE DE PROMOTION DES VOIES NAVIGABLES	
		SECTION I.- OPERATIONS COURANTES.	
		<i>A. Recettes.</i>	
LE	16.01	Remboursement de prestations de services	0,1
LE	16.02	Produits divers	0,1
LE	01.01	Droits de navigation	13,8
LE	06.01	Intervention de la Région wallonne	1,0
LE	08.01	Solde disponible au 31 décembre 1995	0
		<i>Total pour les recettes.</i>	15,0
		<i>B. Dépenses.</i>	
LE	11.03	Rémunérations et allocations du personnel de l'Office de Promotion des Voies Navigables	7,0
LE	11.04	Allocations généralement quelconques du personnel de l'Office de Promotion des Voies Navigables	0,5
LE	12.02	Fourniture de biens et services pour la réalisation des missions de l'Office, notamment frais de missions, participation à des foires, séminaires, réunions, relations publiques, documentation, expertises, études, etc	1,5
LE	12.03	Frais de fonctionnement	1,0
LE	30.01	Subvention pour favoriser la promotion de la navigation intérieure	5,0
		<i>Total pour les dépenses.</i>	15,00

Ministre ordonnateur	Article	LIBELLES	Crédits
		<i>C. Transferts.</i>	
		<i>D. Crédit provisionnel.</i>	
LE	11.05	Provision pour indexation des traitements, coût de la programmation sociale	0
		<i>Total pour le crédit provisionnel.</i>	0
		<i>E. Solde.</i>	
		Recettes	15,0
		Dépenses	15,0
		Crédit provisionnel	0
		<i>Total</i>	0
		SECTION II- OPERATIONS DE CAPITAL.	
		<i>A. Recettes.</i>	
LE	06.01	Intervention de la Région wallonne	2,2
LE	08.01	Solde disponible au 31 décembre 1995	0
LE	08.05	Recettes diverses patrimoniales	0
		<i>Total pour les recettes.</i>	2,2
		<i>B. Dépenses.</i>	
LE	74.06	Achat de machines, mobiliers, matériels, y compris moyens de transport	2,2
		<i>Total pour les dépenses.</i>	2,2
		<i>C. Transferts.</i>	
		<i>D. Solde.</i>	
		Recettes	2,2
		Dépenses	2,2
		<i>Total</i>	0

<i>Mi- nistre ordon- nateur</i>	<i>Article</i>	<i>LIBELLES</i>	<i>Crédits</i>		
		SECTION III.- OPERATIONS POUR ORDRE.			
		<i>A. Recettes.</i>			
		1. Fonds de tiers			0
		2. Fonds de trésorerie			0
		<i>Total pour les recettes.</i>			0
		<i>B. Dépenses.</i>			
		1. Fonds de tiers			0
		2. Fonds de trésorerie			0
		<i>Total pour les dépenses.</i>			0
		<i>C. Solde.</i>			
		OFFICE WALLON DE DEVELOPPEMENT RURAL			
		SECTION I. OPERATIONS COURANTES			
		A. RECETTES.			
LU	16.01	Produits résultant de conventions et de vente de documents	2,1		
LU	19.01	Récupération de frais de surveillance, de contrôle et d'études	15,8		
LU	26.01	Intérêts sur compte à vue	1,0		
LU	28.01	Produits résultant de la propriété de biens immobiliers acquis dans le cadre des missions de l'Office	3,8		
LU	46.01	Dotation de fonctionnement	19,3		
LU	06.02	Produits divers	0		
LU	08.01	Solde disponible au 31 décembre 1995	0		
		<i>Total pour les recettes</i>	42,0		
		B. DEPENSES.			
LU	12.01	Fournitures de biens et services divers, frais de voyage, participation à des foires, séminaires, colloques, réunions, relations publiques, documentation, expertises, études, sous-traitance, assurances, taxes, honoraires d'avocats, ...	42,0	—	—
		<i>Total pour les dépenses</i>	42,0	0	0

Mi- nistre ordon- nateur	Article	LIBELLES	Crédits		
		SECTION II. OPERATIONS DE CAPITAL			
		A. RECETTES.			
LU	66.01	Intervention de la Région wallonne	203,4		
LU	76.01	Produits de la vente d'immeubles patrimoniaux	0		
LU	76.02	Produits résultant de la vente et de la réattribution de biens immobiliers acquis dans le cadre de l'exercice du droit de préemption prévu en matière de remembrement	7,9		
LU	77.01	Vente de biens patrimoniaux	0		
LU	00.89	Remboursements sur prêts accordés aux comités de remembrement en vue du règlement des soldes créditeurs	27,9		
LU	89.30	Produits résultant de la récupération des avances consenties pour les dépenses techniques relatives à l'application de la législation sur le remembrement	63,0		
LU	08.02	Solde disponible au 31 décembre 1995	0		
		<i>Total pour les recettes</i>	302,2		
		B. DEPENSES.	<i>Crédits non dissociés</i>	<i>Crédits d'engagement</i>	<i>Crédits d'ordonnement</i>
LU	71.01	Dépenses résultant de l'exercice du droit de préemption prévu en matière de remembrement	9,4	—	—
LU	71.02	Acquisition de biens immeubles spécifiques aux missions de l'Office	0	—	—
LU	73.01	Interventions dans les dépenses techniques relatives à l'application de la législation sur le remembrement - Part subsidiable	—	298,0	178,8
LU	74.01	Frais enregistrés lors de l'achat de terrains et bâtiments	0,6	—	—
LU	74.02	Achats de biens meubles durables spécifiques aux missions de l'Office	13,5	—	—
LU	85.01	Prêts accordés aux comités de remembrement en vue du règlement de leurs soldes créditeurs	27,9	—	—
LU	85.02	Interventions dans les dépenses techniques relatives à l'application de la législation sur le remembrement - Part non subsidiable - Avances remboursables	—	120,0	72,0
		<i>Total pour les dépenses</i>	51,4	418,0	250,8

<i>Mi- nistre ordon- nateur</i>	<i>Article</i>	<i>L I B E L L E S</i>	<i>Crédits</i>		
		SECTION III. - OPERATIONS POUR ORDRE.			
		A. Recettes.			
LU	08.03	<i>Fonds de tiers</i>		0	
LU	06.01	<i>Fonds européens</i>		11,2	
		Total pour les recettes.		11,2	
		B. Dépenses.			
LU	01.01	<i>Fonds de tiers</i>		11,2	
		Total pour les dépenses.		11,2	
		SOLDES			
		TOTAUX POUR LES RECETTES.		355,4	
		TOTAUX POUR LES DEPENSES	104,6	418,0	250,8
		<i>Solde en moyens d'action</i>		- 167,2	
		<i>Solde en moyens de paiement</i>		0	

Titre VII - ORGANISMES D'INTERET PUBLIC

Mi- nistre ordon- nateur	Article	LIBELLES	1996	1995	1994
		FONDS WALLON D'AVANCES POUR LA REPARATION DES DOMMAGES PROVOQUES PAR LES PRISES ET POMPAGES D'EAU SOUTERRAINE			
		4. RECETTES.			
LU	411.05	Remboursements d'avances	3,0	22,0	22,0
LU	411.07	Produits des contributions (et vente de documents)	—	—	122,8
LU	413.01	Intérêts sur placements	7,0	9,0	6,0
LU	442.01	Emprunts	—	—	—
LU	460.05	Prélèvement sur fonds de réserve	—	21,9	—
		TOTAUX POUR LES RECETTES.	10,0	52,9	150,8
		5. DEPENSES.			
LU	511.08	Indemnités de gestion	—	0,1	0,1
LU	513.02	Frais de déplacements	0,1	0,1	—
LU	522.01	Frais de bureau (et impression de documents)	0,1	0,2	2,8
LU	524.01	Frais d'expertises	0,5	0,5	—
LU	524.02	Frais d'hypothèques	0,5	0,5	1,0
LU	524.03	Frais de justice	2,0	1,0	2,0
LU	525.01	Intérêts d'emprunts	—	—	—
LU	540.01	Frais d'études et d'essais géotechniques	1,0	20,0	5,0
LU	540.02	Versement d'avances	5,6	30,0	135,0
LU	560.01	Remboursement d'emprunts	—	—	—
LU	560.02	Remboursement de contributions	0,2	0,5	4,9
LU	560.05	Consolidation des fonds de réserve	—	—	—
		TOTAUX POUR LES DEPENSES.	10,0	52,9	150,8

		OFFICE REGIONAL DE PROMOTION DE L'AGRICULTURE ET DE L'HORTICULTURE	
		RECETTES.	
		I. FONCTIONNEMENT	
LU	500/100	500 Général	73.000.000
LU	500/	Dotation R.W. Recettes remboursement personnel détaché	1.070.000
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT			74.070.000
		II. PROMOTION	
		A. PROGRAMME HORIZONTAL	
LU	709.00/	Dotation R.W.	18.500.000
Total du programme A			18.500.000
		B. PROGRAMMES SECTORIELS	
		Secteur 1 - "GRANDES CULTURES"	
LU	701.01/	F.P. Plants de pommes de terre	1.000.000
LU	701.02/	F.P. Producteurs de p.d.t.	4.150.000
LU	701.03/	F.P. Semences	500.000
LU	701.04/	F.P. Céréales	
LU	701.00/	Part de la dotation	1.100.000
LU	701.00/	Intérêts de placement (7,8 % du montant total estimé)	156.000
Total de la rubrique 701			6.906.000
		Secteur 2 - HORTICULTURE	
LU	702.01/	F.P. Fleuristes	3.600.000
LU	702.02/	F.P. P.I.N.C.	5.600.000
LU	702.03-04/	F.P. Fruits et légumes	250.000
LU	702.00/	Part de la dotation	3.700.000
LU	702.00/	Intérêt de placement (10,6 % du montant total estimé)	212.000
Total de la rubrique 702			13.362.000
		Secteur 3 - ELEVAGE & VIANDE	
LU	703.01/	F.P. Bovins	9.000.000
LU	703.03/	F.P. Porcs	6.000.000
LU	703.00/	Part de la dotation	5.800.000
LU	703.01/	Prélèvement réserve (Bovins)	966.000
LU	703.01/	Prélèvement réserve (Porcs)	1.205.000
LU	703.00/	Intérêt de placement (16,8 % du montant total estimé)	336.000
Total de la rubrique 703			23.307.000
		Secteur 4 - LAIT	
LU	704.01/	F.P. Produits laitiers	55.050.000
LU	704.00/	Part de la dotation	4.700.000
LU	704.00/	Intérêts de placement (61,8 % du montant total estimé)	1.236.000
Total de la rubrique 704			60.986.000
		Secteur 5 - PETIT ELEVAGE & DIVERS	
LU	705.01/	F.P. Ovins, caprins	175.000
LU	705.02/	F.P. Poissons	850.000
LU	705.03/	F.P. Aviculture (y compris aliments composés)	1.650.000
LU	705.04/	F.P. Lapins	25.000
LU	705.00/	Part de la dotation	1.200.000
LU	705.00/	Intérêts de placement (3,0 % du montant total estimé)	60.000
Total de la rubrique 705			3.960.000
		Secteur 6 - AGRO-ALIMENTAIRE	
LU	707.00/	Prélèvement réserve programme horizontal (ex ONDAII)	4.500.000
Total de la rubrique 707			4.500.000
Total des programmes B			113.021.000
TOTAL PROMOTION			131.521.000
TOTAL RECETTES			205.591.000

		DEPENSES.	
		I. FONCTIONNEMENT	
		610 PERSONNEL	
LU		<i>11 Traitements</i>	38.800.000
LU		<i>12 Cotisations patronales</i>	12.800.000
		<i>13 Avantages financiers</i>	
LU	610/131	Intervention dans frais déplacement domicile-travail	450.000
LU	610/132	Indemnités d'habillement	20.000
LU	610/133	Chèques repas	1.800.000
LU	610/134	Assurance complémentaire	25.000
LU	610/135	Prime syndicale	30.000
		Sous-total	2.325.000
LU	610/140	<i>14 Formation du personnel</i> Formation du personnel	400.000
LU	610/150	<i>15 Service Social</i> Service Social	250.000
LU	610/160	<i>16 Programmation sociale</i> Programmation sociale	10.000
LU	610/171	<i>17 Autres rémunérations</i> Jetons présence des Administrateurs, des Présidents des Sections Consultatives et des invités au Conseil d'Administration	500.000
LU	610/173	Indemnités légales	600.000
		Sous-total	1.100.000
LU	610/181	<i>18 Frais de représentation, de séjour et de déplacement</i> Frais de représentation en Belgique	225.000
LU	610/182	Frais de représentation à l'étranger	100.000
LU	610/183/01	Frais de déplacement en Belgique (personnel)	1.200.000
LU	610/183/02	Frais de déplacement en Belgique (administrateurs)	500.000
LU	610/184/01	Frais de déplacement à l'étranger (personnel)	50.000
LU	610/184/02	Frais de déplacement à l'étranger (administrateurs)	50.000
		Sous-total	2.125.000
		TOTAUX DU SERVICE	57.810.000
		620 ECONOMAT	
		(PAIEMENT A DES TIERS POUR PRESTATIONS, FOURNITURES TRAVAUX, ETC... AYANT POUR OBJET DES SERVICES OU DES BIENS NON SUSCEPTIBLES D'ETRE INVENTORIES)	
		<i>21 Frais administratifs</i>	
LU	620/210	Fournitures de bureau	850.000
LU	620/211	Frais d'affranchissement	1.050.000
LU	620/212	Frais de téléphone et fax	700.000
LU	620/213	Documentation, abonnements, revues,	250.000
LU	620/214	Fournitures pour réfectoires	100.000
LU	620/215	Fournitures de santé	10.000
LU	620/216	Vêtement de travail	20.000
LU	620/219	Divers	25.000
		Sous-total	3.005.000

		<i>22 Frais administratifs et Frais des locaux et bâtiments</i>	
LU	620/220	Frais de location	4.500.000
LU	620/221	Entretien / Réparation / Maintenance	700.000
		222 Impôt et taxe	50.000
LU	620/223	Assurance locaux	150.000
LU	620/224	Charges (Eau, gaz, électricité,...)	1.000.000
LU	620/225	Frais de déménagement	0
LU	620/229	Divers	20.000
		Sous-total	6.420.000
		<i>23 Frais locaux et bâtiments / Frais du mobilier de bureau</i>	
LU	620/231	Entretien / Réparation / Maintenance	10.000
LU	620/239	Divers	10.000
		Sous-total	20.000
		<i>24 Frais du matériel technique</i>	
LU	620/240	Frais de location (matériel, machines)	175.000
LU	620/241	Entretien / Réparation / Maintenance	300.000
LU	620/243	Assurance	50.000
LU	620/249	Divers	25.000
		Sous-total	550.000
		<i>25 Frais du matériel roulant</i>	
LU	620/251	Entretien / Réparation / Maintenance	50.000
LU	620/252	Taxe de circulation	20.000
LU	620/253	Assurance matériel roulant	25.000
LU	620/254	Carburant véhicule(s)	150.000
		Sous-total	245.000
		<i>26 Frais du matériel informatique</i>	
LU	620/261	Entretien / Réparation / Maintenance	2.025.000
LU	620/263	Assurance	50.000
LU	620/268	Petit matériel et autres fournitures	220.000
LU	620/269	Frais matériel informatique divers	25.000
		Sous-total	2.320.000
		4 ACQUISITION DE BIENS PATRIMONIAUX	
		<i>41 Administration</i>	
LU	620/412	Téléphone, fax	60000
		<i>42 Locaux et bâtiments</i>	
LU	620/420	Locaux et bâtiments	0
LU	430	Mobilier (y compris aménagement entrepôt et cloisons)	2.200.000
LU	440	Matériel technique	100.000
LU	450	Matériel roulant	0
LU	460	Matériel informatique	1.000.000
LU	470	Matériel de foire	100.000
		SOUS - TOTAL	3.460.000
		TOTAUX DU SERVICE	16.020.000
		630 SERVICE JURIDIQUE	
LU	630/281	Honoraires avocats	50.000
		TOTAUX DU SERVICE	50.000

		640 SERVICE FINANCIER	
LU	283	Indemnité Réviseur	150.000
		<i>29 Frais financiers</i>	
LU	291	Frais de banque et ccp	20.000
		<i>3 Dépenses exceptionnelles</i>	
LU	310	Non valeurs	10.000
LU	640/320	Pertes & Profits	10.000
		TOTAUX DU	190.000
		SERVICE	
		TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	74.070.000
		II. PROMOTION	
		A. PROGRAMME HORIZONTAL	
LU	809.00/	Actions dans la distribution	1.500.000
		Actions régionales	1.500.000
		Foires (dont Flandre)	6.000.000
		Presse	2.500.000
		Publicité générale	2.500.000
		Matériel de promotion générale	2.000.000
		Enquête, panel, post-test, ...	500.000
		Classes vertes, fermes pédagogiques	1.000.000
		Nutrition	500.000
		Informations cotisants	500.000
		Total rubrique 809	18.500.000
		B. PROGRAMMES SECTORIELS	
		Secteur 1 - "GRANDES CULTURES"	
LU	801.00	Programme plurisectoriel	1.100.000
LU	801.01	Plants de pommes de terre (G.W.P.P.D.T.)	966.667
LU	801.01/	Matériel de promotion	700.000
LU	801.01/	Participation à des actions et foires	266.667
LU	801.02	Pommes de terre (FIWAP)	4.116.666
LU	801.02/	Création d'une marque commerciale	76.000
LU	801.02/	Campagne de promotion	2.280.000
LU	801.02/	Matériel de promotion (guide à la vente)	608.000
LU	801.02/	Participation à des foires et salons	316.666
LU	801.02/	Diffusion de matériel d'information et de vulgarisation (merchandiser)	76.000
		Information du secteur	760.000
LU	801.03	Semences	466.667
LU	801.04	Céréales	
LU	801.00/800	Frais de perception	100.000
LU	801.00/900	Réserve du secteur 1	156.000
		Total de la rubrique 801	6.906.000
		Secteur 2 - HORTICULTURE	
LU	802.01/	Promotion en faveur des fleurs	4.400.000
		Matériel de promotion (brochures art floral)	600.000
		Matériel de promotion (affiches)	935.000
		Actions dans le cadre des journées secrétaires - malades - grand-mère	665.000
		Mémorial Van Damme	200.000
		Démonstrations régionales et locales	200.000
		Journées des monuments et patrimoine	150.000
		Participation à des foires (FLOREX) et autres expositions	200.000
		Actions avec la SABENA	150.000
		Actions multisectorielles	1.300.000

LU	802.02/	Promotion des P.H.N.C.	6.400.000
		Promotion parcs & jardins UPAH (aménagement Bld. d'Avroy à Liège, Salon habitat)	500.000
		Promotion parcs & jardins AEJB/W	2.100.000
		Initiatives privées UPAH (ARPH village fleuri, UAP : sapins de Noël, GPRF Lesdain)	800.000
		Wallonie Verte	200.000
		Europlantshow Gand	460.000
		Divers	440.000
		Actions multisectorielles (Vert 96, ...)	1.900.000
LU	802.03/	Promotion des Fruits	800.000
		Matériel de promotion (folders)	300.000
		Promotion écoles et associations	100.000
		Actions dans la grande distribution	100.000
		Initiatives du secteur (promotion exploitations fruitières)	100.000
		Actions multisectorielles	200.000
LU	802.04/	Promotion des légumes	1.050.000
		Matériel de promotion (posters, prospectus, recettes)	750.000
		Actions multisectorielles	300.000
LU	802.00/800	Frais de perception	200.000
LU	802.00/900	Réserve secteur 2	512.000
		Total rubrique 802	13.362.000
LU	803.09/	Secteur 3 - ELEVAGE & VIANDE	5.800.000
		Actions multisectorielles	
		Participation à la foire de LIBRAMONT, de PROMOPORC	225.000
		PORC QUALITE ARDENNE	50.000
		A.R.P.P.	141.000
		HALIBA	100.000
		LINALUX	100.000
		BELGIMEX	185.000
		PROMOBEL	183.000
		HERD BOOK	365.000
		PROCOBEEF	100.000
		Participation au salon AGRIBEX, de A.R.P.P.	20.000
		HALIBA	400.000
		BELGIMEX	175.000
		HERD BOOK	516.000
		PROCOBEEF	300.000
		Participation à T.I.V.V. de PROMOPORC	25.000
		Participation à des foires diverses, de PROCOBEEF (EUROBEEF)	300.000
		PROMOBEL (BATTICE)	165.000
		HALIBA	90.000
		LINALUX	90.000
		PORC QUALITE ARDENNE	200.000
		Actions nutritionnelles ou autres multisectorielles	2.070.000
LU	803.01/	Promotion bovins	10.032.000
		Actions génériques (publications, ...)	1.000.500
		Campagne de promotion B.E.Q. (Protocole avec PROCOBEEF)	5.150.000
		Actions avec les bouchers	1.000.000
		Actions avec la grande distribution	300.000
		Actions avec BELGIMEX	175.500
		Actions avec Herd-Book BBB	1.460.000
		Actions avec BOVIQUAL	300.000
		Actions avec HALIBA	323.000
		Actions avec LINALUX	323.000
LU	803.02/	Promotion du cheval	250.000
		Actions avec Confédération Belge du Cheval	250.000
LU	803.03/	Promotion du porc	6.205.000
		Actions génériques (publications, ...)	1.205.000
		Actions avec les bouchers	1.000.000
		Actions avec la grande distribution	660.000
		Actions PORC QUALITE ARDENNE	1.150.000
		Actions avec PROMOPORC	520.000
		Actions avec A.R.P.P.	550.000
		Actions avec PROMOBEL	1.120.000
LU	803.04/	Campagne de promotion jambon	1.000.000
LU	803.00/800	Frais de perception	20.000
		Total de la rubrique 803	23.307.000

		Secteur 4 - LAIT	
LU	804.09	Actions multisectorielles	4.700.000
LU	804.00	Panel consommateurs	1.500.000
LU	804.00/	Actions nutritionnelles et diététiques	10.500.000
LU	804.00/	Actions de Relations publiques	6.000.000
LU	804.01	Promotion du lait	12.000.000
		Campagne de promotion du lait	10.500.000
		Contribution au programme C.E.E.	1.500.000
LU	804.02	Promotion du beurre	13.000.000
		Campagne de promotion	13.000.000
LU	804.03	Promotion du fromage	12.000.000
		Campagne de promotion	12.000.000
LU	804.00/800	Frais de perception	50.000
LU	804.00/900	Réserve du secteur	1.236.000
		Total de la rubrique 804	60.986.000
		Secteur 5 - PETIT ELEVAGE & DIVERS	
LU	805.09/	Actions multisectorielles	1.550.000
LU	805.01/	Actions s/secteur ovin	200.000
		Actions en faveur de la viande d'agneau « Pastorale »	200.000
LU	805.02/	Actions s/secteur poisson	700.000
		Actions en faveur du poisson d'eau douce	700.000
LU	805.03/	Actions s/secteur aviculture	1.000.000
		Actions en faveur de la viande de volaille	250.000
		Actions en faveur des sous-produits du canard	250.000
		Actions en faveur des oeufs	500.000
LU	805.04/	Actions s/secteur cuniculture	200.000
		Actions en faveur de la viande de lapin	200.000
LU	805.00/800	Frais de perception	50.000
LU	805.00/900	Réserve pour opportunités	260.000
		Total de la rubrique 805	3.960.000
		Secteur 6 - AGRO-ALIMENTAIRE	
LU	807.00	Fonds de lancement	2.500.000
LU	807.00	Matériel de promotion	800.000
LU	807.00	Actions dans la distribution	700.000
LU	807.00	Participation à des foires	350.000
LU	807.00	Divers (sponsoring ...)	150.000
		Total de la rubrique 807	4.500.000
		Total des programmes B	113.021.000
		TOTAL PROMOTION	131.521.000
		TOTAL DEPENSES	205.591.000
		CENTRE REGIONAL D'AIDE AUX COMMUNES	
		RECETTES.	
AN	38 01	Cotisation du personnel à l'achat de chèques-repas...	374 000
AN	16 01	Produits résultant de l'exercice de la mission du Centre...	0
AN	49.01	Subvention de la Région wallonne pour frais de fonctionnement du Centre...	50 908 402
AN	49 02	Subvention de la Région wallonne pour frais de fonctionnement du Conseil Supérieur des Villes, communes et provinces wallonnes...	15 595 771
AN	49 03	Subvention de la Région wallonne pour frais de fonctionnement du Conseil Régional de la Formation...	6 079 176
AN	01 01	Prélèvement sur le compte...	0
AN	01 02	Produits divers	0
AN	69 01	Subvention de la Région wallonne pour frais d'établissement du Centre	833 333

AN	69.02	Subvention de la Région wallonne pour frais d'établissement du Conseil Supérieur des Villes, communes et provinces wallonnes		1 000 000
AN	69.03	Subvention de la Région wallonne pour frais d'établissement du Conseil Régional de la Formation.....		66 667
TOTAUX POUR LES RECETTES.				74.857.349
DEPENSES.				
AN	11.01	Rémunération du personnel du Centre.....		42.558 037
		Traitement brut du personnel statutaire	7.750.348	
		Traitement brut du personnel contractuel	25.776.526	
		Charges sociales patronales - statutaires	751.009	
		Charges sociales patronales - contractuels	6.036.862	
		Pécule de vacance du personnel statutaire	176.947	
		Pécule de vacance du personnel contractuel	987.020	
		Allocation de fin d'année du personnel statutaire	222.697	
		Allocation de fin d'année du personnel contractuel	856.628	
AN	12.01	Indemnités généralement quelconques.....		2.381.692
		Chèques - repas	1.265.000	
		Allocations et indemnités diverses	500.000	
		Déplacements	200.000	
		Service social	189.000	
		Assurance-Loi	177.692	
		Médecine du travail - cotisation	50.000	
AN	11.02	Rémunération du personnel du Conseil Supérieur		10 350 451
		Traitement brut du personnel contractuel	7.919 077	
		Charges sociales patronales - contractuels	1 854 648	
		Pécule de vacance	311 226	
		Allocation de fin d'année	265 500	
AN	12.02	Indemnités généralement quelconques.....		714 091
		Chèques - repas	354 200	
		Allocations et indemnités généralement quelconques	150 000	
		Déplacements	100 000	
		Service social	52 920	
		Assurance-Loi	41.971	
		Médecine du travail - cotisation	15 000	
AN	11.03	Rémunération du personnel du Conseil Régional de la Formation		3 409 681
		Traitement brut du personnel contractuel	2 619 046	
		Charges sociales patronales - contractuels	613 381	
		Pécule de vacance	92.486	
		Allocation de fin d'année	84.768	
AN	12.03	Indemnités généralement quelconques		235.201
		Chèques - repas	101.200	
		Allocations et indemnités généralement quelconques	50.000	
		Déplacements	50.000	
		Service social	15 120	
		Assurance-Loi	13.881	
		Médecine du travail - cotisation	5.000	
AN	11.04	Provision index.....		0
Total des frais de personnel				59.649.153

AN	12.06	Loyer des locaux occupés par le Centre et le CRF.....		0
AN	12.07	Loyer des locaux occupés par le CSVCP.....		0
AN	12.19	Frais de fonctionnement du Centre & des Conseils.....		7.811.396
		Entretien des locaux	700.000	
		Location de matériel et de mobilier	800.000	
		Entretien du matériel et du mobilier	350.000	
		Assurances et taxes	600.000	
		Frais de chèques-repas	25.792	
		Consommations diverses	1.600.000	
		Relations publiques, documentation, colloques, réunions	600.000	
		Secrétariat social	135.604	
		Frais de bureau généralement quelconques	2.800.000	
		Fournitures	1.500.000	
		Téléphonie	1.100.000	
		Poste	200.000	
		Divers	200.000	
		Total des frais de fonctionnement		7.811.396
AN	14.01	Frais spécifiques aux missions du Centre & des Conseils.....		5.496.800
		Comité d'orientation du Centre	500.000	
		Conseil Régional de la Formation	1.996.800	
		Conseil Supérieur des Villes, Communes et Provinces	3.000.000	
		Total des frais spécifiques		5.496.800
AN	74.01	Achat de biens meubles durables (y.c. frais de premier établissement).....		900.000
		Mobilier de bureau	250.000	
		Matériel informatique	200.000	
		Logiciels (y.c. redevances)	100.000	
		Téléphonie	50.000	
		Divers	300.000	
AN	74.02	Achat de biens meubles durables pour le CSVCP.....		1.000.000
		Total des dépenses patrimoniales		1.900.000
		TOTAUX POUR LES DEPENSES.		74.857.349
INSTITUT SCIENTIFIQUE DE SERVICE PUBLIC				
RECETTES.				
CHAPITRE 41 PRODUITS RESULTANT DE L'EXERCICE DE LA MISSION STATUTAIRE				
411. Recettes fonctionnelles				
GR	411 03	Produit des prestations *		267.464.979
		a) taxes d'essais	37000000	
		b) interventions CECA-CEE	87672675	
		c) interventions FEDER	17300000	
		d) recettes afférentes aux missions Région wallonne	68696304	
		e) recettes en provenance de l'Etat	15376000	
		f) recettes pour prestations diverses	41420000	
GR	411 08	Intervention du FOREM dans la rémunération des chômeurs mis au travail		6.500.000
GR	411 09	Récupération de frais exposés pour compte de tiers		13.500.000

GR	411.10	Intervention du personnel dans le coût des titres-repas		2.388.888
		413. Revenus financiers		
GR	413.01	Intérêts sur placements		0
		414. Recettes exceptionnelles		
GR	414.01	Recettes exceptionnelles		0
		TOTAL CHAPITRE 41		289.853.867
		CHAPITRE 43 : PRODUITS DE LA VENTE D'OBJETS PATRIMONIAUX		
GR	430.01	Immeubles		0
GR	430.02	Mobilier		0
GR	430.03	Machines		0
GR	430.04	Matériel		0
GR	430.05	Véhicules		0
GR	430.07	Récupération de garanties déposées		0
		TOTAL CHAPITRE 42		0
		CHAPITRE 44 : RECETTES FINANCIERES PATRIMONIALES		
		444. Recettes particulières		
GR	444.03	Produits divers du patrimoine - locations		0
		TOTAL CHAPITRE 44		0
		CHAPITRE 45 : INTERVENTION DE LA REGION WALLONNE		
GR	450.01	Subvention		276485616
		TOTAL CHAPITRE 45		276.485.616
		TOTAUX POUR LES RECETTES.		566.339.483
		DEPENSES.		
		CHAPITRE 51 SOMMES DUES AUX PERSONNES ATTACHEES A L'ORGANISME		
		511. Personnel		
GR	511.01	Rémunérations		269.673.802
GR	511.04	Charges sociales dérivant de la législation sociale		94.573.793
		a) cotisations patronales	89.890.368	
		b) assurances légales	4.683.425	
		c) surveillance médicale		
GR	511.05	Charges sociales extra-légales - Part patronale		13.500.000
GR	511.06	Service social		0
GR	511.07	Formation professionnelle		2.555.000
GR	511.08	Indemnités couvrant des charges réelles, titres-repas		10.788.888
GR	511.09	Vêtements de travail		0

		512. Rétributions, autres que celles du personnel	
GR	512.01	Administrateurs et commissaires	0
GR	512.02	Membres de commissions	0
GR	512.03	Organes de contrôle de l'Etat	0
		513. Frais de représentation et de déplacement	
GR	513.01	Frais de représentation	0
GR	513.02	Déplacements	6.500.000
		TOTAL CHAPITRE 51	397.791.483
		 CHAPITRE 52 : SOMMES DUES A DES TIERS POUR PRESTATIONS, FOURNITURES, TRAVAUX, ETC... AYANT POUR OBJET DES SERVICES OU DES BIENS NON SUSCEPTIBLES D'ETRE INVENTORIEES.	
		521. Locaux et matériel	
GR	521.01	Location d'immeubles	
GR	521.02	Location de matériel et de mobilier	5.455.000
GR	521.03	Entretien, réparation et aménagement des locaux, du matériel et des véhicules	22.000.000
GR	521.05	Assurances	3.285.000
GR	521.06	Impôts, taxes communales et provinciales	170.000
GR	521.07	Chauffage, éclairage, gaz, eau	10.400.000
		522. Bureau	
GR	522.01	Frais de bureau généralement quelconques	2.930.000
		523. Publications, propagande, publicité	
GR	523.01	Frais généralement quelconques de publication, propagande et publicité	1.590.000
		525. Charges financières	
GR	525.01	Intérêts sur emprunts	2.000.000
GR	525.02	Charges financières sur contrats de leasing	1.350.000
		527. Impôts et taxes	
GR	527.01	TVA non exonérée CECA-CEE	260.000
		TOTAL CHAPITRE 52	49.440.000

		CHAPITRE 53 : SOMMES DUES A DES TIERS PAR SUITE DE L'EXERCICE PAR L'ORGANISME DE SA MISSION STATUTAIRE	
GR	531.05	Huile, essence, etc. pour l'utilisation de véhicules	6.310.000
GR	531.06	Produits de fonctionnement	22.386.000
GR	531.07	Matériel de fonctionnement	15.166.000
		533. Dépenses particulières	
GR	533.01	Collaboration de tiers et sous-traitance	9.775.000
			53.637.000
		CHAPITRE 55 : SOMMES DUES A DES TIERS POUR L'ACQUISITION DE BIENS PATRIMONIAUX	
GR	550.01	Immeubles	0
GR	550.02	Mobilier	1.720.000
GR	550.04	Matériel	47.984.000
GR	550.05	Véhicules automobiles	0
GR	550.07	Bibliothèque	1.517.000
GR	550.09	Investissements immatériels	0
GR	550.10	Investissements dans le cadre des missions FEDER	13.000.000
		TOTAL CHAPITRE 55	64.221.000
		CHAPITRE 56 : SOMMES DUES A DES TIERS PAR SUITE D'OPERATIONS EN PRINCIPAL	
GR	560.01	Amortissements sur contrats de leasing	1.250.000
		TOTAL CHAPITRE 56	1.250.000
		TOTAUX POUR LES DEPENSES.	566.339.483

		CENTRE HOSPITALIER PSYCHIATRIQUE	
		"LES MARRONNIERS"	
		RECETTES.	
TA	700	PRIX DE JOURNEE	524.503.000
TA	703-4-5	FORFAITS PHARMACEUTIQUE, BIOLOGIE, PRODUITS PHARMACEUTIQUES	22.578.000
TA	709	HONORAIRES	49.433.000
TA	743	RECUPERATION DE FRAIS	66.340.000
TA	744-749	PRODUITS D'EXPLOITATION DIVERS	14.104.000
TA	764	PRODUITS EXCEPTIONNELS	100.000
TA		DOTATION REGION WALLONNE INVEST. 60%	95.000.000
TA		INVESTISSEMENTS CCB 40%	63.333.000
TA	768	AVANCES REMBOURSABLES CONSENTIES PAR LA REGION WALLONNE	180.000.000
TOTAUX POUR LES RECETTES.			1.015.391.000
		DEPENSES.	
TA	60	FOURNITURES	95.678.000
TA	61	SERVICES & HONORAIRES	61.763.000
TA	620/623	CHARGES DE PERSONNEL	539.720.000
TA	640	AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	1.571.000
TA	65	CHARGES FINANCIERES & D'EMPRUNTS	67.690.000
TA	66	CHARGES EXCEPTIONNELLES	5.636.000
TA		INVESTISSEMENTS CCB 40%	63.333.000
TA	668	REMBOURSEMENT AVANCES CONSENTIES PAR LA REGION WALLONNE	180.000.000
TOTAUX POUR LES DEPENSES.			1.015.391.000

		CENTRE HOSPITALIER PSYCHIATRIQUE	
		"LE CHENE AUX HAIES"	
		RECETTES.	
TA	700	PRIX DE JOURNEE	561.043.000
TA	703-4	FORFAITS PHARMACEUTIQUE, BIOLOGIE, PRODUITS PHARMACEUTIQUES	6.975.000
TA	705	PRODUITS PHARMACEUTIQUES	12.513.000
TA	709	HONORAIRES	37.190.000
TA	743	RECUPERATION DE FRAIS	30.000.000
TA	750	PRODUITS FINANCIERS	3.000.000
TA	764	PRODUITS EXCEPTIONNELS	333.000
TA		DOTATION REGION WALLONNE INVEST. 60%	25.000.000
TA		INVESTISSEMENTS CCB 40%	16.700.000
TA	768	AVANCES REMBOURSABLES CONSENTIES PAR LA REGION WALLONNE	70.000.000
		TOTAUX POUR LES RECETTES.	762.754.000
		DEPENSES.	
TA	60	FOURNITURES	75.000.000
TA	61	SERVICES & HONORAIRES	64.355.000
TA	620/623	CHARGES DE PERSONNEL	472.125.000
TA	640	AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	509.000
TA	65	CHARGES FINANCIERES & D'EMPRUNTS	25.598.000
TA	66	CHARGES EXCEPTIONNELLES	9.000.000
TA		INVESTISSEMENTS CCB 40%	46.167.000
TA	668	REMBOURSEMENT AVANCES CONSENTIES PAR LA REGION WALLONNE	70.000.000
		TOTAUX POUR LES DEPENSES	762.754.000

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 96 - 589

[C - 27069]

22. DEZEMBER 1995. — Dekret zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1996 (1)

Der Wallonische Regionalrat hat folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I
Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1 - Zur Deckung der Ausgaben der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1996 werden nicht aufgegliederte Mittel und aufgegliederte Mittel gemäß den Programmen bereitgestellt, die in der diesem Dekret beiliegenden Tabelle aufgeführt und in nachfolgender Aufstellung zusammengefaßt werden.

Eine Veranschlagung der 1996 zu Lasten der variablen Mittel anzurechnenden Ausgaben wird ebenfalls in dieser Tabelle erwähnt.

	Art der Mittel	Verpflichtungsermächtigungen	Ausgabermächtigungen
Ministerium der Wallonischen Region	Nicht aufgegliederte Mittel	105.820,5	105.820,5
	Aufgegliederte Mittel	33.167,6	27.418,9
	Variable Mittel	7.059,7	6.162,0
Wallonisches Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen	Nicht aufgegliederte Mittel	18.946,8	18.946,8
	Aufgegliederte Mittel	14.193,4	13.753,6
	Variable Mittel	545,2	563,9
Allgemeiner Gesamtbetrag	Nicht aufgegliederte Mittel	124.767,3	124.767,3
	Aufgegliederte Mittel	47.361,0	41.172,5
	Variable Mittel	7.604,9	6.725,9

Art. 2 - Jedem Mitglied der Wallonischen Regierung wird gestattet, innerhalb seiner Zuständigkeiten den Anwälten und Gerichtsvollziehern, die für Rechnung der Region vermitteln, Kostenvorschüsse zu gewähren.

Art. 3 - In Abweichung von Artikel 15 des Gesetzes vom 29. Oktober 1946 zur Einrichtung des Rechnungshofes dürfen den außerordentlichen Rechnungsführern des Ministeriums der Wallonischen Region und des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen Geldvorschüsse in Höhe von höchstens 15 Millionen Francs gewährt werden, um die Schuldforderungen zu zahlen, die 200.000 Francs ohne Mehrwertsteuer nicht überschreiten.

Dieser Höchstbetrag wird auf die folgenden Beträge gebracht:

- 50 Millionen Francs für die außerordentlichen Rechnungsführer der Zentraldienststellen der Abteilung Haushalt und Departementsbuchführung des Ministeriums der Wallonischen Region und für die außerordentlichen Rechnungsführer der Abteilung Buchführung des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen. Für die Rechnungsführer der auswärtigen Beziehungen und der ausländischen Investitionen wird dieser Betrag auf 15 Millionen Francs je Programm gebracht.

- 140 Millionen Francs für den außerordentlichen Rechnungsführer des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen, der mit der Verwaltung des Schülertransports beauftragt ist, zwecks Zahlung der Schuldforderungen bezüglich des Schülertransports,

deren Betrag 600.000 Francs ohne MwSt. nicht überschreitet, und vorausgesetzt, daß sich diese Schuldforderungen auf vertraglich festgelegte Aufträge, auf die Wartung der durch den Schülertransportdienst betreuten Fahrzeuge, sowie auf die Zahlung der Schülertransportkosten in Anwendung des Gesetzes vom 15. Juli 1983 zur Errichtung des Schülertransportdienstes beziehen.

In dringenden Fällen dürfen die Ausgaben, die 200.000 Francs ohne MwSt. überschreiten, die Auslandsbeziehungen der Region betreffen und den Basiszuwendungen von Abschnitt 16 und von Abschnitt 11, Programm 05 angerechnet werden, ebenfalls durch Geldvorschüsse gezahlt werden, insofern sie weniger als 500.000 Francs ohne MwSt. betragen.

Den außerordentlichen Rechnungsführern des Ministeriums, die mit der Zahlung der Vorschüsse für Dienstreisekosten beauftragt sind, wird jedoch gestattet, den Beamten, Kabinettsmitgliedern und Sachverständigen, die mit einer Auslandsdienstreise beauftragt sind, die erforderlichen Vorschüsse ungeachtet deren Betrags zu gewähren.

Den außerordentlichen Rechnungsführern der Ministerien wird außerdem gestattet, ohne Begrenzung jeden Betrag, den die Region infolge der gegen sie verkündeten Urteile oder Verfügungen schuldet, zu begleichen.

Art. 4 - Die zum Abschluß des Jahres 1996 verfügbaren aufgegliederten Mittel, Verpflichtungsermächtigungen sowie Ausgabermächtigungen, werden weder auf das Jahr 1997 übertragen noch den für dieses Jahr bereitgestellten Haushaltsmitteln hinzugefügt.

Art. 5 - In Abweichung von Artikel 15 des Königlichen Erlasses vom 17. Juli 1991 zur Koordinierung der Gesetze über die Rechnungsführung des Staates, darf der Minister des Haushalts Mittel der Basiszuwendung 01.02 von Programm 07, Abschnitt 10 umverteilen oder sie jeweils auf die Basiszuwendung 12.05 desselben Programms und auf die Basiszuwendungen der Programme 00 der Abschnitte 02 bis 08 übertragen.

Art. 6 - In Abweichung von Artikel 15 der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Rechnungsführung des Staates, darf der Minister des Haushalts die die Schuld betreffenden Basiszuwendungen 08 von Abschnitt 10, 01 von Abschnitt 19, 05 und 06 von Abschnitt 13, 02 und 04 von Abschnitt 14, 04 und 05 von Abschnitt 15 und 01 und 03 von Abschnitt 17, ungeachtet deren Betrag, zwecks Ergänzung des zur Zahlung der Zinsen der durch die Region aufgenommenen Anleihen erforderlichen Betrags umverteilen.

Art. 7 - Der Wallonischen Regierung wird es gestattet, die spezifische Werkzeugausrüstung zur Verwendung in der Luftfahrtindustrie zu erwerben; diese Ausrüstung bleibt Eigentum der Region, aber wird den Unternehmen dieses Sektors zur Verfügung gestellt.

Art. 8 - Der Minister des Haushalts darf der Finanzverwaltung erlauben, innerhalb der Begrenzungen der verfügbaren Haushaltsmittel und zu Lasten eines nachträglichen Ausgleichs die Ausgaben bezüglich der Schuld zu Lasten der Basiszuwendungen von Programm 08 von Abschnitt 10, 01 von Abschnitt 19, 05 und 06 von Abschnitt 13, 02 und 04 von Abschnitt 14, 04 von 05 von Abschnitt 15 und 01 und 03 von Abschnitt 17 durch Vorschüsse zu zahlen.

Art. 9 - In Abweichung von Artikel 15 des Königlichen Erlasses vom 17. Juli 1991 zur Koordinierung der Gesetze über die Rechnungsführung des Staates, darf der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Technologien gehören, mit dem Einverständnis des Ministers des Haushalts Haushaltsmittelübertragungen innerhalb von Abschnitt 12 zwischen den Basiszuwendungen 41.15 von Programm 02 und 81.02 von Programm 03 vornehmen.

(1) Sitzungsperiode 1995-1996:

Dokumente des Rates 4-Ib (1995-1996) Nr. 1, 1bis, 1ter, bis 9.

Ausführliches Sitzungsprotokoll. — Öffentliche Sitzung vom 21. Dezember 1995. Diskussion.

Ausführliches Sitzungsprotokoll. — Öffentliche Sitzung vom 22. Dezember 1995. Diskussion.- Abstimmung.

Art. 10 - Der Wallonischen Regierung wird gestattet, den Sozialfonds die erforderlichen Summen zur Begleichung der vertraglichen Verpflichtungen hinsichtlich der stattgefundenen Umstrukturierungen, zu Lasten der in der Basiszuwendung 32.02 von Programm 01 von Abschnitt 11 eingetragenen Haushaltsmittel, zu entrichten.

Art. 11 - In Abweichung von Artikel 15 der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Rechnungsführung des Staates dürfen die Minister, die mit der Wirtschaft, den KMB und dem Haushalt beauftragt sind, im Rahmen der Durchführung der Dekrete vom 25. Juni 1992 zur Abänderung der Gesetze vom 30. Dezember 1970 über den Wirtschaftsaufschwung und des 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung die Basiszuwendungen der Programme 01 und 06 von Abschnitt 11 ungeachtet deren Betrag umverteilen.

Art. 12 - Die Wallonische Regierung wird dazu ermächtigt, in den bevorzugten Initiativgebieten besondere Maßnahmen zu ergreifen und/oder die finanzielle Beteiligung der Region zu erhöhen, und zwar nach den folgenden Kriterien:

- 1) für die Gebiete mit starkem Baudruck: der Preis der Baugelände;
- 2) für die Gebiete zur Aufwertung der Wohnkerne:
 - die Bevölkerungsdichte;
 - die Qualität der Wohnungen;
- 3) für die Gebiete von Initiativvierteln, in denen eine integrierte Neubelebungspolitik geführt wird:
 - die Bevölkerungsdichte;
 - die Qualität der Wohnungen;
 - das sozialwirtschaftliche Profil der Bevölkerung;
- 4) für die aufzuwertenden Gebiete von Sozialsiedlungen:
 - die Bevölkerungsdichte;
 - die Qualität der Wohnungen;
 - das sozialwirtschaftliche Profil der Mieter.

Art. 13 - Die Wallonische Regierung wird dazu ermächtigt, auf das beim Gemeindegeld Belgiens eröffnete regionale Konto für die Sanierung überschuldeter Gemeinden folgende Beträge zu überweisen:

- am 1. April 1996: 387.551.043 Francs, die dem Betrag der Annuität des Jahres 1993 bezüglich der jeweils für Charleroi und, je zur Hälfte, für Charleroi und Lüttich aufgenommenen Darlehen von 2 Milliarden und 750 Millionen entsprechen;
- am 1. Juli 1996: 208.147.858 Francs, die der Deckung im 1992 der Differenz entsprechen zwischen der Annuität, die der Gemeindegeld Belgiens von den entleihenden Gemeinden zurückfordert, und einer Annuität für die - auch als solche gebuchten - Anleihen für Sonderhilfe, die zu einem um 2 % herabgesetzten Zinsfuß errechnet wird, sowie für die langfristigen Konsolidierungsanleihen für die Lasten der von 1981 bis 1984 durch die Wallonische Region verbürgten Anleihen für Sonderhilfe;
- am 1. August 1996: 1.550.000.000 Francs, die dem Betrag der zusätzlichen Beteiligung der Region entsprechen;
- am 1. Oktober 1996: die in Artikel 20 § 4 des Dekrets vom 20. Juli 1989 zur Festlegung der Regeln der allgemeinen Finanzierung der Gemeinden vorgesehene Tranche. Gelten als sich in finanziellen Schwierigkeiten befindende Gemeinden im Sinne von Artikel 20, § 4 die Gemeinden, die Kassendarlehen mit Zugang zum regionalen Konto für die Sanierung überschuldeter Gemeinden aufgenommen haben.

Art. 14 - Die Wallonische Regierung wird zur Verteilung der in den Basiszuwendungen 43.05, 43.09 und 43.10 von Programm 02 von Abschnitt 14 bereitgestellten Haushaltsmittel ermächtigt.

Art. 15 - Die Wallonische Regierung wird zur Verteilung der in den Basiszuwendungen 43.04, 43.06 und 43.07 von Programm 03 von Abschnitt 14 bereitgestellten Haushaltsmittel ermächtigt.

Art. 16 - Unbeschadet der Bestimmungen des Dekrets vom 23. November 1988 über die Subventionen, die durch die Wallonische Region für bestimmte gemeinnützige Investitionen gewährt werden, darf die Regierung die Bezuschußung zu 100 % für die aktive Planung öffentlicher Anlagen bewilligen.

In Abweichung von Artikel 3 des Dekrets vom 23. November 1988 über die Subventionen, die durch die Wallonische Region für bestimmte gemeinnützige Investitionen gewährt werden, dürfen die Investitionen, die zum Zweck haben, die Wirkung der bezuschußten Arbeiten in

Sachen Beschäftigung, wirtschaftliche Entwicklung, Bekämpfung des sozialen Ausschlusses und Verbesserung des Lebensraumes zu erhöhen, bis zu 100 % bezuschußt werden.

Art. 17 - In Abweichung von Artikel 5 des Dekrets vom 23. November 1988 über die Subventionen, die durch die Wallonische Region für bestimmte gemeinnützige Investitionen gewährt werden, werden die dreijährigen Programme durch den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die lokalen Behörden gehören, genehmigt.

Art. 18 - Für das Haushaltsjahr 1996 wird die Wallonische Regierung dazu ermächtigt, gemäß den von ihr bestimmten Modalitäten die Einziehungsbefugnis der Flughafenbenutzungsgebühren an die Konzessiongesellschaften der Flughäfen Charleroi - Brüssel Süd und Lüttich - Bierset abzutreten.

Art. 19 - Innerhalb der Begrenzungen der diesbezüglichen Basiszuwendungen können nachfolgende Zuschüsse, einschließlich der durch Europäische Fonds mitfinanzierten Beteiligungen, gewährt werden.

Programm 09.02: Sozialdienst:

Zuschüsse, um dem Sozialdienst der Dienststellen der Wallonischen Regierung die Durchführung sozialer Maßnahmen zugunsten der Bediensteten der gesamten Dienststellen der wallonischen Regierung sowie die technische Funktion dieser GoE zu ermöglichen.

Programm 10.02: Präsidentschaft, Sekretariat der Wallonischen Regierung und Kanzlei:

Zuschüsse für Aktionen oder Studien, die zur Entwicklung der regionalen Institution beitragen.

Zuschüsse an die lokalen Behörden für die durch die Wallonische Regierung unterstützten Sonderaktionen.

Zuschüsse an das Institut Jules Destrée zwecks Führung von durch die Wallonische Regierung unterstützten Sonderaktionen zur Förderung der wallonischen Identität.

Zuschüsse zugunsten der Solvay Stiftung.

Programm 10.06: Öffentlicher Dienst, Ausbildung und Nutzung der menschlichen Mittel:

Zuschüsse an öffentliche oder private Ausbildungseinrichtungen zwecks Verwirklichung der Ausbildungsprogramme zugunsten der Bediensteten der wallonischen Region sowie der untergeordneten Behörden.

Programm 11.01: Wirtschaftsaufschwung:

Zuschüsse für Maßnahmen, Aktivitäten oder Studien, die zur regionalen wirtschaftlichen Entwicklung beitragen.

Programm 11.06: KMB und Mittelstand:

Zuschüsse für Maßnahmen, Aktivitäten oder Studien, die zur regionalen wirtschaftlichen Entwicklung beitragen.

Programm 11.08: Förderung der Beschäftigung:

Zuschüsse für Pilotmaßnahmen, die vorrangig auf Arbeitslose hinführen.

Zuschüsse für Initiativen für Sonderprogramme in Sachen Berufseingliederung.

Subventionen zur Anschaffung von Immobilien durch Vereinigungen im Rahmen ihrer Pilotmaßnahmen, die vorrangig auf Arbeitslose hinführen.

Programm 11.13: Ausbildung der Angestellten und Beamten außerhalb des Forem:

Zuschüsse für Aktionen oder Aktivitäten, die zur Berufsausbildung beitragen.

Programm 12.01: Energie:

Zuschüsse zur Ermutigung oder Unterstützung jeglicher Aktion zur Förderung eines vernünftigen Energieverbrauchs und zugunsten der regenerierbaren Energiequellen.

Zuschüsse zur Deckung der Ausgaben bezüglich der Mitfinanzierung, zusammen mit der EG, von durch Partner der Region im Rahmen der europäischen Programme geführten Aktionen.

Zuschüsse an die "Agence de Coopération culturelle et technique" (ACCT) (Geschäftsstelle für kulturelle und technische Zusammenarbeit) in Paris zur Führung von Sonderaktionen in Sachen Energie im Rahmen der Ergebnisse der Gipfelkonferenzen der Frankophonie.

Programm 12.02: Forschung

Zuschüsse für die Verbreitung und die Entwicklung der neuen Technologien, der industriellen Neuerung und der Forschung fortgeschrittener Technologien.

Zuschüsse für jegliche Aktivität zur Förderung der Forschung, der technologischen Neuerung und Entwicklung.

Zuschüsse an die Einrichtung für die Entwicklung der Untertagevergasung oder an ein ganz oder teilweise mit den Aufgaben der genannten Einrichtung beauftragtes Organ.

Zuschüsse an Universitätsforschungszentren, an Forschungszentren eines gleichwertigen Ranges und an sonstige Forschungszentren zwecks der Finanzierung von Forschungsprojekten, einschließlich Infrastrukturausgaben, sowie der Anschaffung von Ausrüstungen und Dienstleistungen in Sachen technologische Beratung.

Zuschüsse für durch die Europäischen Fonds mitfinanzierte Aktionen, Studien und Infrastrukturen.

Unterstützung der Aktionen zur Vorführung von wissenschaftlichen und originellen Anwendungen einer Spitzentechnologie zur Verwendung in Tätigkeitssektoren, wo diese Technologie nicht oder kaum vertreten ist.

Programm 12.03: Beihilfe an Betriebe:

Zuschüsse zur Kostenübernahme der Ausgaben für Projekte in Sachen industrielle Grundlagenforschung.

Zuschüsse zur Kostenübernahme der Ausgaben für die Finanzierung der Vorbereitung oder der Begleitung der Projekte in Sachen Forschung oder Entwicklung.

Zuschüsse für durch die Europäischen Fonds mitfinanzierte Aktionen, Studien und Infrastrukturen.

Programm 13.01: Forstwesen:

Zuschüsse an Forstwirte zur Einlagerung des nach Stürmen anfallenden Sammelholzes.

Zuschüsse an im Bereich des Schutzes und der Aufwertung der Wälder tätige Verbände.

Zuschüsse an untergeordnete Behörden in Sachen Forstarbeiten.

Programm 13.02: Erhaltung der Natur:

Zuschüsse an verschiedene Verbände und Privatpersonen für die Erhaltung der Natur.

Zuschüsse für die Erhaltung bemerkenswerter Bäume und Hecken in Privatbesitz und in öffentlichen Grünflächen.

Unterstützung von Pilotmaßnahmen auf gemeindlicher Ebene in Sachen Erhaltung der Natur und der Grünflächen.

Sensibilisierung des Publikums für Anpflanzungen am "Tag des Baumes".

Programm 13.03: Umwelt:

Zuschüsse an Verbände in Sachen Schutz und Erhaltung der Umwelt.

Zuschüsse an Verbände und untergeordnete öffentliche Behörden im Rahmen der "grünen Woche".

Prämien an die Gemeinden für die Einstellung von Umweltberatern.

Programm 13.04: Bodenschätze:

Zuschüsse an natürliche Personen oder Privateinrichtungen in Sachen Erschließung der Bodenschätze.

Programm 13.05: Wasser (Kontrolle, Verwaltung und Herstellung):

Zuschüsse für den Entwurf und die Ausgabe der "La Tribune de l'Eau".

Zuschüsse an die Ausschüsse "comités de rivière" zur Finanzierung der Vorstudie zum Flußvertrag.

Zuschüsse an Privateinrichtungen für Sensibilisierung, Information und Bildung im Bereich des Wasserwesens.

Programm 13.09: Verhütung der Umweltverschmutzung:

Unterstützung der Programme zur Bildung und Umschulung des Personals der untergeordneten Behörden.

Programm 13.10: Jagd, Fischfang und Fischzucht:

Zuschüsse an Jäger- und Fischerverbände.

Zuschüsse zur Entwicklung der Fischzucht.

Programm 14.01: Aufsicht:

Zuschüsse an den "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen) für seine Funktionskosten und für den Erwerb von langlebigen beweglichen Gütern.

Zuschüsse und Entschädigungen an Privatverbände, die Aktionen, die die verschiedenen Bereiche des Gemeindelebens betreffen, organisieren.

Zuschüsse an Gemeinden und öffentliche Einrichtungen, die Überlegungs- und Sensibilisierungsaktionen im Hinblick auf die Entwicklung der lokalen Behörden ausführen.

Programm 14.02: Allgemeine Finanzierung der Gemeinden:

Zuschüsse zugunsten der Hauptstadt Namur.

Zuschüsse zugunsten der Gemeinden im Rahmen der Verwaltungsunterstützung für Sondermaßnahmen zur sozialen Eingliederung und Sicherheit und für Maßnahmen im Zusammenhang mit speziellen Bedürfnissen.

Zuschüsse an das "Centre régional d'Aide aux Communes" (regionales Beihilfezentrum für die Gemeinden) für seine Funktionskosten und für den Erwerb von langlebigen beweglichen Gütern.

Zuschüsse an das "Centre régional de la Formation" (regionales Ausbildungszentrum) für seine Funktionskosten und für den Erwerb von langlebigen beweglichen Gütern.

Programm 14.03: Allgemeine Finanzierung der Provinz:

Beteiligung zur Übernahme der Funktionskosten der auswärtigen Aufsichtszentren.

Zusätzlicher Zuschuß für spezielle Bedürfnisse und zwecks Ausgleich für die zu entrichtenden Gebühren für Wasserentnahmestellen.

Programm 14.04: Bezuschufte Arbeiten:

Zuschüsse für die Aufstellung einer Signalisation an in den Dreijahresplänen aufgenommenen Baustellen.

Zuschüsse an private oder öffentliche Einrichtungen für Maßnahmen zur Sensibilisierung, Information und Bildung im Bereich der bezuschufte Arbeiten.

Zuschüsse an den öffentlichen und privaten Sektor für Aktionen zur Sensibilisierung, Information, Förderung und Bildung im Sportbereich.

Programm 15.01: Raumordnung und Städtebau:

Zuschüsse für Maßnahmen zur Förderung einer sachverständigen Raumordnung sowohl auf lokaler als auch auf regionaler Ebene.

Zuschüsse an Gemeinden und Bodenverwaltungsregionen im Rahmen der Anschaffungen und Austauschgeschäfte von Grundstücken im Rahmen der durch die Region festgelegten Bodenpolitik.

Programm 15.02: Stadterneuerung und Sanierung der stillgelegten Gewerbebetriebsgelände:

Zuschüsse für Maßnahmen zur Förderung und Ermutigung der Wiedernbetriebnahme, Sanierung und Anpassung des vorhandenen Vermögens im Hinblick auf eine wirtschaftlichere Bodenverwendung.

Zuschüsse an die Gemeinden, die Stadterneuerungsprojekte des Typs "Initiativenviertel" durchführen, zur teilweisen Zahlung der Lohn- und sonstigen Kosten der durch die Gemeinde eingestellten und ausschließlich der Projektführung gewidmeten Projektleiter. Diese Zuschüsse sind auf einen Pauschalbetrag von 1,5 Millionen Francs und pro Initiativenviertelprojekt festgelegt.

Zuschüsse an die Gemeinden, die Stadterneuerungsprojekte des Typs "Initiativenviertel" durchführen, zur teilweisen Zahlung der Lohn- und sonstigen Kosten hinsichtlich der Gründung und des Funktionierens von Wohnviertelregionen.

Zusätzliche Beteiligungen mittels eines der SOWAGEP anvertrauten Auftrags zur Sanierung der ungenutzten Industrie- und Stadtgelände zugunsten der an den Programmen "Ziele Nrn. 1 und 2" beteiligten Projektoperatoren.

Zuschüsse an die durch die bevorzugten Initiativgebiete betroffenen Gemeinden, die ein durch einen Projektführer koordiniertes Viertelprojekt erarbeiten bzw. erarbeiten lassen.

Zuschüsse an die Gemeinden, die in der Auflistung der bevorzugten Initiativgebiete der Kategorie 1 aufgeführt sind, im Rahmen der regionalen Bodenpolitik. Diese Zuschüsse sind dazu bestimmt:

- entweder den Erwerb durch die Gemeinde von unbeweglichen Gütern, die verstädtert werden können, zu fördern, um das Angebot an bebauten oder zu bebauenden unbeweglichen Gütern in diesem Gebiet zu erhöhen;

- oder den Umtausch bzw. den Verkauf von unbeweglichen Gütern, die nicht verstädtert werden können und der Gemeinde gehören, zu fördern, um den Erwerb von unbeweglichen Gütern, die verstädtert werden können oder in städtebaulicher Hinsicht günstig gelegen sind, im Rahmen einer gemeindlichen Strategie zur Entwicklung der Wohnmöglichkeiten zu ermöglichen.

Programm 15.04: Wohnungswesen - Privatsektor:

Zuschüsse für Maßnahmen zur Förderung einer besseren Anpassung der vorhandenen Wohnungen im Privatbereich an den gesellschaftlichen Bedürfnissen.

Zuschüsse für die durch die Agenturen für soziale Wohnungen geführten Aktionen.

Programm 15.05: Wohnungswesen - öffentlicher Sektor:

Zuschüsse für Maßnahmen der öffentlichen Behörden in Sachen Bau, Renovierung, Ausrüstung der Infrastrukturen und Förderung der Sozial- und durchschnittlichen Wohnungen.

Zuschüsse für Maßnahmen zugunsten der Wohnviertelverwaltungen in den Sozialsiedlungen.

Programm 15.06: Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen:

Zuschüsse für wissenschaftliche Vorstudien, für den Schutz, die Wiederaufwertung, Wiederbenutzung, Restaurierung und Förderung des Denkmalerbes, des natürlichen und archäologischen Erbes der Wallonischen Region.

Zuschüsse an den Privatsektor bis zur Höhe von 100.000 Francs: dieser Betrag entspricht höchstens 60 % der Arbeiten für vorbeugende Instandhaltungsmaßnahmen, die auf Gebäude auszuführen sind, die nicht unter Denkmalschutz gestellt aber im (gemäß Artikel 347 des CWATUP aufgestellten und veröffentlichten) Erbeverzeichnis Belgiens aufgeführt sind.

Programm 16.02: Förderung der Region auf internationaler Ebene:

Zuschüsse für Maßnahmen, Aktivitäten oder Studien.

Programm 17.01: Gesundheitswesen:

Zuschüsse für Forschung und Studien im Bereich des Gesundheitswesens und der Geistesgesundheit.

Zuschüsse zugunsten von Einrichtungen und Vereinigungen, die durch ihre Aktivitäten zur Verbreitung von Informationen bezüglich der Gesundheit beitragen.

Zuschüsse an integrierte Gesundheitszentren.

Zuschüsse für Maßnahmen im Bereich der Rauschgiftsucht.

Zuschüsse für Initiativen im Rahmen des "Ziels I".

Programm 17.02: Geistesgesundheit:

Zuschüsse an Zentren für telephonische Beratung.

Zuschüsse an Einrichtungen für Studien und Versuche im Bereich der Geistesgesundheit.

Programm 17.03: Soziale Maßnahmen:

Zuschüsse an Einrichtungen für Maßnahmen im sozialen, Familien- und Seniorenbereich.

Zuschüsse zur Finanzierung der Forschung im sozialen Bereich.

Zuschüsse an Einrichtungen für Koordination und Dokumentation im sozialen Bereich.

Zuschüsse an Sozialdienstzentren.

Unterstützung von Sonderinitiativen der öffentlichen Sozialhilfeeinheiten.

Unterstützung zur Ausbildung von Sozialvermittlern und Beamten.

Unterstützung von privaten Initiativen in Sachen Schuldenvermittlung.

Kostenübernahme der Sozialvermittler in den Wohnviertelregionen.

Unterstützung von öffentlichen Initiativen der anerkannten Dienststellen in Sachen Schuldenvermittlung.

Zuschüsse an öffentliche und private Einrichtungen im Rahmen der Aktionen "Été solidaire, je suis partenaire".

Zuschüsse zugunsten der öffentlichen Behörden für die Durchführung der Projekte im Bereich der sozialen Eingliederung.

Programm 17.05: Senioren:

Zuschüsse an Tagesbetreuungsstellen für Senioren im Privatbereich.

Zuschüsse an Tagesbetreuungsstellen für Senioren im öffentlichen Bereich.

Programm 17.06: Personen mit Behinderung:

Zuschüsse für Maßnahmen zur Förderung und gesellschaftlichen Eingliederung der Personen mit Behinderung.

Programm 17.07: Soziale Eingliederung der Einwanderer:

Zuschüsse in Sachen soziale Eingliederung der Bevölkerung ausländischer Herkunft.

An regionale Zentren für die Eingliederung der Bevölkerung ausländischer Herkunft bewilligte Zuschüsse.

Zuschüsse an öffentliche und private Einrichtungen, die Aktionen im Bereich der Betreuung und der Eingliederung der Personen ausländischer Herkunft entwickeln.

Zuschüsse an öffentliche und private Einrichtungen im Rahmen der Aktionen "Été solidaire, je suis partenaire".

Programm 18.01: Tourismus:

Zuschüsse für Maßnahmen, Tätigkeiten oder Studien, die zur Entwicklung des regionalen Tourismus beitragen.

Programm 19.01: Landwirtschaft, Schlachthöfe und Land- und Ernährungswirtschaft:

Zusätzliche und Ersatzzuschüsse an Verbände für die Zucht, Erzeugung und Auslese von Tieren und Gewächsen, für angewandte Forschung, Betreuung, Verbreitung und Förderung der Landwirtschaft

Zuschüsse zwecks Gütezeichenversehung und Qualitätskontrolle der Erzeugnisse.

Zusätzliche und Ersatzzuschüsse an Universitätsfakultäten, Forschungs- und Studienzentren und Landwirtschaftshochschulen für angewandte Forschung in Sachen Entwicklung von Techniken, Produktionssystemen und Diversifizierung in der Landwirtschaft.

Zusätzliche und Ersatzzuschüsse an Verbände und Gruppen, die die Information, Sensibilisierung und Betreuung in Sachen Landwirtschaft gewährleisten.

Zuschüsse an verschiedene Verbände zwecks Förderung der Wallonischen landwirtschaftlichen Erzeugnisse.

Zusätzliche und Ersatzzuschüsse an Dienststellen für landwirtschaftliche Vertretung.

Zuschüsse an die in der Bodenkommission Walloniens und im REQUASUD Netz eingegliederten Labore für Analyse.

Zuschüsse zum Anbau von nicht zur Nahrung bestimmtem Wintertraps.

Zuschüsse an die professionellen landwirtschaftlichen Verbände für den Bau von für ihre Förderungsdiensten und -aktivitäten bestimmten Gebäuden.

Programm 19.02: Ländliche Entwicklung:

Zuschüsse an die "Fondation rurale de Wallonie", gemäß dem Rahmenabkommen.

Zuschüsse an natürliche Personen oder Privateinrichtungen für Tätigkeiten zur Förderung, Erschließung, Sensibilisierung oder Information in Sachen ländliche Entwicklung oder Flurbereinigung.

Zuschüsse an natürliche Personen oder Privateinrichtungen für Aktionen, Initiativen oder Tätigkeiten in Sachen ländliche Erneuerung.

Programm 50.02: Funktionskosten und Leistungen durch Drittpersonen:

Zuschüsse für die Organisation von Ausstellungen und Konferenzen sowie für Studien.

Zuschüsse zur Förderung von Maßnahmen für die Verkehrssicherheit.

Zuschüsse an verschiedene Verbände und Gruppierungen für Tätigkeiten zur Sensibilisierung, Information und Bildung in Sachen öffentliches Infrastrukturwesen.

Programm 50.04: Niederlassung von Immobilien:

Zuschüsse zur Preisverleihung im Rahmen der Einfügung von Kunstwerken in den regionalen Gebäuden.

Programm 52.03: Förderung der Binnenschifffahrt:

Zuschüsse an im Bereich der Förderung und Valorisierung der Binnenschifffahrt tätige Verbände.

Zuschüsse für die Organisation von Ausstellungen und Konferenzen sowie für Studien.

Programm 53.05: Fernmeldenetz - Bau:

Zuschüsse jeglicher Art zur Förderung der wirtschaftlichen Entwicklung im Rahmen der Telekommunikationen.

Programm 54.01: Öffentliche Stadt- und Nahverkehrsmittel:

Zuschüsse an Verbände zwecks Förderung der öffentlichen Verkehrsmittel.

Zuschüsse an Verbände, die sich in Sachen Transportwesen mit dem Studium der Mobilität befassen und/oder die Mobilität befürworten.

Zuschüsse zur Unterstützung der Veranstalter von Kundgebungen im Zusammenhang mit dem Transportwesen:

Zuschüsse zur Förderung des Ansehens der Wallonischen Region und deren Beteiligung zugunsten des Transportwesens.

Zuschüsse an die Gesellschaften der TEC-Gruppe und an die "Société régionale wallonne du Transportwesen" (Wallonische Regionale Verkehrsgesellschaft) zur Verwirklichung von Investitionen zur Verbesserung der Qualität der öffentlichen Verkehrsmittel.

Programm 54.02: Flughäfen und -plätze:

Zuschüsse an die Betriebsgesellschaften der regionalen Flughäfen und -plätze hinsichtlich der Förderung ihrer Anlagen.

Zuschüsse zur Verwirklichung und Inbetriebnahme eines hochentwickelten Fernmeldetechnikzentrums im Rahmen des "Ziel 1".

Programm 54.04. Förderung und Koordination des Transportwesens und Miete von Kraftfahrzeugen:

Zuschüsse für Aktivitäten zur Ausbildung, Forschung und Neuerung im Transportbereich.

Zuschüsse zur Förderung des Ansehens der Wallonischen Region und deren Beteiligung zugunsten des Transportwesens.

Regionales Unternehmen: "Office régional wallon des Déchets":

Zuschüsse an Verbände und Gemeinden zwecks-Ermütigung der Maßnahmen in Sachen Vorbeugung und Wiederverwertung des Hausmülls.

Zuschüsse an die SPAQUE für Funktionskosten und Arbeiten zur Sanierung der alten Deponien.

Zuschüsse an Einrichtungen für die Abfallverarbeitung zur Unterstützung der Gemeinden durch die "Missi-Dominici".

Art. 20 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, unterrichtet regelmäßig den Rechnungshof über die eingegangenen Verbindlichkeiten zu Lasten der in Artikel 32 bezeichneten Ermächtigungen.

Die in Artikel 31 und 32 bezeichneten Ermächtigungen unterliegen dem Sichtvermerk des Kontrolleurs der Verpflichtungen und dem Rechnungshof.

Vor dem 10. eines jeden Monats übermittelt der Kontrolleur der Verpflichtungen dem Rechnungshof, zusammen mit den Belegen, eine in drei Exemplaren ausgefertigte Aufstellung, die einerseits den Betrag der im Laufe des abgelaufenen Monats mit einem Sichtvermerk versehenen Ermächtigungen und andererseits den Betrag der seit Jahresbeginn mit einem Sichtvermerk versehenen Ermächtigungen enthält.

Die Aufstellung des Dezembermonats bildet die jährliche zusammenfassende Aufstellung.

Der Rechnungshof übermittelt dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, ein mit dem Sichtvermerk versehenes Exemplar dieser Aufstellung.

Art. 21 - Die Zuschüsse an die durch die bevorzugten Initiativgebiete betroffenen Gemeinden, die ein durch einen Projektführer koordiniertes Viertelprojekt erarbeiten bzw. erarbeiten lassen, können folgendes decken:

- 90 % der Erwerb-, Sanierungs- und Anpassungskosten eines im Viertel gelegenen Gebäudes, in dem die Unterbringung des Projektführers und die Niederlassung der Wohnviertelregie geplant wird, und das als Treffplatz der lokalen Bevölkerung dienen soll; der bezuschußbare Höchstbetrag ist 3 Millionen Francs je Initiativviertel;

- 90 % des Betrags für den Erwerb (einschließlich der Nebenkosten) von Gebäuden, die dazu bestimmt sind, nach der Genehmigung des Leitplans in Wohnungen umgestaltet zu werden; diese Beihilfe beträgt höchstens 2 Millionen Francs je bestehende oder mögliche Wohnung im betroffenen Gebäude und darf außerdem die Schätzung des Einnahmers des Einregistrierungsamtes oder des Erwerbssausschusses nicht überschreiten.

Diese beiden Beihilfen können vor der Genehmigung des Leitplans der betroffenen Maßnahme bewilligt werden.

Art. 22 - Die Wallonische Regierung wird dazu ermächtigt, im Namen der Wallonischen Region das im "Parc scientifique" vom Sart-Tilman gelegene Grundstück von 10.000 m² mit den Gebäuden, die Eigentum der Region sind und zur Zeit durch das Raumfahrtzentrum von Lüttich benutzt werden, dem Patrimonium der Universität Lüttich unentgeltlich abzutreten.

Art. 23 - Die Wallonische Regierung wird dazu ermächtigt, Haushaltsmittelübertragungen zwischen den Basiszuwendungen 52.31, 61.01, 63.01 und 72.01 des Programms 01, 52.21 und 63.01 des Programms 04, 52.31, 63.01 und 63.02 des Programms 05 sowie 52.22 und 52.31 des Programms 06 des Abschnitts 17 vorzunehmen.

Art. 24 - Artikel 1, § 3 des Dekrets vom 17. Dezember 1992 zur Errichtung von Haushaltsfonds in Sachen öffentliche Arbeiten wird folgendermaßen ergänzt:

"c) zur Einstellung, mit zeitlich begrenztem Arbeitsvertrag, von für die Erledigung von Bestellungen bereitgestelltem Personal".

Art. 25 - Die nicht aufgegliederten Mittel der Basiszuwendungen 33.08 und 43.08 von Programm 06 von Abschnitt 17 dürfen für die Zahlung des monatlichen Vorschusses vom Januar 1997 verwendet werden.

Art. 26 - Für die Gewährung von Zuschüssen an die Sozialdienstzentren legt die Regierung die Regeln bezüglich der Zulassung und der Bezuschußung dieser Zentren fest, um deren Funktionskosten zu decken.

Art. 27 - Die Regierung wird dazu ermächtigt, den Anwendungsbeich von Artikel 74 des Wohnungsgesetzbuches, dessen Gegenstand durch die Basiszuwendung 51.03 von Programm 05 von Abschnitt 15 bezeichnet ist, zu erweitern.

Art. 28 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, wird dazu ermächtigt, für Rechnung des föderalen Staats die Rückzahlung der Annuitäten, die den Immobiliengesellschaften des öffentlichen Dienstes, denen Artikel 74 (ehemaliger Artikel 66) des Wohnungsgesetzbuches vor dem 15. Januar 1975 angewandt worden ist, geschuldet werden, bis zur Höhe von 28,7 Millionen Francs zu Lasten der Basiszuwendung 63.02 von Programm 05 von Abschnitt 15 anzurechnen.

KAPITEL II Ermächtigungen

Art. 29 - Mit dem Einverständnis der Wallonischen Regierung darf die "Société régionale wallonne du Logement" (Regionale Wohnungsbau-Gesellschaft für die Wallonie) an der Einrichtung und der Verwaltung von Vereinigungen ohne Erwerbzzweck teilnehmen, deren Gesellschaftszweck zur Durchführung und Koordinierung der regionalen Wohnpolitik beiträgt.

In diesem Rahmen wird die Gesellschaft ebenfalls ermächtigt, die Vorfinanzierung der Ausgaben dieser Vereinigungen zu gewährleisten.

Art. 30 - Die Wallonische Regierung wird dazu ermächtigt, beim Gemeindegeld Belgiens, im Namen der wallonischen Region und für Rechnung des psychiatrischen Krankenhauses "Les Marronniers" in Tournai einen Kredit von 234,0 Millionen Francs, sowie für Rechnung des psychiatrischen Krankenhauses "Chênes aux Haies" in Mons einen Kredit von 100 Millionen Francs aufzunehmen, um die Vorfinanzierung der Funktionskosten der genannten Krankenhäuser zu gewährleisten.

Art. 31 - Unbeschadet des vorhergehenden Artikels darf sich die Wallonische Regierung verpflichten, am Verfalltag und innerhalb einer Frist von höchstens zwanzig Jahren, für Beträge, die 40 % des Preises der in den Krankenhäusern von Mons und Tournai ausgeführten Arbeiten entsprechen, die Zinsen und die Tilgung der durch den Gemeindegeld Belgiens gewährten Darlehen zu zahlen.

Die Darlehensermächtigungen dürfen im 1996 80 Millionen Francs nicht übersteigen.

Zinsen und Tilgung der erwähnten Darlehen werden im Tagespflagesatz der besagten Krankenhäuser mit einbezogen.

Art. 32 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasserwesen gehört, wird dazu ermächtigt, im Jahre 1996 zu Lasten des Fonds für den Schutz der Oberflächengewässer (Programm 06, Abschnitt 13) Zuschüsse für Arbeiten der Wasserklärungseinrichtungen festzulegen, in Höhe des bis zum 31. Dezember 1995 nicht beanspruchten Saldos der in Artikel 27 des angepaßten Dekrets vom 16. Dezember 1994 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1994 eingetragenen Ermächtigung.

Zusätzlich zum Artikel 30 des Dekrets vom 30. April 1990 zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern, wird der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasserwesen gehört, außerdem zur Festlegung von Ausgaben zu Lasten des Fonds für den Schutz der Oberflächengewässer (Programm 06, Abschnitt 13) ermächtigt, ungeachtet des vorhandenen verfügbaren Saldos des besagten Fonds, und zwar bis zur Höhe des Betrages, der in der diesem Dekret beiliegenden Tabelle den Ausgaben des Jahres 1996 entspricht.

Art. 33 - Die Wallonische Regierung wird dazu ermächtigt, entsprechend den Verkaufs- oder Mietbedingungen, die in Artikel 2 des Königlichen Erlasses vom 18. Mai 1981 bezüglich der allgemeinen Vergabebedingungen für öffentliche Bau- und Arbeitsleistungs- sowie Lieferförderaufträge aufgeführt werden, Bauförderverträge im Hin-

blick auf die Errichtung nachfolgender Verwaltungsgebäude abzuschließen, wobei nachfolgende Beträge nicht überschritten werden dürfen:

Namur:	
Bahnhofsgebiet	2.600,0 Millionen F
"place Léopold", Gebäude "Bibot"	280,0 Millionen F
"quartier des Célestines"	360,0 Millionen F
"rue Keffer"	370,0 Millionen F
Lüttich:	
"hôpital des Anglais"	940,0 Millionen F

Art. 34 - Die Wallonische Regierung wird dazu ermächtigt, sich für die Maßnahmen, die gemäß des von ihr festgelegten Haushaltszeitplans programmiert worden sind und die folgenden Höchstbeträge nicht überschreiten dürfen, als Beitrag der Region zu den durch die Europäischen Strukturfonds im Rahmen des Ziels 1 geförderten Projekten zu verpflichten:

Maßnahme 1.2.1

Aktion 1 Schwerpunkt RDT	654,9 Millionen F
Aktion 2 Mobilisierungsprogramm	654,5 Millionen F

Maßnahme 1.2.3

Infrastruktur	261,2 Millionen F
Betriebslasten	40,1 Millionen F
Schnittstelle	93,5 Millionen F

Maßnahme 1.3.1

Infrastruktur des "Parc scientifique" Mons	170,1 Millionen F
--	-------------------

Maßnahme 1.4.6

Projekt Strafor	24,3 Millionen F
Schwerpunkt RDT und Forschungszentrum	159,6 Millionen F
Wissenschaftliches Forum	99,2 Millionen F

Art. 35 - Infolge des Endes des Auftrags, der durch das Abkommen vom 27. Juni 1989 zur Auftragsübertragung bezüglich der Gründung der S.C. SONAT und dessen Nachträge der SRIW anvertraut worden war, wird die Rückzahlung an die Region des Saldo des laufenden Kontos der Einnahmen und der Ausgaben, die durch die SRIW in Ausführung dieses genannten Auftrags getätigt worden sind, zu Lasten von Artikel 36.01 von Abschnitt 13, Sektor II von Titel II des Einnahmenhaushaltsplanes angerechnet.

In Abweichung von Artikel 3 der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Rechnungsführung des Staates wird diese Einnahme dem durch das Dekret vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle eingerichteten Haushaltsfonds zur Verwaltung der Abfallstoffe (Programm 03, Abschnitt 13) zugeführt, und der Teilfinanzierung der Abfallverbrennungsanlage, die durch die aus dem BEPN und aus IDELUX bestehende Interkommunale SIVADEM gemäß der Regelung der Zuschüsse an die untergeordneten Behörden für die Verarbeitung des Hausmülls gebaut wird, vorbehalten.

KAPITEL III Regionale Bürgschaften

Art. 36 - Die Wallonische Regierung wird dazu ermächtigt, unter Berücksichtigung der Finanzlage des Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie über Darlehensanträge zu bestimmen. Der Gesamtbetrag der genehmigten, durch die Region verbürgten Darlehen darf keinesfalls 1,7 Milliarden Francs übersteigen.

Die Bürgschaft umfaßt gleichfalls die mit diesen Anleihen verbundenen Finanzverwaltungsgeschäfte. Die Wallonische Regierung wird dazu ermächtigt, für die Finanzverwaltungsgeschäfte der zwischen 1990 bis einschließlich 1995 durch den Wohnungsfonds der kinderreichen Familien Walloniens eingegangenen und durch die Region verbürgten Anleihen die Garantie der Wallonischen Region zu gewähren.

Art. 37 - Die Wallonische Regierung wird dazu ermächtigt, die Garantie der Wallonischen Region für die Anleihen der "Société wallonne des Distributions d'Eau" (Wallonische Wasserversorgungsgesellschaft) bis zur Höhe eines Betrages von höchstens 2 Milliarden Francs für das Haushaltsjahr 1996 zu gewähren.

Art. 38 - § 1. Der wallonischen Regierung wird gestattet, bis zum 31. Dezember 1996 die stellvertretende Garantie der Wallonischen Region für die vollständige oder teilweise Rückzahlung der Hauptsomme, der Zinsen und der Nebenkosten der durch Gemeinden beim Gemeindegeldkredit Belgiens für Sonderhilfe aufgenommenen Darlehen, die auch als solche gebucht werden, zu erteilen. Diese Garantie kann jedoch nur den Gemeinden erteilt werden, die einen Verwaltungsplan ihrer Finanzen vorlegen und die, zur Gewährleistung dessen Durchführung, besondere beschränkende Aufsichtsbestimmungen annehmen.

§ 2. Der Wallonischen Regierung wird unter den gleichen Bedingungen gestattet, Darlehen aufzunehmen, um den Gemeinden die erforderlichen Summen auszuleihen, damit die langfristige Konsolidierung der Lasten der Anleihen für Sonderhilfe, für welche sich die Wallonische Region von 1981 bis 1984 verbürgt hat, sichergestellt wird.

§ 3. Die aufgrund dieses Artikels erteilten stellvertretenden Garantien dürfen den Gesamtbetrag von 12 Milliarden Francs nicht übersteigen.

Art. 39 - Die Wallonische Regierung wird dazu ermächtigt, die Garantie der Wallonischen Region für die durch Landwirte und Landwirtschaftsbetriebe eingegangenen Anleihen für Investitionen in Landwirtschaft und Gartenbau im Rahmen des landwirtschaftlichen Investitionsfonds, und zwar, 1996 in Höhe eines Gesamtbetrages von 3,3 Milliarden Francs, zu gewähren.

Art. 40 - Die Wallonische Regierung wird dazu ermächtigt, für die Anleihen der "Société régionale wallonne des Transports" (Wallonische Regionale Verkehrsgesellschaft) bezüglich Betriebsinvestitionen, einschließlich der in der Eigenschaft als Bus- und/oder Materialmieter getätigten Geschäfte, für zwecks der vorzeitigen Rückzahlung anderer Anleihen aufgenommene Kredite, für die "SWAP" Geschäfte von Zinsen, sowie für die Geschäfte zur Deckung des Risikos einer Schwankung der Raten die Garantie der Region zu gewähren. Diese Garantie wird für einen Höchstbetrag von 1.400 Millionen Francs und innerhalb der Begrenzungen gewährt, die in der Basiszuwendung 51.07 von Programm 01 von Abschnitt 54 vorgesehen sind.

Art. 41 - Die Wallonische Regierung wird dazu ermächtigt, die Bürgschaft der Region bis zur Höhe eines Betrages von höchstens 750 Millionen Francs für die Anleihen bezüglich des Baus von Krankenhäusern und medizinisch-sozialen Einrichtungen, im Rahmen eines Rahmenabkommens zwischen der Wallonischen Region und den Finanzinstitutionen, zu gewähren.

Art. 42 - Im Rahmen der Verwandlung eines Teils der Sozialsiedlung Hadès, die dem "Foyer d'Hornu" gehört, in Büros und Handelsräume, wird die Wallonische Regierung dazu ermächtigt, für eine Anleihe von 210,0 Millionen Francs, die durch die "Société régionale wallonne du Logement" dem "Foyer d'Hornu" zu gewähren ist, die Garantie der Region zu gewähren.

KAPITEL IV Gewährung von Vorschüssen

Art. 43. Der Minister-Vorsitzende und die Mitglieder der Wallonischen Regierung dürfen Vorschüsse auf die finanziellen Beteiligungen der Region für die Ausgaben gewähren, die das folgende betreffen:

1° Arbeiten in Sachen Abwasserklärung und Flurbereinigung.

Diese Vorschüsse dürfen folgende Prozentsätze nicht übersteigen:

- 30 % des Betrages der vergebenen Aufträge mit einem Wert von weniger als 50 Millionen Francs;
- 25 % des Betrages der vergebenen Aufträge mit einem Wert von 50 bis 200 Millionen Francs;
- 20 % des Betrages der vergebenen Aufträge mit einem Wert von mehr als 200 Millionen Francs.

Die Höhe der Beteiligung der Region, die bei der Bezeichnung des Auftragnehmers festgelegt wird, dient als Anhaltspunkt für die Berechnung des Vorschusses.

Diese Summe wird der begünstigten Einrichtung überwiesen, nachdem die Verwaltung die Anweisung, die Arbeiten zu beginnen, erhalten hat.

2° Arbeiten im Rahmen einer Maßnahme zur Stadterneuerung oder Neugestaltung der ländlichen Gebiete.

a) Diese Vorschüsse dürfen 20 % des Zuschusses, der auf Grundlage des Betrages des vergebenen Auftrags berechnet wird, nicht übersteigen. Diese Summe wird der begünstigten Einrichtung überwiesen, nachdem die Region die Anweisung, die Arbeiten zu beginnen, erhalten hat.

b) Ein erster Vorschuß, dessen Pauschalbetrag auf 5 % des auf Grundlage des geschätzten Wertes des Auftrages berechneten Zuschusses festgesetzt wird, darf für Vorentwurf- und Entwurfstudien bewilligt werden. Diese Summe wird der begünstigten Einrichtung überwiesen, nachdem die Region bei der Vorlage des Vorentwurfs die Bewertung des Auftrages genehmigt hat.

3° Arbeiten im Rahmen einer Neubelebung der Lebenszentren, und die damit verbundenen Gebühren und sonstigen Ausgaben

Was die Arbeiten, Gebühren und Nebenkosten betrifft, wird dieser Vorschuß auf Grundlage der Fortschrittserklärungen bis zu 90 % des Betrags des zugeteilten Auftrags ausgezahlt; die Auszahlung des Restbetrags erfolgt nach der Schlußabrechnung. Was die Honorare für die Planung, Führung und Aufsicht der Arbeiten betrifft, dürfen Abschlagszahlungen auf der Basis der geleisteten Dienste und entsprechend der vertraglich bestimmten Teilzahlungen ausgezahlt werden.

Art. 44 - Der wallonischen Regierung wird gestattet, innerhalb der Begrenzungen der in der Basiszuwendung 63.05 des Programms 04 des Abschnitts 14 eingetragenen Haushaltsmittel, den durch Katastrophen betroffenen Gemeinden Beihilfe zu leisten, damit diese, in Erwartung der Beihilfe des Katastrophenfonds, den Geschädigten beizubehaltende Vorschüsse gewähren können.

Art. 45 - Zu Lasten ihres Haushalts darf die "Agence Wallonne pour l'Intégration des personnes handicapées" (Wallonische Agentur für die Eingliederung der behinderten Personen) Verpflichtungsermächtigungen in Höhe von 165 Millionen Francs festlegen, um die durch die Regierung genehmigten Investitionsprogramme bezüglich des Erwerbs, der Einrichtung und der Ausrüstung der Gebäude für den Empfang behinderter Personen finanzieren zu können.

KAPITEL V Sonderabschnitt

Art. 46 - In Abweichung von Artikel 16 des Gesetzes vom 28. Juni 1989 zur Abänderung des Gesetzes vom 28. Juni 1963 zur Abänderung und Ergänzung der Gesetze über die Rechnungsführung des Staates, finden 1996 die Bestimmungen der Artikel 1 und 5 des genannten Gesetzes keine Anwendung, was die im Titel IV der diesem Dekret beiliegenden Tabelle dargestellten Fonds betrifft.

Art. 47 - Die Anordnungsart der Guthaben, die unter den im Titel IV der diesem Dekret beiliegenden Tabelle eingetragenen Fonds vermerkt sind, ist neben der Artikelnummer oder neben der Litera angegeben, die sich auf jedes von ihnen bezieht.

Die Fonds, deren Ausgaben dem vorherigen Sichtvermerk des Rechnungshofes unterliegen, sind mit dem Kennzeichen A bezeichnet.

Die Fonds und Rechnungen, über die die Rechnungsführer, die deren Einnahmen getätigt haben, unmittelbar verfügen, sind mit dem Kennzeichen C bezeichnet.

Art. 48 - Zu Lasten der Fonds der im Titel IV der diesem Dekret beiliegenden Tabelle aufgeführten Abschnitte 31 und 34 dürfen 1996 keine neuen Verbindlichkeiten eingegangen werden.

Art. 49 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, darf sich über den Betrag der verfügbaren Einnahmen von Artikel 90.02.A.01 (EFRE), 60.02.A.02 (EAGFL) 60.02.A.03 (PSE), 60.02.A.05 (IFOP), und 60.02.A.06 (LIFE) von Abschnitt 10, Teil 1, Titel IV hinaus, zu in Höhe der durch die EWG als Beteiligung festgesetzten Beträge veranschlagten Ausgaben verpflichten.

KAPITEL VI Regionale Unternehmen

Art. 50 - Der dem vorliegenden Dekret beigefügte Haushaltsplan der "Entreprise régionale de Production et d'Adduction d'Eau" (regionales Unternehmen für die Herstellung und Zuleitung des Wassers) für das Jahr 1996 wird genehmigt.

Dieser Haushalt beläuft sich auf 1.440,2 Millionen Francs für die Einnahmen und auf 1.440,2 Millionen Francs für die Ausgaben.

Art. 51 - In Abweichung von Artikel 116 der koordinierten Gesetze über die Rechnungsführung des Staates darf der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasserwesen gehört, jede Umverteilung der im Ausgabenhaushaltsplan des "Entreprise régionale de Production et d'Adduction d'Eau" eingetragenen Basiszuwendungen vornehmen.

Art. 52 - Der dem vorliegenden Dekret beigefügte Haushaltsplan des "Office régional wallon des Déchets" (Wallonisches Regionales Amt für Abfälle) für das Jahr 1996 wird genehmigt.

Dieser Haushalt beläuft sich auf 2.806,1 Millionen Francs für die Einnahmen und auf 2.806,1 Millionen Francs für die Ausgaben.

Art. 53 - In Abweichung von Artikel 116 der koordinierten Gesetze über die Rechnungsführung des Staates, darf der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, jede Umverteilung der im Ausgabenhaushaltsplan des "Office régional wallon des Déchets" eingetragenen Basiszuwendungen vornehmen.

KAPITEL VII Getrennt verwaltete regionale Dienststellen

Art. 54 - Der dem vorliegenden Dekret beigefügte Haushaltsplan der "Agence wallonne à l'Exportation" (Wallonische Exportagentur) für das Jahr 1996 wird genehmigt.

Dieser Haushalt beläuft sich auf 1.049,2 Millionen Francs für die Einnahmen und, für die Ausgaben, auf 1.286,2 Millionen Francs als Aktionsmittel und auf 1.049,2 Millionen Francs als Zahlungsmittel.

Art. 55 - Der dem vorliegenden Dekret beigefügte Haushaltsplan des "Office de Promotion des Voies navigables" (Amt zur Förderung der schiffbaren Wasserstraßen) für das Jahr 1996 wird genehmigt.

Dieser Haushalt beläuft sich auf 17,2 Millionen Francs für die Einnahmen und auf 17,2 Millionen Francs für die Ausgaben.

Art. 56 - In Abweichung von Artikel 15 des Königlichen Erlasses vom 17. Juli 1995 zur Koordinierung der Gesetze über die Rechnungsführung des Staates darf der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die öffentlichen Arbeiten gehören, jede Umverteilung der im Ausgabenhaushaltsplan des "Office de Promotion des Voies navigables" eingetragenen Basiszuwendungen vornehmen.

Art. 57 - Der dem vorliegenden Dekret beigefügte Haushaltsplan des "Office wallon de Développement rural" (Wallonisches Amt für Ländliche Entwicklung) für das Jahr 1996 wird genehmigt.

Dieser Haushalt beläuft sich auf 355,4 Millionen Francs für die Einnahmen und auf 355,4 Millionen Francs für die Ausgaben.

Art. 58 - In Abweichung von Artikel 15 des Königlichen Erlasses vom 17. Juli 1995 zur Koordinierung der Gesetze über die Rechnungsführung des Staates darf der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Flurbereinigung gehört, jede Umverteilung der im Ausgabenhaushaltsplan des "Office wallon de Développement rural" eingetragenen Basiszuwendungen vornehmen.

KAPITEL VIII Einrichtungen öffentlichen Interesses

Art. 59 - Der diesem Dekret beiliegende Haushaltsplan des "Fonds wallon d'avances pour la réparation des dommages provoqués par les prises et pompes d'eau souterraine" (Wallonischer Fonds zur Gewährung von Vorschüssen zwecks Wiederherstellung der durch Entnahme und Hochpumpen des Grundwassers entstandener Schäden) des Jahres 1996 wird genehmigt.

Dieser Haushalt beläuft sich auf 10,0 Millionen Francs für die Einnahmen und auf 10,0 Millionen Francs für die Ausgaben.

Art. 60 - Der diesem Dekret beiliegende Haushaltsplan des "Office régional de Promotion de l'agriculture et de l'horticulture" (Regionales Amt zur Förderung der Landwirtschaft und des Gartenbaus) für das Jahr 1996 wird genehmigt.

Dieser Haushalt beläuft sich auf 205.591.000 Francs für die Einnahmen und auf 205.591.000 Francs für die Ausgaben.

Art. 61 - In Abweichung von Artikel 15 des Königlichen Erlasses vom 17. Juli 1995 zur Koordinierung der Gesetze über die Rechnungsführung des Staates darf der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, jede Umverteilung der im Ausgabenhaushaltsplan des "Office régional de Promotion de l'agriculture et de l'horticulture" eingetragenen Basiszuwendungen vornehmen.

Art. 62 - Der dem vorliegenden Dekret beigefügte Haushaltsplan des "Centre régional d'aide aux Communes" (Regionales Beihilfezentrum für die Gemeinden) für das Jahr 1996 wird genehmigt.

Dieser Haushalt beläuft sich auf 74.857.349 Francs für die Einnahmen und auf 74.857.349 Francs für die Ausgaben.

Art. 63 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Aufsicht auf die Gemeinden gehört, darf jede Umverteilung der im Ausgabenhaushaltsplan des "Centre régional d'aide aux Communes" eingetragenen Basiszuwendungen vornehmen.

Art. 64 - Der dem vorliegenden Dekret beigefügte Haushaltsplan des "Institut scientifique de Service public" (wissenschaftliches Institut öffentlicher Dienststellen) für das Jahr 1996 wird genehmigt.

Dieser Haushalt beläuft sich auf 566.339.483 Francs für die Einnahmen und auf 566.339.483 Francs für die Ausgaben.

Art. 65 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Forschung gehört, darf jede Umverteilung der im Ausgabenhaushaltsplan des "Institut scientifique de Service public" eingetragenen Basiszuwendungen vornehmen.

Art. 66 - Der dem vorliegenden Dekret beigefügte Haushaltsplan des psychiatrischen Krankenhauses "Les Marronniers" in Tournai für das Jahr 1996 wird genehmigt.

Dieser Haushalt beläuft sich auf 1.015.391.000 Francs für die Einnahmen und auf 1.015.391.000 Francs für die Ausgaben.

Art. 67 - Der dem vorliegenden Dekret beigefügte Haushaltsplan des psychiatrischen Krankenhauses "Le Chêne aux Haies" in Mons für das Jahr 1996 wird genehmigt.

Dieser Haushalt beläuft sich auf 762.754.000 Francs für die Einnahmen und auf 762.754.000 Francs für die Ausgaben.

KAPITEL IX Sonstige Bestimmungen

Art. 68 - Die Wallonische Regierung wird bis zum 31. Dezember 1996 dazu ermächtigt, die Zinsenlasten der durch Gemeinden, die 1993 durch Katastrophen betroffen wurden, beim Gemeindekredit Belgiens oder bei durch die Wallonische Regierung anerkannten Finanzeinrichtungen aufgenommenen Anleihen zu übernehmen, damit diese

Gemeinden in Erwartung der Beihilfe des Katastrophenfonds den Geschädigten die allernotwendigsten beizubehaltenden Vorschüsse gewähren können.

Diese Übernahme darf sich auf Anleihen beziehen, deren Gesamtvolumen 400 Millionen Francs, einschließlich der 1994 bewilligten Anleihen, nicht übersteigt.

Art. 69 - In Abweichung von Artikel 15 des Königlichen Erlasses vom 17. Juli 1991 zur Koordination der Gesetze über die Rechnungsführung des Staates darf jeder Minister im Rahmen seiner Zuständigkeiten und mit Einwilligung des Ministers des Haushalts innerhalb jedes diesbezüglichen Programms die notwendigen Haushaltsmittel der normalen Basiszuwendungen auf die für die Europäische Mitfinanzierung vorgesehenen besonderen Zuwendungen übertragen.

Art. 70 - In Abweichung von Artikel 3 Absatz 2 des Dekrets vom 17. Dezember 1992 zur Errichtung von Haushaltsfonds in Sachen öffentliche Arbeiten, in seiner durch Artikel 13 des Dekrets vom 24. November 1994 zur Auflösung des "Office de la Navigation" (Schiffahrtsamt) und zur Errichtung des "Office de promotion des voies navigables" abgeänderten Fassung, wird ein durch die Wallonische Regierung festgelegter Betrag gemäß von ihr beschlossenen Modalitäten von allen Zahlungen, die durch die ordnungsmäßigen Bestimmungen über die Benutzung des Wasserstraßen und deren Nebenanlagen vorgeschrieben werden, mit Ausnahme des Anteils der in Artikel 11, 1° des Dekrets vom 24. November 1994 erwähnten Schiffahrtsrechte, vorrangig abgezogen, und zwar zugunsten der "Société de financement complémentaire des infrastructures" (Gesellschaft zur zusätzlichen Finanzierung der Infrastrukturen).

Art. 71 - Zusätzlich zum Artikel 20 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz der Oberflächengewässer gegen die Verschmutzung können die Studien und Arbeiten bezüglich einer Infrastruktur, die einer Person des öffentlichen Rechts gehört und deren Eigentum wegen ihrer Zweckbestimmung von der Klärungseinrichtung nicht erworben werden kann, durch die Region bezuschußt werden, sofern diese Arbeiten für die Errichtung von in Artikel 18, 1° und 4° desselben Dekrets erwähnten Klärungsanlagen notwendig sind. Durch ein Abkommen, das zwischen der Person des öffentlichen Rechts, die Eigentümer der Infrastruktur ist, und der Klärungseinrichtung abgeschlossen und von der Regierung genehmigt wird, werden die Rechte und Pflichten der Parteien sowie die praktischen Modalitäten für die Durchführung der Studien und Arbeiten bestimmt.

KAPITEL X Schlußbestimmungen

Art. 72 - Vorliegendes Dekret tritt am 1. Januar 1996 in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

Namur, den 22. Dezember 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung und der Internationalen Beziehungen,
J.-P. GRAFE

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

ALLGEMEINER AUSGABENHAUSHALTSPLAN DER WALLONISCHEN REGION FÜR DAS HAUSHALTSJAHR
1996

(In Millionen
Francs)

		Nicht aufgeglieder te Mittel	Aufgegliederte Mittel	
			Verpflichtun gsermächtig ungen	Ausgabeerm ächtigungen
	Abschnitt 01.			
	<i>Dotation an das Wallonische Parlament.</i>			
Programm 01.00	Dotation an das Wallonische Parlament	1.089,0	0	0
Programm 01.01	Dotation an den Vermittlungsdienst der Wallonischen Region	31,0	0	0
	<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 01.</i>	1.120,0	0	0
	Abschnitt 02.			
	<i>Kabinettausgaben Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe.</i>			
Programm 02.00	Existenzmittel	213,4	0	0
	<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 02.</i>	213,4	0	0
	Abschnitt 03.			
	<i>Kabinettausgaben des Ministers der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens.</i>			
Programm 03.00	Existenzmittel	170,0	0	0
	<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 03.</i>	170,0	0	0
	Abschnitt 04.			
	<i>Kabinettausgaben des Ministers der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes.</i>			
Programm 04.00	Existenzmittel	158,3	0	0
	<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 04.</i>	158,3	0	0
	Abschnitt 05.			
	<i>Kabinettausgaben des Ministers des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung.</i>			
Programm 05.00	Existenzmittel	174,5	0	0
	<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 05.</i>	174,5	0	0

		(In Millionen Francs)		
		Nicht aufgeglieder- te Mittel	Aufgegliederte Mittel	
			Verpflichtun- gsermächtig- ungen	Ausgabeerm- ächtigung- en
Programm 06.00	Abschnitt 06. Kabinettausgaben <i>des Ministers der Forschung, der Technologischen Entwicklung, des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen.</i>			
	Existenzmittel	145,0	0	0
	Gesamtbeträge für Abschnitt 06.	145,0	0	0
Programm 07.00	Abschnitt 07. Kabinettausgaben <i>des Ministers der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens.</i>			
	Existenzmittel	148,2	0	0
	Gesamtbeträge für Abschnitt 07.	148,2	0	0
Programm 08.00	Abschnitt 08. Kabinettausgaben <i>des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft.</i>			
	Existenzmittel	182,5	0	0
	Gesamtbeträge für Abschnitt 08.	182,5	0	0
Programm 09.01	Abschnitt 09. Dienststellen der Wallonischen Regierung und Einrichtungen, die keiner Verwaltungsabteilung angegliedert sind.			
	Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region	108,8	0	0
	Gesamtbeträge für Abschnitt 09.	180,8	0	0
Programm 09.02	Sozialdienst	72,0	0	0
Programm 10.01	Abschnitt 10. Generalsekretariat des Ministeriums der Wallonischen Region.			
	Allgemeine Personalverwaltung des Ministeriums	6.064,5	0	0
	Präsidenschaft, Sekretariat der Wallonischen Regierung und Kanzlei	81,6	0	0
	Verwaltungsbezogene Datenverarbeitung	256,4	0	0
	Regionale Statistik	33,3	0	0
	Juristische Direktion	2,7	0	0
	Öffentlicher Dienst, Ausbildung und Nutzung der menschlichen Mittel	42,6	8,5	8,5
	Schatzamt, Haushalt und Finanzen	50,5	0	0
	Allgemeine Schuldenlast	6.270,3	0	0

(In Millionen
Francs)

		Nicht aufgeglieder te Mittel	Aufgegliederte Mittel	
			Verpflichtun gsermächtig ungen	Ausgabeerm ächtigungen
Programm 10.12	Kommunikation und Information	34,2	0	0
	Gesamtbeträge für Abschnitt 10.	12.836,1	8,5	8,5
Abschnitt 11.				
Wirtschaft, Beschäftigung und Berufsausbildung.				
Programm 11.01	Wirtschaftsaufschwung Errichtungsfonds : Fonds für die Erneuerung der Industrie, (erster, zweiter und dritter Auftrag).	563,0	5.551,0	5.780,0
	<i>Saldo am 1. Januar 1996</i>	0	4,1	4,1
	<i>Einnahmen des laufenden Jahres</i>	0	0	0
	<i>Verfügbar für das Jahr 1996</i>	0	4,1	4,1
	<i>Ausgaben zu Lasten des Fonds</i>	0	0	0
	<i>Saldo am 31. Dezember 1996</i>	0	4,1	4,1
Programm 11.02	Umstrukturierung und Entwicklung	1.080,0	2.586,0	1.827,0
Programm 11.03	Industriegebiete	78,0	950,0	900,0
Programm 11.04	Wirtschaftspolitik, Koordinierung, Regelung, Qualitätszeichen und Information über die Beihilfen	15,5	0	0
Programm 11.05	Förderung der ausländischen Investitionen	85,0	16,0	8,0
Programm 11.06	KMB und Mittelstand	156,0	2.875,0	2.890,0
Programm 11.08	Förderung der Beschäftigung	147,1	91,0	91,0
Programm 11.09	Forem	2.255,2	0	0
	<i>Errichtungsfonds : Haushaltsfonds in Sachen Beschäftigung</i>			
	<i>Saldo am 1. Januar 1996</i>	0	6,7	6,7
	<i>Einnahmen des laufenden Jahres</i>	0	160,4	160,4
	<i>Verfügbar für das Jahr 1996</i>	0	167,1	167,1
	<i>Ausgaben zu Lasten des Fonds</i>	0	155,7	155,7
	<i>Saldo am 31. Dezember 1996</i>	0	11,4	11,4
Programm 11.10	Durch die Verwaltung geführter Plan zur Behebung der Arbeitslosigkeit, dessen Kostenübernahme jedoch durch Vermittlung des Forem gewährleistet wird	8.768,8	0	0
Programm 11.11	Unmittelbar durch die Verwaltung geführter Plan zur Behebung der Arbeitslosigkeit	5.137,3	520,6	430,9
Programm 11.13	Fortbildung der Angestellten und Beamten außerhalb des Forem	151,4	0	0
Programm 11.14	Forem - Fortbildung	2.131,4	0	0
Programm 11.15	Landwirtschaftliche Fortbildung	34,2	0	0
Programm 11.16	Fortbildung der Selbständigen	808,1	2,0	2,0
	Gesamtbeträge für Abschnitt 11.	21.411,0	12.747,3	12.084,6

		(In Millionen Francs)		
		Nicht aufgeglieder te Mittel	Aufgegliederte Mittel	
			Verpflichtun gsermächtig ungen	Ausgabeerm ächtigungen
	Abschnitt 12. Technologien und Forschung.			
Programm 12.01	Energie	22,0	326,0	358,0
Programm 12.02	Forschung	366,3	1.264,9	1.268,4
Programm 12.03	Beihilfen an Unternehmen	0	1.291,3	1.322,9
Programm 12.05	Fonds für Beihilfen und Beteiligungen der Wallonischen Region in Sachen Forschung und Technologie Errichtungsfonds : Fonds zur Finanzierung der Beihilfen und Beteiligungen der Wallonischen Region in Sachen Forschung und Technologie Saldo am 1. Januar 1996 Einnahmen des laufenden Jahres Verfügbar für das Jahr 1996 Ausgaben zu Lasten des Fonds Saldo am 31. Dezember 1996 Gesamtbeträge für Abschnitt 12.	0 0 0 0 0 0 388,3	0 37,6 100,0 137,6 101,3 36,3 2.983,5	0 91,6 100,0 191,6 120,4 71,2 3.069,7
	Abschnitt 13. Naturschätze und Umwelt.			
Programm 13.01	Forstwesen Errichtungsfonds : Fonds für die Verwaltung der Wälder der ehemaligen "Gruerie d'Arlon" (Artikel 7 des Staatsforstgesetzes vom 26. Juli 1952). Saldo am 1. Januar 1996 Einnahmen des laufenden Jahres Verfügbar für das Jahr 1996 Ausgaben zu Lasten des Fonds Saldo am 31. Dezember 1996 Errichtungsfonds : Fonds für die Verwaltung des Waldes von Herbeumont (Artikel 1, 16. des Staatsforstgesetzes vom 1. Juli 1983) Saldo am 1. Januar 1996 Einnahmen des laufenden Jahres Verfügbar für das Jahr 1996 Ausgaben zu Lasten des Fonds Saldo am 31. Dezember 1996	136,3 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	245,0 28,2 10,0 38,2 12,0 26,2 24,4 3,0 27,4 3,0 24,4	208,6 30,0 10,0 40,0 12,0 28,0 24,4 3,0 27,4 3,0 24,4
Programm 13.02	Erhaltung der Natur	109,0	191,0	149,0
Programm 13.03	Umwelt Errichtungsfonds : Fonds zur Verwaltung der Abfallstoffe (Dekret vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle) Saldo am 1. Januar 1996 Einnahmen des laufenden Jahres Verfügbar für das Jahr 1996 Ausgaben zu Lasten des Fonds Saldo am 31. Dezember 1996	391,0 0 0 0 0 0	5,6 986,1 2.500,0 3.486,1 2.686,1 800,0	2,5 1.071,2 2.500,0 3.571,2 2.686,1 885,1
Programm 13.04	Bodenschätze	41,6	10,0	16,1

		(In Millionen Francs)		
		Nicht aufgeglieder te Mittel	Aufgegliederte Mittel	
			Verpflichtun gsermächtig ungen	Ausgabeerm ächtigungen
Programm 13.05	Wasser (Kontrolle, Verwaltung und Herstellung)	2.293,9	731,5	836,8
	<i>Errichtungsfonds : Fonds für den Schutz von aufbereitablem Wasser (Dekret vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitablem Wasser)</i>			
	<i>Saldo am 1. Januar 1996</i>	0	1.579,7	1.779,7
	<i>Einnahmen des laufenden Jahres</i>	0	1.200,0	1.200,0
	<i>Verfügbar für das Jahr 1996</i>	0	2.779,7	2.979,7
	<u><i>Ausgaben zu Lasten des Fonds</i></u>	0	900,0	400,0
	<i>Saldo am 31. Dezember 1996</i>	0	1.879,7	2.579,7
	<i>Errichtungsfonds : Fonds für den Schutz von Grundwasser (Dekret vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitablem Wasser)</i>			
	<i>Saldo am 1. Januar 1996</i>	0	0	0
	<i>Einnahmen des laufenden Jahres</i>	0	50,0	50,0
	<i>Verfügbar für das Jahr 1996</i>	0	50,0	50,0
	<u><i>Ausgaben zu Lasten des Fonds</i></u>	0	50,0	20,0
	<i>Saldo am 31. Dezember 1996</i>	0	0	30,0
Programm 13.06	Schutz vor Wasserverschmutzung	927,0	1.200,0	356,9
	<i>Errichtungsfonds : Fonds für den Schutz der Oberflächengewässer (Dekret vom 30. April 1990 bezüglich der Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern)</i>			
	<i>Saldo am 1. Januar 1996</i>	0	- 3.062,3	1.182,0
	<i>Einnahmen des laufenden Jahres</i>	0	2.212,0	2.212,0
	<i>Verfügbar für das Jahr 1996</i>	0	- 850,3	3.394,0
	<u><i>Ausgaben zu Lasten des Fonds</i></u>	0	3.151,6	2.764,8
	<i>Saldo am 31. Dezember 1996</i>	0	- 4.001,9	629,2
Programm 13.08	Kontrolle der Umweltverschmutzung	55,7	9,2	9,2
Programm 13.09	Vorbeugung der Umweltverschmutzung	87,3	0	0
Programm 13.10	Jagd, Fischfang und Fischzucht	22,9	58,5	47,8
	Gesamtbeträge für Abschnitt 13.	4.064,7	9.253,5	7.512,8
	Abschnitt 14.			
	Lokale Behörden.			
Programm 14.01	Aufsicht	52,1	0	0
Programm 14.02	Allgemeine Finanzierung der Gemeinden	34.589,8	100,0	100,0
Programm 14.03	Allgemeine Finanzierung der Provinzen	4.412,4	0	0
Programm 14.04	Bezuschusste Arbeiten und Sportinfrastruktur	2.136,4	3.468,6	2.414,1
	Gesamtbeträge für Abschnitt 14.	41.190,7	3.568,6	2.514,1
	Abschnitt 15.			
	Raumordnung und Wohnungswesen.			
Programm 15.01	Raumordnung und Städtebau	80,7	89,0	135,5

(In Millionen Francs)

		Nicht aufgeglieder te Mittel	Aufgegliederte Mittel	
			Verpflichtun gsermächtig ungen	Ausgabeerm ächtigungen
Programm 15.02	Stadterneuerung und Sanierung der stillgelegten Gewerbebetriebsgelände	52,5	947,0	773,6
	<i>Errichtungsfonds : Fonds zur Erneuerung der wallonischen Industriegebiete (Gesetz vom 27. Juni 1978)</i>			
	Saldo am 1. Januar 1996			
	Einnahmen des laufenden Jahres			
	Verfügbar für das Jahr 1996			
	Ausgaben zu Lasten des Fonds			
		0	0	0
		0	0	0
		0	0	0
		0	0	0
		0	0	0
Programm 15.04	Wohnungswesen : Privatesektor	2.011,2	1.901,0	1.628,5
Programm 15.05	Wohnungswesen : öffentlicher Sektor	3.935,3	2.921,4	1.564,7
Programm 15.06	Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen	227,1	692,0	734,9
	<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 15.</i>			
	6.306,8 6.550,4 4.837,2			
<i>Abschnitt 16.</i>				
<i>Auswärtige Beziehungen.</i>				
Programm 16.01	Außenhandel	322,9	0	0
Programm 16.02	Förderung der Region auf internationaler Ebene	162,6	116,4	70,3
<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 16.</i>				
485,5 116,4 70,3				
<i>Abschnitt 17.</i>				
<i>Soziale Maßnahmen und Gesundheitswesen.</i>				
Programm 17.01	Gesundheitswesen	1.345,8	1.355,1	1.031,8
Programm 17.02	Geistesgesundheit	852,6	0	0
Programm 17.03	Soziale Maßnahmen	400,1	0	0
Programm 17.04	Familie	2.508,0	75,0	38,8
Programm 17.05	Senioren	12,1	500,0	342,7
Programm 17.06	Personen mit Behinderung	9.989,4	0	101,0
Programm 17.07	Soziale Eingliederung der Einwanderer	51,0	0	0
<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 17.</i>				
15.159,0 1.930,1 1.514,3				
<i>Abschnitt 18.</i>				
<i>Tourismus.</i>				
Programm 18.01	Tourismus	383,5	629,6	740,9
<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 18.</i>				
383,5 629,6 740,9				

(In Millionen
Francs)

		Nicht aufgeglieder te Mittel	Aufgegliederte Mittel	
			Verpflichtun gsermächtig ungen	Ausgabeerm ächtigungen
Abschnitt 19.				
Landwirtschaft				
Programm 19.01	Landwirtschaft, Schlachthöfe und Land- und Ernährungswirtschaft	823,0	2.174,2	976,2
Programm 19.02	Ländliche Entwicklung	279,2	265,2	252,3
Gesamtbeiträge für Abschnitt 19.		1.102,2	2.439,4	1.228,5
Abschnitt 50.				
Generalsekretariat des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen				
Programm 50.01	Allgemeine Personalverwaltung des Ministeriums	5.106,5	0	0
Programm 50.02	Funktionskosten und Leistungen durch Drittpersonen	114,1	0	0
Programm 50.03	Immobilienverwaltung und Gebäude	1.005,4	0	0
Programm 50.04	Niederlassung der Immobilien	456,4	447,3	487,7
Programm 50.05	Ausrüstung und Lieferungen	308,3	0	0
Programm 50.06	EDV-Verwaltung des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen	271,8	0	0
Gesamtbeiträge für Abschnitt 50.		7.262,5	447,3	487,7
Abschnitt 51.				
Wegenetz der Region.				
Programm 51.01	Bau des Wegenetzes	1.558,5	3.016,7	3.411,4
Programm 51.02	Pflege und Instandhaltung des Wegenetzes	71,8	3.593,1	3.112,0
Errichtungsfonds : Verkehrs- und Havariefonds (Dekret vom 17. Dezember 1992 zur Errichtung von Haushaltsfonds in Sachen öffentliche Arbeiten)				
<i>Saldo am 1. Januar 1996</i>		0	127,2	184,0
<i>Einnahmen des laufenden Jahres</i>		0	160,0	160,0
<i>Verfügbar für das Jahr 1996</i>		0	287,2	344,0
<i>Ausgaben zu Lasten des Fonds</i>		0	284,0	300,0
<i>Saldo am 31. Dezember 1996</i>		0	3,2	44,0
Gesamtbeiträge für Abschnitt 51.		1.630,3	6.893,8	6.823,4

		(In Millionen Francs)		
		Nicht aufgeglieder te Mittel	Aufgegliederte Mittel	
			Verpflichtun gsermächtig ungen	Ausgabeerm üchtigungen
	Abschnitt 52. Wasserwege der Region.			
Programm 52.01	Investitionen für Wasserwege, Häfen und Zufahrtswege, sowie für Staudämme und Sparbecken	2,0	1.840,2	1.778,0
Programm 52.02	Pflege und Instandhaltung der Wasserwege	30,4	827,5	857,5
	<i>Errichtungsfonds : Verkehrs- und Havariefonds (Dekret vom 17. Dezember 1992 zur Errichtung von Haushaltsfonds in Sachen öffentliche Arbeiten)</i>			
	<i>Saldo am 1. Januar 1996</i>	0	281,9	308,5
	<i>Einnahmen des laufenden Jahres</i>	0	198,8	198,8
	<i>Verfügbar für das Jahr 1996</i>	0	480,7	507,3
	<i>Ausgaben zu Lasten des Fonds</i>	0	200,0	200,0
	<i>Saldo am 31. Dezember 1996</i>	0	280,7	307,3
Programm 52.03	Förderung der Binnenschifffahrt	6,2	0	0
	Gesamtbeträge für Abschnitt 52.	38,6	2.867,7	2.835,5
	Abschnitt 53. Technische Dienststellen.			
Programm 53.01	Elektrizität - Wegenetz - Bau	0	400,1	463,1
Programm 53.02	Elektrizität - Wegenetz - Instandhaltung	0	1.174,9	1.186,8
Programm 53.03	Elektrizität - Wasserwege - Bau	0	272,2	114,9
Programm 53.04	Elektrizität - Wasserwege - Instandhaltung	0	278,0	263,6
Programm 53.05	Fernmeldenetz - Bau	0	292,0	183,0
Programm 53.06	Fernmeldenetz - Instandhaltung	0	220,0	202,2
Programm 53.07	Landschaftliche Integration	0	62,0	35,0
Programm 53.08	Kartographie	45,0	50,0	50,0
Programm 53.09	Ausrüstung des wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen	356,5	4,0	3,0
	<i>Errichtungsfonds : Fonds der technischen Studien (Dekret vom 17. Dezember 1992 zur Errichtung von Haushaltsfonds in Sachen öffentliche Arbeiten)</i>			
	<i>Saldo am 1. Januar 1996</i>	0	36,2	38,9
	<i>Einnahmen des laufenden Jahres</i>	0	25,0	25,0
	<i>Verfügbar für das Jahr 1996</i>	0	61,2	63,9
	<i>Ausgaben zu Lasten des Fonds</i>	0	61,2	63,9
	<i>Saldo am 31. Dezember 1996</i>	0	0	0
	Gesamtbeträge für Abschnitt 53.	401,5	2.814,4	2.565,5

(In Millionen
Francs)

		Nicht aufgeglieder te Mittel	Aufgegliederte Mittel	
			Verpflichtun gsermächtig ungen	Ausgabeerm ächtigungen
Abschnitt 54. Transportwesen.				
Programm 54.01	Öffentliche Stadt- und Nahverkehrsmittel	8.672,9	909,1	852,0
Programm 54.02	Regionale Flughäfen und -plätze	159,7	746,9	699,4
Programm 54.03	Binnenschifffahrt	3,3	0	0
Programm 54.04	Förderung und Koordination des Transports und Miete von Kfz	6,4	59,4	54,0
Programm 54.05	Schülertransport	771,6	0	0
Gesamtbeträge für Abschnitt 54.		9.613,9	1.715,4	1.605,4
ALLGEMEINE GESAMTBETRÄGE		124.767,3	54.965,9	47.898,4
<u>Worunter Errichtungsfonds :</u>				
	Saldo am 1. Januar 1996	0	49,8	4.721,1
	Einnahmen des laufenden Jahres	0	6.619,2	6.619,2
	Verfügbar für das Jahr 1996	0	6.669,0	11.340,3
	<u>Ausgaben zu Lasten der Fonds</u>	0	7.604,9	6.725,9
	Saldo am 31. Dezember 1996	0	- 935,9	4.614,4

Titre IV. - SONDERABSCHNITT

Anweise nder Minister	Artikel	BEZEICHNUNGEN	Saldo			Saldo
			am 1. Januar 1996	Einnahmen des Jahres	Ausgaben des Jahres	am 31. Dezember 1996
		TEIL I.				
		Geschäfte, die durch laufende Einnahmen finanziert werden				
		<i>Abschnitt 10.</i>				
VA	60 02 A	01 Fonds zur Durchführung von besonderen, vom . E.F.R.E. finanzierten Programmen	0	5.706,1	5.706,1	0
VA		02 Fonds zur Durchführung von besonderen, vom . E.A.G.F.L. finanzierten Programmen	20,0	212,9	214,0	18,9
VA		03 Fonds zur Durchführung von besonderen, vom E.S.F. . finanzierten Programmen	47,6	0	0	47,6
VA		04 Fonds zur Durchführung von besonderen, von den . Europäischen Gemeinschaften im Rahmen des "P.D.I." finanzierten Programmen	18,0	0	6,6	11,4
VA		05 Fonds zur Durchführung von besonderen, vom . I.F.O.P. finanzierten Programmen	16,0	0	10,0	6,0
LU		06 Fonds zur Durchführung von besonderen, vom . L.I.F.E. finanzierten Programmen	6,3	0	6,3	0
TA	60 03 C	Fonds zur Verwaltung des regionalen Immobilienvermögens, das nicht für die Verwaltung bestimmt ist	1,0	12,0	12,0	1,0
LU	60 04 C	Fischzuchtfonds (Gesetz vom 1. Juli 1954)	15,7	34,1	42,0	7,8
		<i>Gesamtbeiträge für Abschnitt 10.</i>	124,6	5.965,1	5.997,0	92,7
		<i>Abschnitt 31.</i>				
VA	66 08 A	Fonds zur Sicherstellung der Festlegung und Zahlungsanweisung der Ausgaben in Sachen Parallelkredite	5,7	0	0	5,7
		<i>Gesamtbeiträge für Abschnitt 31.</i>	5,7	0	0	5,7
		<i>Abschnitt 34.</i>				
CO	60 01 A	01 Fonds für Wirtschaftsaufschwung und regionale . wirtschaftliche Anpassung (Königlicher Erlaß N° 1 vom 18. April 1967).- Bereich Wirtschaft	46,3	0	0,1	46,2
		<i>Gesamtbeiträge für Abschnitt 34.</i>	46,3	0	0,1	46,2
		Gesamtbeiträge für Titel IV, Teil I.	176,6	5.965,1	5.997,1	144,6

Anweise nder Minister	Artikel	BEZEICHNUNGEN	Saldo			Saldo am 31. Dezember 1996
			am 1. Januar 1996	Einnahmen des Jahres	Ausgaben des Jahres	
		TEIL II.				
		Geschäfte, die durch Kapitaleinnahmen finanziert werden				
		<i>Abschnitt 10.</i>				
LU	60 03 A	Beteiligung im Hinblick auf die Schaffung von Bauerwartungsland, entweder durch Erwerb, oder durch Zuschüsse an öffentliche Einrichtungen bzw. untergeordnete Behörden, oder durch beitreibbare Vorschüsse an diese Einrichtungen bzw. Behörden	3,5	0	0	3,5
CO	60 05 A	Fonds für die Entschädigung der im Rahmen der Wirtschaftsaufschwungsgesetze durchgeführten Enteignungen	78,8	0	0,1	74,7
		<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 10.</i>	82,3	0	0,1	78,2
		<i>Abschnitt 33.</i>				
LU	63 01 A	Fonds zur Gewährung beitreibar Vorschüsse an das "Office wallon de Développement rural" für die Ausführung der Artikel 56 und 57 des Gesetzes vom 22. Juli 1970 betreffend die gesetzliche Flurbereinigung der ländlichen Güter und des Artikels 76 des Gesetzes vom 12. Juli 1976 betreffend die gesetzliche Flurbereinigung der ländlichen Güter bei der Ausführung von großen Infrastrukturarbeiten.	33,9	0	0	33,9
		<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 33.</i>	33,9	0	0	33,9
		<i>Abschnitt 34.</i>				
CO	60 01 A 01	Fonds für Wirtschaftsaufschwung und regionale wirtschaftliche Anpassung - Bereich Wirtschaft (Aufschwungsgesetze)	90,8	0	0	90,8
CO	03	Fonds für Wirtschaftsaufschwung und regionale wirtschaftliche Anpassung - Bereich öffentliche Arbeiten	100,3	0	0	100,3
CO	06	Fonds für Wirtschaftsaufschwung und regionale wirtschaftliche Anpassung - Bereich Wirtschaft, Umstrukturierung. - Ausführung durch die Exekutive von Artikel 2 § 3 des Gesetzes vom 2. April 1962	103,4	0	0	103,4
		<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 34.</i>	294,5	0	0	294,5
		<i>Abschnitt 38.</i>				
LU	60 08 A	Fonds zur Bekämpfung der Umweltbelastung in der wallonischen Region	56,2	0	0	56,2
		<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 38.</i>	56,2	0	0	56,2
		<i>Abschnitt 40.</i>				
LU	60 01 A	Fonds für Wirtschaftsaufschwung und regionale wirtschaftliche Anpassung (Königlicher Erlaß Nr. 1 vom 18. April 1967)	62,4	0	0	62,4
		<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 40.</i>	62,4	0	0	62,4
		Gesamtbeträge für Titel IV, Teil II.	447,0	0	0	447,0
		GESAMTBETRÄGE FÜR TITEL IV.	623,6	5.965,1	5.997,1	591,6

Titel V.- REGIONALE UNTERNEHMEN

Anweise nder Minister	Artikel		Nichtauf- geglie- derte Mittel	Aufgegliederte Mittel	
				Verpflich- tungser- mächtig- ungen	Ausgab- ermäch- tigun- gen
		BEZEICHNUNGEN			
		REGIONALES UNTERNEHMEN FÜR DIE HERSTELLUNG UND ZULEITUNG DES WASSERS AUSGABEN.			
		<i>Abschnitt I.- Laufende Geschäfte.</i>			
LU	11.03	Besoldungen und Zulagen für das aktive und beurlaubte Personal des regionalen Unternehmens	130,0		
LU	11.04	Zulagen jeglicher Art des aktiven und zur Verfügung gestellten Personals des regionalen Unternehmens	4,0		
LU	12.01	Lieferung von Gütern und Erbringung von Dienstleistungen und von intellektuellen Dienstleistungen an das regionale Unternehmen, zur Verwirklichung deren Aufgaben	159,0		
LU	12.02	Entschädigungen jeglicher Art an das Personal für wirkliche Lasten und materielle Schäden, und Fahrtkosten bezüglich der Dienstreisen (einschließlich der Beteiligung des Arbeitgebers am Preis der Sozialabonnements)	1,7		
LU	12.05	Abgabe und Gebühr in Anwendung der Dekrete vom 30. April 1990	108,0		
LU	21.01	Geschuldete Zinsen	0		
LU	33.01	Verschiedene Vergütungen an Drittpersonen infolge der Haftung des Unternehmens	1,0		
LU	41.01	Übertragung an das regionale Schatzamt	0		
LU	03.01	Speisung des Fonds für Risiken und Lasten Drittpersonen gegenüber	0		
LU	03.02	Speisung des Reservefonds	15,3		
LU	03.03	Speisung des Erneuerungsfonds	0		
LU	03.04	Speisung des Tilgungsfonds	100,0		
		<i>Gesamtbeträge für Abschnitt I.</i>	519,0	—	—
		<i>Abschnitt II.- Kapitalgeschäfte.</i>			
LU	71.01	Erwerb von Grundstücken und Gebäuden im Zusammenhang mit der Tätigkeit des Unternehmens		0	0
LU	73.01	Ausgaben bezüglich der durch das Unternehmen ausgeführten Arbeiten und Anschaffungen, einschließlich der Kosten und Studien		246,0	269,6
LU	73.02	01 Arbeiten und Studien in Sachen Herstellung und Zuleitung des Wassers, einschließlich der großen hydraulischen Arbeiten		123,0	29,8
LU		02 Arbeiten und Studien in Sachen Herstellung und Zuleitung des Wassers.- Anwendung des Dekrets vom 30. April 1990 bezüglich des kohlenhaltigen Kalksteins, einschließlich der Beteiligung der EG (Ziel I)		586,4	450,2

Anweise nder Minister	Artikel		Nichtauf- geglie- derte Mittel	Aufgegliederte Mittel	
				Verpflich- tungser- mächtig- ungen	Ausgab- ermäch- tigun- gen
LU	73.20	Verbesserungsarbeiten und außergewöhnliche Instandhaltungsarbeiten, mit Inbegriff der Anwendung der Dekrete vom 30. April 1990		100,0	151,6
LU	74.01	Ankauf von Maschinen, Mobiliar, Material, einschließlich Transportmittel		15,0	20,0
		<i>Gesamtbeträge für Abschnitt II.</i>	—	1.070,4	921,2
		<i>Gesamtbeträge für die Ausgaben.</i>	519,0	1.070,4	921,2
EINNAHMEN.					
<i>Abschnitt I. - Laufende Geschäfte.</i>					
LU	16.01	Verkauf von Wasser und Strom	507,0		
LU	16.02	Erträge in Zusammenhang mit den besonderen Aufträgen des Unternehmens	0,6		
LU	16.04	Sonstige Erträge	1,4		
LU	08.01	01 Finanzielle Beteiligung der wallonischen Region : Funktion			
		02 Finanzielle Beteiligung der wallonischen Region in Anwendung der Dekrete vom 30. April 1990			
LU	08.02	Zuschuß der wallonischen Region für Risiken und Lasten Drittpersonen gegenüber			
LU	08.03	01 Zinsen der angelegten Fonds	9,0		
LU		02 Abbuchung aus dem Tilgungsfonds			
LU		03 Abbuchung aus dem Fonds für Risiken und Lasten Drittpersonen gegenüber	1,0		
		<i>Gesamtbetrag für Abschnitt I.</i>	519,0		
<i>Abschnitt II. - Kapitalgeschäfte.</i>					
LU	08.04	01 Finanzielle Beteiligung der wallonischen Region	400,0		
		02 Finanzielle Beteiligung der wallonischen Region in Anwendung der Dekrete vom 30. April 1990	225,1		
		03 Finanzielle Beteiligung der europäischen Gemeinschaft (Ziel 1)	225,1		
LU	08.05	Verschiedene Vermögenseinnahmen			
LU	08.06	Abbuchung aus dem Erneuerungsfonds			
LU	08.07	Abbuchung aus dem Reservefonds	71,0		
		<i>Gesamtbetrag für Abschnitt II.</i>	921,2		
		<i>Gesamtbetrag für die Einnahmen</i>	1440,2		

Anweise- nder Minister	Artikel		Nichtauf- geglie- derte Mittel	Aufgegliederte Mittel	
				Verpflich- tungser- mächtig- ungen	Ausgab- ermäch- tigun- gen
		WALLONISCHES REGIONALES AMT FÜR ABFÄLLE			
		AUSGABEN			
		<i>Abschnitt I. - Laufende Geschäfte.</i>			
LU	11.03	Besoldungen und Zulagen für das aktive und beurlaubte Personal des regionalen Unternehmens und der Dienststellen "saubere Technologien" und "saubere Produkte"	p.m.	—	—
LU	11.04	Zulagen jeglicher Art des aktiven und zur Verfügung gestellten Personals des regionalen Unternehmens	p.m.	—	—
LU	12.01	Studien, Lieferung von Gütern und Erbringung von Dienstleistungen und intellektuellen Dienstleistungen zur Verwirklichung der Aufgaben des regionalen Unternehmens	—	20,0	6,5
LU	12.02	Entschädigungen jeglicher Art an das Personal für wirkliche Lasten und materielle Schäden, sowie Fahrkosten bezüglich der Dienstreisen (einschließlich der Beteiligung des Arbeitgebers am Preis der Sozialabonnements)	p.m.	—	—
LU	12.03	Studien, Lieferung von Gütern und Erbringung von Dienstleistungen und intellektuellen Dienstleistungen sowie Öffentlichkeitsarbeit, Dokumentation, Teilnahme an Seminaren und Kolloquien, Versammlungskosten	30,0	—	—
LU	12.04	Einsammlung besonderer Abfälle und wiederverwertbarer Materien	—	140,0	157,0
LU	12.05	Lieferung von Gütern und Erbringung von Dienstleistungen und intellektuellen Dienstleistungen zur Verwirklichung der Aufgaben der Dienststellen "saubere Technologien" und "saubere Produkte"	—	0	0
LU	12.07	Lieferung von Gütern und Erbringung von Dienstleistungen im Zusammenhang mit der elektronischen Datenverarbeitung in Sachen Abfallverbringung und -vernichtung (nicht beschränkte Haushaltsmittel)	—	14,0	6,0
LU	12.08	Mit der Einziehung der Gebühr für Haushaltsabfälle (nicht beschränkte Haushaltsmittel) verbundene Kosten	45,0	—	—
LU	14.01	Sonderkosten für die Verarbeitung, Verbringung oder Vernichtung der Abfälle, die durch die Region aufgrund der Artikel 16,21 oder 28 des Dekrets vom 5. Juli 1985 über die Abfälle verauslagt werden	—	0	0
LU	21.01	Zinsen der Schuld	0	—	—
LU	30.01	Zuschüsse im nicht öffentlichen Bereich in Sachen Abfallverwaltung	0	12,0	11,2
LU	32.01	Funktionskosten der SPAQUE (nicht beschränkte Haushaltsmittel)	63,5	—	—
LU	33.01	Verschiedene Entschädigungen an Drittpersonen infolge der Haftung des Unternehmens	0	—	—
LU	43.01	Zuschüsse an untergeordnete Behörden für die Verbesserung in Sachen Verwaltung der Abfälle	151,8	—	—
LU	43.03	Zuschüsse zugunsten der Gemeinden und Interkommunalen, die eine Politik zur Verarbeitung der Abfälle betreiben (nicht beschränkte Haushaltsmittel)	—	450,0	450,0

Anweise nder Minister	Artikel		Nichtauf geglie- derte Mittel	Aufgegliederte Mittel	
				Verpflich- tungser- mächtig- ungen	Ausgab- eermäch- tigungen
LU	03.01	Speisung des Fonds für Risiken und Lasten Drittpersonen gegenüber	0	—	—
LU	03.02	Speisung des Erneuerungsfonds	0	—	—
LU	03.03	Speisung des Tilgungsfonds	0	—	—
LU	03.04	Speisung des Reservefonds	0	—	—
		<i>Gesamtbeträge für Abschnitt I.</i>	290,3	636,0	630,7
		<i>Abschnitt II. - Kapitalgeschäfte.</i>			
LU	50.02	Zuschüsse im nicht öffentlichen Bereich zugunsten des Umweltschutzes		0	0
LU	51.01	Vorschüsse an Drittpersonen in Sachen regionale Beteiligung an Sanierungsmaßnahmen		200,0	400,0
LU	60.01	Zuschüsse an den öffentlichen Bereich zugunsten des Umweltschutzes und der Verarbeitung der Abfälle		2.247,0	1.381,0
LU	71.01	Erwerb von Grundstücken und Gebäuden im Zusammenhang mit der Tätigkeit des Unternehmens		0	0
LU	73.01	Ausgaben bezüglich der durch das Unternehmen ausgeführten Arbeiten und Anschaffungen, einschließlich der Kosten und Studien		0	0
LU	74.06	Ankauf von Maschinen, Mobiliar, Material, einschließlich Transportmittel	4,1	—	—
LU	81.01	Kapitalzuwendungen und beitreibbare Vorschüsse in Sachen Umwelt und Verarbeitung der Abfälle		0	100,0
LU	81.02	Kapitalzuwendungen und beitreibbare Vorschüsse in Sachen Umwelt und Verarbeitung der Abfälle		0	0
LU	91.01	Schuldentilgung		—	—
		<i>Gesamtbeträge für Abschnitt II.</i>	4,1	2.447,0	1.881,0
		<i>Gesamtbeträge für die Ausgaben.</i>	294,4	3.083,0	2.511,7

Anweise nder Minister	Artikel	BEZEICHNUNGEN	Erwiesene Ansprüche
		EINNAHMEN.	
		<i>Abschnitt I. - Laufende Geschäfte.</i>	
LU	16.01	Verkauf von Dienstleistungen	0
LU	16.02	Verschiedene Erträge	0
LU	06.01	Abbuchung aus dem Fonds für die Verwaltung der Abfallstoffe	2.606,1
LU	06.02	Dotation der Wallonischen Region für Risiken und Lasten Drittpersonen gegenüber	0
LU	06.03	01. Zinsen der angelegten Fonds	0
LU		02. Abbuchung aus dem Tilgungsfonds	0
LU		03. Abbuchung aus dem Fonds für Risiken und Lasten Drittpersonen gegenüber	0
		<i>Gesamtbeträge für Abschnitt I.</i>	2.606,1
		<i>Abschnitt II. - Kapitalgeschäfte.</i>	
LU	96.01	Ertrag der Anleihen	0
LU	08.04	Dotation der Wallonischen Region	200,0
LU	08.05	Verschiedene Vermögenseinnahmen	0
LU	08.05	Verschiedene Vermögenseinnahmen	0
LU	08.06	Abbuchung aus dem Erneuerungsfonds	0
LU	08.07	Abbuchung aus dem Reservefonds	0
		<i>Gesamtbeträge für Abschnitt II.</i>	200,0
		<i>Gesamtbeträge für die Einnahmen.</i>	2.806,1

TITEL VI.- GETRENNT VERWALTETE REGIONALE DIENSTSTELLEN.

(in
Millionen
Francs)

Anweisen der Minister	Artikel	BEZEICHNUNGEN			
		WALLONISCHE EXPORTAGENTUR - AWEX			
		ABSCHNITT I.- LAUFENDE GESCHÄFTE.			
		A. Einnahmen.			
CO	16.01	Rückzahlung von Dienstleistungen	10,0		
CO	16.02	Verschiedene Erträge	208,3		
CO	06.01	Beteiligung der wallonischen Region	197,9		
CO	08.01	Am 31. Dezember 1995 verfügbarer Saldo, einschließlich des Kassenbestandes des Außenhandelsfonds	420,0		
		Gesamtbetrag für die Einnahmen.	836,2		
			<i>Nicht aufgeglied erte Mittel</i>	<i>Verpflichtu ngsermäc htigungen</i>	<i>Ausgabeer mächtigun gen</i>
		B. Ausgaben.			
CO	11.03	Besoldungen und Zulagen für das vertragliche Personals der regionalen Agentur	16,0	—	—
CO	11.04	Zulagen jeglicher Art für das vertragliche Personal der regionalen Agentur	1,6	—	—
CO	12.02	Lieferung von Gütern und Erbringung von Dienstleistungen zur Verwirklichung der Aufträge der AWEX, insbesondere Kosten der Dienstaufträge. Teilnahme an Messen, Seminaren, Kolloquien, Sitzungen, Öffentlichkeitsarbeit, Dokumentation, Gutachten, Studien, usw.	274,75	—	—
CO	12.03	Funktionskosten der Vertretungen im Ausland	280,0	—	—
CO	30.01	Zuschuß zur Förderung des Außenhandels sowie der Investitionsbereitschaft im Ausland	47,6	—	—
CO	30.02	Zuschüsse Außenhandelsfonds, Ausbildung, multisektorielle Büros, Förderung der KMB, Wirtschaftspartnerschaft und EFRE Programm (Ziele 2 und 5B)	—	352,15	207,15
CO	34.01	Beiträge	9,1	—	—
		Gesamtbetrag für die Ausgaben.	629,05	352,15	207,15

		<i>(In Millionen Francs)</i>					
<i>Anweisen der Minister</i>	<i>Artikel</i>	<i>BEZEICHNUNGEN</i>					
CO	11.05	<i>C. Übertragungen.</i>					
		<i>D. Einstweilige Mittel.</i>					
		Einstweilige Mittel für die Indexierung der Besoldungen, Kosten der sozialen Planung					
		<i>Gesamtbetrag für die einstweiligen Mittel.</i>					
CO	81.01	<i>E. Saldo.</i>					
		Einnahmen	836,2				
		Ausgaben	629,05	352,15	207,15		
		Einstweilige Mittel					
		<i>Saldo in Zahlungsmitteln</i>	0				
		<i>Saldo in Aktionsmitteln</i>	- 145,0				
		ABSCHNITT II.- KAPITALGESCHÄFTE.					
		<i>A. Einnahmen.</i>					
				Rückzahlung von Darlehen, Kapitalzuwendungen, Vorschüssen	3,0		
				Beteiligung der wallonischen Region	125,0		
		Am 31. Dezember 1995 verfügbarer Saldo, einschließlich des Kassenbestands des Außenhandelsfonds	85,0				
		Verschiedene Vermögenseinnahmen	0				
		<i>Gesamtbetrag für die Einnahmen.</i>	213,0				
			<i>Nicht aufgeglied erte Mittel</i>	<i>Verpflichtu ngsermäch tigungen</i>	<i>Ausgabeer mächtigun gen</i>		
<i>B. Ausgaben.</i>							
		Erwerb von Grundstücken und Gebäuden im Zusammenhang mit der Tätigkeit der Agentur	0	—	—		
		Ankauf von Maschinen, Mobiliar, Material, einschließlich Transportmittel	3,0	—	—		
		Rückzahlbare Darlehen, befristbare Vorschüsse, Kapitalzuwendungen zur Förderung des Außenhandels und der Investitionen aus dem Ausland	115,0	—	—		
		Darlehen Außenhandelsfonds, Kreditlinien, Kapitalbeteiligungen, Partnerschaftsaktionen und Ausdehnung Außenhandelsfonds	0	—	—		

(in
Millionen
Francs)

Anweisen der Minister	Artikel	BEZEICHNUNGEN		
CO	81.03	Darlehen Außenhandelsfonds, Kreditlinien, Kapitalbeteiligungen, Partnerschafisaktionen und Ausdehnung Außenhandelsfonds	190,0	95,0
		<i>Gesamtbetrag für die Ausgaben.</i>	118,0	190,0 95,0
		<i>C. Übertragungen.</i>		
		<i>D. Saldo.</i>		
		Einnahmen	213,0	
		Ausgaben	118,0	190,0 95,0
		<i>Saldo der Zahlungsmittel</i>	0	
		<i>Saldo der Aktionsmittel</i>	- 95,0	
		ABSCHNITT III.- ORDERGESCHÄFTE.		
		<i>A. Einnahmen.</i>		
		1. Fonds für Dritzzahlungen	0	
		2. Finanzverwaltungsfonds	0	
		<i>Gesamtbetrag für die Einnahmen.</i>	0	
		<i>B. Ausgaben.</i>		
		1. Fonds für Dritzzahlungen	0	
		2. Finanzverwaltungsfonds	0	
		<i>Gesamtbetrag für die Ausgaben.</i>	0	
		<i>C. Saldo.</i>		

Anweisen der Minister	Artikel	BEZEICHNUNGEN	Mittel
		AMT ZUR FÖRDERUNG DER SCHIFFBAREN WASSERSTRASSEN ABSCHNITT I.- LAUFENDE GESCHÄFTE.	
		<i>A. Einnahmen.</i>	
LE	16.01	Rückzahlung von Dienstleistungen	0,1
LE	16.02	Verschiedene Erträge	0,1
LE	01.01	Schiffahrtsrechte	13,8
LE	06.01	Beteiligung der wallonischen Region	1,0

(In
Millionen
Francs)

Anweisen der Minister	Artikel	BEZEICHNUNGEN	
LE	08.01	Am 31. Dezember 1995 verfügbarer Saldo	
		<i>Gesamtbetrag für die Einnahmen.</i>	15,0
		<i>B. Ausgaben.</i>	
LE	11.03	Besoldungen und Zulagen für das Personal des Amtes zur Förderung der schiffbaren Wasserstraßen	7,0
LE	11.04	Zulagen gleich welcher Art des Amtes zur Förderung der schiffbaren Wasserstraßen	0,5
LE	12.02	Lieferung von Gütern und Erbringung von Dienstleistungen zur Verwirklichung der Aufträge des Amtes, insbesondere Kosten der Dienstaufträge, Teilnahme an Messen, Seminare, Versammlungen, Öffentlichkeitsarbeit, Dokumentation, Gutachten, Studien, usw.	1,5
LE	12.03	Funktionskosten	1,0
LE	30.01	Zuschuß zur Förderung der Binnenschifffahrt	5,0
		<i>Gesamtbetrag für die Ausgaben.</i>	15,00
		<i>C. Übertragungen.</i>	
		<i>D. Einstweilige Mittel.</i>	
LE	11.05	Einstweilige Mittel für Indexierung der Besoldungen, Kosten der sozialen Programmierung	0
		<i>Gesamtbetrag für die einstweiligen Mittel.</i>	0
		<i>E. Saldo.</i>	
		Einnahmen	15,0
		Ausgaben	15,0
		Einstweilige Mittel	0
		<i>Gesamtbetrag</i>	0
		ABSCHNITT II. - KAPITALGESCHÄFTE.	
		<i>A. Einnahmen.</i>	
LE	06.01	Beteiligung der wallonischen Region	2,2
LE	08.01	Am 31. Dezember 1995 verfügbarer Saldo	0
LE	08.05	Verschiedene Vermögenseinnahmen	0
		<i>Gesamtbetrag für die Einnahmen.</i>	2,2

(In
Millionen
Francs)

Anweisungen der Minister	Artikel	BEZEICHNUNGEN	
LE	74.06	B. Ausgaben.	
		Ankauf von Maschinen, Mobiliar, Material, einschließlich der Transportmittel	2,2
		Gesamtbetrag für die Ausgaben.	2,2
		C. Übertragungen.	
		D. Saldo.	
		Einnahmen	2,2
		Ausgaben	2,2
		Gesamtbetrag	0
		ABSCHNITT III. - ORDERGESCHÄFTE	
		A. Einnahmen.	
		1. Fonds für Drittzahlungen	0
		2. Finanzverwaltungsfonds	0
		Gesamtbetrag für die Einnahmen.	0
		B. Ausgaben.	
		1. Fonds für Drittzahlungen	0
		2. Finanzverwaltungsfonds	0
		Gesamtbetrag für die Ausgaben.	0
		C. Saldo.	
LU	16.01	WALLONISCHES AMT FÜR LÄNDLICHE ENTWICKLUNG. ABSCHNITT I. LAUFENDE GESCHÄFTE A. EINNAHMEN. Erträge infolge von Verträgen und vom Verkauf von Dokumenten	2,1
LU	19.01	Beitreibung der Kosten für Überwachung, Kontrolle und Studien	15,8

		(In Millionen Francs)			
Anweisen der Minister	Artikel	B E Z E I C H N U N G E N			
LU	26.01	Zinsen des laufenden Kontos	1,0		
LU	28.01	Erträge infolge des Besitzes von im Rahmen der Aufträge des Amtes erworbenen Immobilien	3,8		
LU	46.01	Funktionsdotation	19,3		
LU	06.02	Sonstige Erträge	0		
LU	08.01	Am 31. Dezember 1995 verfügbarer Saldo	0		
		<i>Gesamtbetrag für die Einnahmen</i>	42,0		
		B. AUSGABEN.		<i>Crédits non dissociés</i>	<i>Crédits d'engage- ment</i>
				<i>Crédits d'ordon- nancement</i>	
LU	12.01	Lieferung von Gütern und Erbringung von verschiedenen Dienstleistungen, Dienstreisekosten, Teilnahme an Messen, Seminaren, Kolloquien, Sitzungen, Öffentlichkeitsarbeit, Dokumentation, Gutachten, Studien, Zulieferungskosten, Versicherungen, Abgaben, Honorare von Anwälten, ...	42,0	—	—
		<i>*Gesamtbetrag für die Ausgaben</i>	42,0	0	0
		ABSCHNITT II. KAPITALGESCHÄFTE			
		A. EINNAHMEN.			
LU	66.01	Beteiligung der Wallonischen Region	203,4		
LU	76.01	Erträge aus dem Verkauf von Vermögensgütern	0		
LU	76.02	Erträge infolge des Verkaufs oder der Neuzuweisung der im Rahmen der Ausübung des in Sachen Flurbereinigung vorgesehenen Vorkaufsrechts erworbenen Immobilien	7,9		
LU	77.01	Verkauf von Vermögensgütern	0		
LU	00.89	Rückzahlung der den Ausschüssen für Flurbereinigung bewilligten Darlehen im Hinblick auf die Bereinigung ihrer Kreditsaldi	27,9		
LU	89.30	Erträge infolge der Beitreibung der für die technischen Ausgaben im Rahmen der Anwendung der Gesetze über die Flurbereinigung genehmigten Vorschüsse	63,0		
LU	08.02	Am 31. Dezember 1995 verfügbarer Saldo	0		
		<i>Gesamtbetrag für die Einnahmen</i>	302,2		

(in
Millionen
Francs)

Anweisen der Minister	Artikel	BEZEICHNUNGEN			
			Nicht aufgegliederte Mittel	Verpflichtungs- ermächti- gungen	Ausgabeermä- chtigungen
		B. AUSGABEN.			
LU	71.01	Ausgaben infolge der Ausübung des in Sachen Flurbereinigung vorgesehenen Vorkaufsrechts	9,4	—	—
LU	71.02	Erwerb von spezifischen Immobiliengütern für die Aufträge des Amtes	0	—	—
LU	73.01	Beteiligung an den technischen Ausgaben bezüglich der Anwendung der Gesetzgebung in Sachen Flurbereinigung.- Bezuschubarer Teil	—	298,0	178,8
LU	74.01	Beim Ankauf von Grundstücken und Gebäuden registrierten Kosten	0,6	—	—
LU	74.02	Erwerb von langlebigen, beweglichen Gütern, die spezifisch für die Aufträge des Amtes bestimmt sind	13,5	—	—
LU	85.01	Den Ausschüssen für Flurbereinigung bewilligte Darlehen im Hinblick auf die Bereinigung ihrer Kreditsaldi	27,9	—	—
LU	85.02	Beteiligung an den technischen Ausgaben bezüglich der Anwendung der Gesetzgebung in Sachen Flurbereinigung.- Nicht bezuschubarer Teil - Beitreibbare Vorschüsse	—	120,0	72,0
		<i>Gesamtbetrag für die Ausgaben</i>	51,4	418,0	250,8
		ABSCHNITT III. - ORDERGESCHÄFTE.			
		A. Einnahmen.			
LU	08.03	<i>Fonds für Drittzahlungen</i>	0		
LU	06.01	<i>Europäische Fonds</i>	11,2		
		<i>Gesamtbetrag für die Einnahmen.</i>	11,2		
		B. Ausgaben.			
LU	01.01	<i>Fonds für Drittzahlungen</i>	11,2		
		<i>Gesamtbetrag für die Ausgaben.</i>	11,2		

(in
Millionen
Francs)

Anweisen der Minister	Artikel	BEZEICHNUNGEN			
		SALDI			
		GESAMTBETRÄGE FÜR DIE EINNAHMEN.	355,4		
		GESAMTBETRÄGE FÜR DIE AUSGABEN	104,6	418,0	250,8
		<i>Saldo in Zahlungsmitteln</i>	- 167,2		
		<i>Saldo in Aktionsmitteln</i>	0		

TITEL VII. - EINRICHTUNGEN ÖFFENTLICHEN INTERESSES

Anweis ender Minister	Artikel	BEZEICHNUNGEN	1996	1995	1994
		WALLONISCHER VORSCHUSSFONDS FÜR DIE WIEDERHERSTELLUNG DER INFOLGE DER ENTNAHME UND DES HOCHPUMPENS DES GRUNDWASSERS ENTSTANDENEN SCHÄDEN			
		4. EINNAHMEN.			
LU	411.05	Rückerstattung von Vorschüssen	3,0	22,0	22,0
LU	411.07	Erträge aus Beiträgen (und aus dem Verkauf von Dokumenten)	—	—	122,8
LU	413.01	Zinsen der Kapitalanlagen	7,0	9,0	6,0
LU	442.01	Anleihen	—	—	—
LU	460.05	Entnahme aus des Reservefonds	—	21,9	—
		GESAMTBETRÄGE FÜR DIE EINNAHMEN.	10,0	52,9	150,8

<i>Anweis ender Minister</i>	<i>Artikel</i>	<i>BEZEICHNUNGEN</i>	<i>1996</i>	<i>1995</i>	<i>1994</i>
		5. AUSGABEN.			
LU	511.08	Verwaltungsentschädigungen	—	0,1	0,1
LU	513.02	Reisekosten	0,1	0,1	—
LU	522.01	Bürokosten (und Drucken von Dokumenten)	0,1	0,2	2,8
LU	524.01	Kosten der Gutachten	0,5	0,5	—
LU	524.02	Hypothekkosten	0,5	0,5	1,0
LU	524.03	Gerichtskosten	2,0	1,0	2,0
LU	525.01	Zinsen der Anleihen	—	—	—
LU	540.01	Kosten für Studien und geotechnische Versuche	1,0	20,0	5,0
LU	540.02	Einzahlung der Vorschüsse	5,6	30,0	135,0
LU	560.01	Rückzahlung der Anleihen	—	—	—
LU	560.02	Abgabenrückzahlungen	0,2	0,5	4,9
LU	560.05	Konsolidierung der Rücklagefonds	—	—	—
		GESAMTBETRÄGE FÜR DIE AUSGABEN.	10,0	52,9	150,8

		REGIONALES AMT ZUR FÖRDERUNG DER LANDWIRTSCHAFT UND DES GARTENBAUS	
		EINNAHMEN.	
		I. FUNKTION	
LU	500/100	500 Allgemeines Dotation der Wallonischen Region.	73.000.000
LU	500/	Einnahmen aus der Rückzahlung des vorübergehend in den Kabinetten aufgenommenen Personals	1.070.000
		GESAMTBETRAG DER FUNKTIONSEINNAHMEN	74.070.000

		II. FÖRDERUNG	
		A. HORIZONTALES PROGRAMM	
LU	709.00/	Dotation der Wallonischen Region.	18.500.000
		Gesamtbeitrag für Programm A	18.500.000
		B. SEKTORENPROGRAMME	
		Sektor 1 - "GROSSANBAU"	
LU	701.01/	F.P. Kartoffelsetzlinge	1.000.000
LU	701.02/	F.P. Kartoffelerzeuger/BAUER?	4.150.000
LU	701.03/	F.P. Saatgut	500.000
LU	701.04/	F.P. Getreide	
LU	701.00/	Anteil der Dotation	1.100.000
LU	701.00/	Zinsen der Anlagen (7,8 % des veranschlagten Gesamtbetrags)	156.000
		Gesamtbeitrag für Rubrik 701	6.906.000
		Sektor 2 - GARTENBAU	
LU	702.01/	F.P. Zierpflanzengärtner	3.600.000
LU	702.02/	F.P. "P.H.N.C."	5.600.000
LU	702.03-04/	F.P. Obst und Gemüse	250.000
LU	702.00/	Anteil der Dotation	3.700.000
LU	702.00/	Zinsen der Anlagen (10,6 % des veranschlagten Gesamtbetrags)	212.000
		Gesamtbeitrag für Rubrik 702	13.362.000
		Sektor 3 - ZUCHT & FLEISCH	
LU	703.01/	F.P. Rind	9.000.000
LU	703.03/	F.P. Schwein	6.000.000
LU	703.00/	Anteil der Dotation	5.800.000
LU	703.01/	Abbuchung Reserve (Rind)	966.000
LU	703.01/	Abbuchung Reserve (Schwein)	1.205.000
LU	703.00/	Zinsen der Anlagen (16,8 % des veranschlagten Gesamtbetrags)	336.000
		Gesamtbeitrag für Rubrik 703	23.307.000
		Sektor 4 - MILCH	
LU	704.01/	F.P. Milchprodukte	55.050.000
LU	704.00/	Anteil der Dotation	4.700.000
LU	704.00/	Zinsen der Anlagen (61,8 % des veranschlagten Gesamtbetrags)	1.236.000
		Gesamtbeitrag für Rubrik 704	60.986.000
		Sektor 5 - KLEINTIERZUCHT	
LU	705.01/	F.P. Schafe, Ziegen	175.000
LU	705.02/	F.P. Fische	850.000
LU	705.03/	F.P. Geflügelhaltung (einschließlich des Fertigfutters)	1.650.000
LU	705.04/	F.P. Kaninchen	25.000
LU	705.00/	Anteil der Dotation	1.200.000
LU	705.00/	Zinsen der Anlagen (3,0 % des veranschlagten Gesamtbetrags)	60.000
		Gesamtbeitrag für Rubrik 705	3.960.000
		Sektor 6 - LAND- UND ERNÄHRUNGSWIRTSCHAFT	
LU	707.00/	Abbuchung Reserve horizontales Programm (z.B. ONDAH)	4.500.000
		Gesamtbeitrag für Rubrik 707	4.500.000
		Gesamtbeitrag für die Programme B	113.021.000
		GESAMTBETRAG FÜR DIE FÖRDERUNG	131.521.000
		GESAMTBETRAG FÜR DIE EINNAHMEN	205.591.000

		AUSGABEN	
		I. FUNKTION	
		610 PERSONAL	
LU		<i>11 Gehälter</i>	38.800.000
LU		<i>12 Arbeitgeberbeiträge</i>	12.800.000
		<i>13 Finanzielle Vorteile</i>	
LU	610/131	Beteiligung an den Fahrtkosten zwischen Wohnsitz und Arbeitsstelle	450.000
LU	610/132	Zulagen für Kleidung	20.000
LU	610/133	Mahlzeitschecks	1.800.000
LU	610/134	Zusätzliche Versicherung	25.000
LU	610/135	Gewerkschaftsprämie	30.000
		Gesamtbetrag	2.325.000
		<i>14 Ausbildung des Personals</i>	
LU	610/140	Ausbildung des Personals	400.000
		<i>15 Sozialdienst</i>	
LU	610/150	Sozialdienst	250.000
		<i>16 Soziale Planung</i>	
LU	610/160	Soziale Planung	10.000
		<i>17 Sonstige Vergütungen</i>	
LU	610/171	Anwesenheitsgeld der Verwalter, der Vorsitzenden der Beratungsabteilungen und der im Verwaltungsrat eingeladenen Personen	500.000
LU	610/173	Gesetzliche Zulagen	600.000
		Gesamtbetrag	1.100.000
		<i>18 Vertretungs-, Aufenthalts- und Fahrtkosten</i>	
LU	610/181	Vertretungskosten in Belgien	225.000
LU	610/182	Vertretungskosten im Ausland	100.000
LU	610/183/01	Fahrtkosten in Belgien (Personal)	1.200.000
LU	610/183/02	Fahrtkosten in Belgien (Verwalter)	500.000
LU	610/184/01	Fahrtkosten im Ausland (Personal)	50.000
LU	610/184/02	Fahrtkosten im Ausland (Verwalter)	50.000
		Gesamtbetrag	2.125.000
		GESAMTBETRÄGE FÜR DIE DIENSTSTELLE	57.810.000
		620	
		MATERIALVERWALTUNG	
		(ZAHLUNG AN DRITTPERSONEN FÜR DIENSTLEISTUNGEN, LIEFERUNGEN, ARBEITEN USW., DIE DIENSTLEISTUNGEN ODER GÜTER BETREFFEN, DIE NICHT INVENTARISIERT WERDEN KÖNNEN)	
		<i>21 Verwaltungskosten</i>	
LU	620/210	Bürobedarf	850.000
LU	620/211	Postkosten	1.050.000
LU	620/212	Telefon- und Faxkosten	700.000
LU	620/213	Dokumentation, Abonnements, Zeitschriften, ...	250.000
LU	620/214	Lieferungen für Speiseräume	100.000
LU	620/215	Gesundheitsbedarf	10.000
LU	620/216	Arbeitskleidung	20.000
LU	620/219	Verschiedenes	25.000
		Gesamtbetrag	3.005.000

		<i>22 Verwaltungskosten und Kosten für Räumlichkeiten und Gebäude</i>	
LU	620/220	Mietkosten	4.500.000
LU	620/221	Pflege / Reparatur / Instandhaltung	700.000
		222 Steuern und	50.000
		Gebühren	
LU	620/223	Versicherung der	150.000
		Räumlichkeiten	
LU	620/224	Lasten (Wasser, Gas, Elektrizität,...)	1.000.000
LU	620/225	Umzugskosten	0
LU	620/229	Verschiedenes	20.000
		Gesamtbetrag	6.420.000
		<i>23 Kosten für Räumlichkeiten und Gebäude / Kosten für Büromobiliar</i>	
LU	620/231	Pflege / Reparatur / Instandhaltung	10.000
LU	620/239	Verschiedenes	10.000
		Gesamtbetrag	20.000
		<i>24 Kosten des technischen Materials</i>	
LU	620/240	Mietkosten (Material, Maschinen)	175.000
LU	620/241	Pflege / Reparatur / Instandhaltung	300.000
LU	620/243	Versicherung	50.000
LU	620/249	Verschiedenes	25.000
		Gesamtbetrag	550.000
		<i>25 Kosten des Fahrmaterials</i>	
LU	620/251	Pflege / Reparatur / Instandhaltung	50.000
LU	620/252	Fahrzeugsteuer	20.000
LU	620/253	Versicherung für das Fahrmaterial	25.000
LU	620/254	Treibstoff für	150.000
		Fahrzeug(e)	
		Gesamtbetrag	245.000
		<i>26 Kosten des EDV-Materials</i>	
LU	620/261	Pflege / Reparatur / Instandhaltung	2.025.000
LU	620/263	Versicherung	50.000
LU	620/268	Kleinmaterial und sonstiges	220.000
LU	620/269	Verschiedene EDV-Kosten	25.000
		Gesamtbetrag	2.320.000
		4 ERWERB VON VERMÖGENSGÜTERN	
		<i>41 Verwaltung</i>	
LU	620/412	Telefon, Fax	60000
		<i>42 Räumlichkeiten und Gebäude</i>	
LU	620/420	Räumlichkeiten und Gebäude	0
LU	430	Mobiliar (einschließlich der Einrichtung der Lager und der Wände)	2.200.000
LU	440	Technisches Material	100.000
LU	450	Fahrmaterial	0
LU	460	EDV-Material	1.000.000
LU	470	Material für Messen	100.000
		GESAMTBETRAG	3.460.000
		GESAMTBETRÄGE FÜR DIE DIENSTSTELLE	16.020.000
		630 JURISTISCHER DIENST	
LU	630/281	Honorare der Anwälte	50.000
		GESAMTBETRÄGE FÜR DIE DIENSTSTELLE	50.000

		640 FINANZIELLE DIENSTSTELLE	
LU	283	Vergütung für den Revisor	150.000
		<i>29 Finanzielle Kosten</i>	
LU	291	Bank- und PSK-kosten	20.000
		<i>3 Außergewöhnliche Ausgaben</i>	
LU	310	Nicht eintreibbare Forderungen	10.000
LU	640/320	Gewinn und Verlust	10.000
		GESAMTBETRÄGE DER DIENSTSTELLEN	190.000
		GESAMTBETRAG DER FUNKTIONSAUSGABEN	74.070.000
		II. FÖRDERUNG	
		A. HORIZONTALS PROGRAMM	
LU	809.00/	Maßnahmen im Bereich der Verbreitung	1.500.000
		Regionale Maßnahmen	1.500.000
		Messen (auch in Flandern)	6.000.000
		Presse	2.500.000
		Allgemeine Werbung	2.500.000
		Material zur allgemeinen Förderung	2.000.000
		Untersuchung, Panel, Post-test, ...	500.000
		Naturklassen, pädagogische Bauernhöfe	1.000.000
		Ernährung	500.000
		Informationen der Beitragszahler	500.000
		Gesamtbetrag für Rubrik 809	18.500.000
		B. SEKTORENPROGRAMME	
		Sektor 1 - "GROSSANBAU"	
LU	801.00	Plurisektorielles Programm	1.100.000
LU	801.01	Kartoffelsetzlinge ("G.W.P.P.D.T.")	966.667
LU	801.01/	Förderungsmaterial	700.000
LU	801.01/	Teilnahme an Aktionen und Messen	266.667
LU	801.02	Kartoffel ("FIWAP")	4.116.666
LU	801.02/	Schaffung einer Handelsmarke	76.000
LU	801.02/	Förderungskampagne	2.280.000
LU	801.02/	Förderungsmaterial (Ratgeber beim Verkauf???)	608.000
LU	801.02/	Teilnahme an Messen und Ausstellungen	316.666
LU	801/02/	Verbreitung von Informations- und Erklärungsmaterial (Merchandiser)	76.000
		Information des Sektors	760.000
LU	801.03	Saatgut	466.667
LU	801.04	Getreide	
LU	801.00/800	Erhebungskosten	100.000
LU	801.00/900	Reserve des Sektors 1	156.000
		Gesamtbetrag für Rubrik 801	6.906.000

LU	802.01/	Sektor 2 - GARTENBAU	
		Förderung der Blumen	4.400.000
		Förderungsmaterial (Blumenkunstbroschüren)	600.000
		Förderungsmaterial (Plakate)	935.000
		Aktionen im Rahmen der "Tage der Sekretärinnen - Kranken- Großmütter"	665.000
		"Mémorial Van Damme"	200.000
		Regionale und örtliche Vorführungen	200.000
		Tage der Denkmäler und des Kulturguts	150.000
		Teilnahme an Messen (FLOREX) und anderen Ausstellungen	200.000
		Aktionen mit der SABENA	150.000
		Multisektorielle Aktionen	1.300.000
LU	802.02/	Förderung der "P.H.N.C."	6.400.000
		Förderung der Parks und Gärten UPAH (Anlage Bld. d'Avroy in Lüttich, "Salon habitat")	500.000
		Förderung der Parks & Gärten "AEJB/W"	2.100.000
		Privatinitiativen UPAH (ARPH "village fleuri", UAP : Weihnachtsbäume, GPRF Lesdain)	800.000
		"Wallonie Verte"	200.000
		(Grüne Wallonie)	
		"Europlantshow"	460.000
		Gent	
		Verschiedenes	440.000
		Multisektorielle Aktionen ("Vert 96", ...)	1.900.000
LU	802.03/	Förderung des Obstes	800.000
		Förderungsmaterial (Folders)	300.000
		Förderung der Schulen und Vereinigungen	100.000
		Aktionen im Bereich des großen Vertriebs	100.000
		Initiativen des Sektors (Förderung der Obstbetriebe)	100.000
		Multisektorielle Aktionen	200.000
LU	802.04/	Förderung von Gemüse	1.050.000
		Förderungsmaterial (Poster, Broschüren, Rezepte)	750.000
		Multisektorielle Aktionen	300.000
LU	802.00/800	Erhebungskosten	200.000
LU	802.00/900	Reserve des Sektors 2	512.000
		Gesamtbetrag für Rubrik 802	13.362.000
LU	803.09/	Sektor 3 - ZUCHT & FLEISCH	
		Multisektorielle Aktionen	5.800.000
		Teilnahme an der Messe von LIBRAMONT, von :	
		PROMOPORC	225.000
		"PORC QUALITE ARDENNE"	50.000
		A.R.P.P.	141.000
		HALIBA	100.000
		LINALUX	100.000
		BELGIMEX	185.000
		PROMOBEL	183.000
		HERD BOOK	365.000
		PROCOBEEF	100.000
		Teilnahme an der Ausstellung AGRIBEX, von :	
		A.R.P.P.	20.000
		HALIBA	400.000
		BELGIMEX	175.000
		HERD BOOK	516.000
		PROCOBEEF	300.000
		Teilnahme von "PROMOPORC" an der "I.V.V."	25.000
		Teilnahme an verschiedenen Messen, von :	
		PROCOBEEF (EUROBEEF)	300.000
		PROMOBEL (BATTICE)	165.000
		HALIBA	90.000
		LINALUX	90.000
		"PORC QUALITE ARDENNE"	200.000
		Erährungs- oder sonstige multisektorielle Aktionen	2.070.000

LU	803.01/	Förderung des Rinds	10.032.000
		Allgemeine Aktionen (Veröffentlichungen, ...)	1.000.500
		Förderungskampagne B.E.Q. (Vertrag mit PROCOBEEF)	5.150.000
		Aktionen mit den Metzgern	1.000.000
		Aktionen mit dem Sektor des großen Vertriebs	300.000
		Aktionen mit BELGIMEX	175.500
		Aktionen mit Herd-Book BBB	1.460.000
		Aktionen mit BOVIQUAL	300.000
		Aktionen mit HALIBA	323.000
		Aktionen mit LINALUX	323.000
LU	803.02/	Förderung des Pferdes	250.000
		Aktionen mit der "Confédération Belge du Cheval"	250.000
LU	803.03/	Förderung des Schweines	6.205.000
		Allgemeine Aktionen (Veröffentlichungen, ...)	1.205.000
		Aktionen mit den Metzgern	1.000.000
		Aktionen mit dem Sektor des großen Vertriebs	660.000
		Aktionen "PORC QUALITE ARDENNE"	1.150.000
		Aktionen mit PROMOPORC	520.000
		Aktionen mit A.R.P.P.	550.000
		Aktionen mit PROMOBEL	1.120.000
LU	803.04/	Förderungskampagne des Schinkens	1.000.000
LU	803.00/800	Erhebungskosten	20.000
		Gesamtbetrag für Rubrik 803	23.307.000
		Sektor 4 - MILCH	
LU	804.09	Multisektorielle Aktionen	4.700.000
LU	804.00	Panel Verbraucher	1.500.000
LU	804.00/	Ernährungs- und diätetische Aktionen	10.500.000
LU	804.00/	Aktionen im Bereich "Öffentlichkeitsarbeit"	6.000.000
LU	804.01	Förderung der Milch	12.000.000
		Förderungskampagne der Milch	10.500.000
		Beitrag zum EWG-Programm.	1.500.000
LU	804.02	Förderung der Butter	13.000.000
		Förderungskampagne	13.000.000
LU	804.03	Förderung des Käses	12.000.000
		Förderungskampagne	12.000.000
LU	804.00/800	Erhebungskosten	50.000
LU	804.00/900	Reserve des Sektors	1.236.000
		Gesamtbetrag für Rubrik 804	60.986.000
		Sektor 5 - KLEINTIERZUCHT & VERSCHIEDENES	
LU	805.09/	Multisektorielle Aktionen	1.550.000
LU	805.01/	Aktionen im Sektor "Schafe"	200.000
		Aktionen zugunsten des Lammfleisches "Pastorale"	200.000
LU	805.02/	Aktionen im Sektor "Fisch"	700.000
		Aktionen zugunsten der Süßwasserfische	700.000
LU	805.03/	Aktionen im Sektor Geflügelhaltung	1.000.000
		Aktionen zugunsten des Geflügelfleisches	250.000
		Aktionen zugunsten der Nebenprodukte der Ente	250.000
		Aktionen zugunsten der Eier	500.000
LU	805.04/	Aktionen im Sektor "Kaninchenzucht"	200.000
		Aktionen zugunsten des Kaninchenfleisches	200.000
LU	805.00/800	Erhebungskosten	50.000
LU	805.00/900	Reserve für Opportunitäten	260.000
		Gesamtbetrag für Rubrik 805	3.960.000

LU	807.00	Sektor 6 - LAND- UND ERNÄHRUNGSWIRTSCHAFT	2.500.000
LU	807.00	Einführungsfonds	800.000
LU	807.00	Förderungsmaterial	700.000
LU	807.00	Vertriebsaktionen	350.000
LU	807.00	Teilnahme an Messen	150.000
LU	807.00	Verschiedenes (Sponsoring ..)	
		Gesamtbetrag für Rubrik 807	4.500.000
		Gesamtbetrag für die Programme B	113.021.000
		GESAMTBETRAG FÜR DIE FÖRDERUNG	131.521.000
		GESAMTBETRAG FÜR DIE AUSGABEN	205.591.000
		REGIONALES BEIHILFEZENTRUM FÜR DIE GEMEINDEN	
		EINNAHMEN	
AN	38.01	Beteiligung der Personalmitglieder an den Kosten für Mahlzeitschecks	374.000
AN	16.01	Erträge infolge der Wahrnehmung der Aufgaben des Zentrums .	0
AN	49.01	Zuschüsse der Wallonischen Region für Funktionskosten des Zentrums.....	50.908.402
AN	49.02	Zuschüsse der Wallonischen Region für Funktionskosten des "Conseil Supérieur des Villes, Communes et provinces wallonnes"	15.595.771
AN	49.03	Zuschüsse der Wallonischen Region für Funktionskosten des "Conseil Régional de la Formation"	6.079.176
AN	01.01	Abbuchung aus dem Konto	0
AN	01.02	Sonstige Erträge	0
AN	69.01	Zuschüsse der Wallonischen Region für die Einrichtungskosten des Zentrums	833.333
AN	69.02	Zuschüsse der Wallonischen Region für die Einrichtungskosten des "Conseil Supérieur des Villes, Communes et provinces wallonnes"	1.000.000
AN	69.03	Zuschüsse der Wallonischen Region für die Einrichtungskosten des "Conseil Régional de la Formation"	66.667
		GESAMTBETRÄGE FÜR DIE EINNAHMEN.	74.857.349
		AUSGABEN.	
AN	11.01	Besoldung des Personals des Zentrums	42.558.037
		Bruttogehalt des statutarischen Personals	7.750.348
		Bruttogehalt des vertraglichen Personals	25.776.526
		Soziallasten des Arbeitgebers - Beamte	751.009
		Soziallasten des Arbeitgebers - Vertragliches Personal	6.036.862
		Urlaubsgeld - Beamte	176.947
		Urlaubsgeld - Vertragliches Personal	987.020
		Jahresendzulage - Beamte	222.697
		Jahresendzulage - Vertragliches Personal	856.628
AN	12.01	Entschädigungen jeglicher Art	2.381.692
		Mahlzeitschecks	1.265.000
		Sonstige Zulagen und Entschädigungen	500.000
		Fahrtkosten	200.000
		Sozialdienst	189.000
		Versicherungsgesetz	177.692
		Arbeitsmedizin - Beitrag	50.000

AN	11.02	Besoldung des Personals des "Conseil Supérieur"		10.350.451
		Bruttogehalt des vertraglichen Personals	7.919.077	
		Soziallasten des Arbeitgebers - Vertragliches Personals	1.854.648	
		Urlaubsgeld	311.226	
		Jahresendzulage	265.500	
AN	12.02	Entschädigungen jeglicher Art		714.091
		Mahlzeitschecks	354.200	
		Zulagen und Entschädigungen jeglicher Art	150.000	
		Fahrtkosten	100.000	
		Sozialdienst	52.920	
		Versicherungsgesetz	41.971	
		Arbeitsmedizin - Beitrag	15.000	
AN	11.03	Besoldung des Personals des "Conseil Régional de la Formation"		3.409.681
		Bruttogehalt des vertraglichen Personals	2.619.046	
		Soziallasten des Arbeitgebers - Vertragliches Personals	613.381	
		Urlaubsgeld	92.486	
		Jahresendzulage	84.768	
AN	12.03	Entschädigungen jeglicher Art		235.201
		Mahlzeitschecks	101.200	
		Zulagen und Entschädigungen jeglicher Art	50.000	
		Fahrtkosten	50.000	
		Sozialdienst	15.120	
		Versicherungsgesetz	13.881	
		Arbeitsmedizin - Beitrag	5.000	
AN	11.04	Provision für den Index		0
		Gesamtbetrag der Personalkosten		59.649.153
AN	12.06	Miete der durch das Zentrum und den CRF benutzten Räumlichkeiten		0
AN	12.07	Miete der durch den CSVCP benutzten Räumlichkeiten		0
AN	12.19	Funktionskosten des Zentrums und der Räte		7.811.396
		Instandhaltung der Räumlichkeiten	700.000	
		Mietkosten von Material und Mobiliar	800.000	
		Instandhaltung von Material und Mobiliar	350.000	
		Versicherungen und Gebühren	600.000	
		Kosten der Mahlzeitschecks	25.792	
		Sonstiger Verbrauch	1.600.000	
		Öffentlichkeitsarbeit, Dokumentation, Kolloquien, Sitzungen	600.000	
		Sozialsekretariat	135.604	
		Bürokosten jeglicher Art	2.800.000	
		Bürobedarf	1.500.000	
		Telefonkosten	1.100.000	
		Post	200.000	
		Verschiedenes	200.000	
		Gesamtbetrag der Funktionskosten		7.811.396
AN	14.01	Spezifische Kosten für die Aufgaben des Zentrums und der Räte		5.496.800
		Orientierungsausschuß des Zentrums	500.000	
		"Conseil Régional de la Formation"	1.996.800	
		"Conseil Supérieur des Villes, Communes et Provinces"	3.000.000	
		Gesamtbetrag der spezifischen Kosten		5.496.800

AN	74.01	Erwerb von langlebigen beweglichen Gütern (einschließlich der Kosten der Niederlassung)	900.000
		Büromobiliar	250.000
		Material zur Datenverarbeitung	200.000
		Software (einschließlich Gebühren)	100.000
		Telefonkosten	50.000
		Verschiedenes	300.000
AN	74.02	Erwerb von langlebigen beweglichen Gütern für den CSVCP	1.000.000
		<i>Gesamtbetrag der Vermögensausgaben</i>	1.900.000
		GESAMTBETRÄGE FÜR DIE AUSGABEN.	74.857.349
WISSENSCHAFTLICHES INSTITUT ÖFFENTLICHER DIENSTSTELLEN			
EINNAHMEN.			
KAPITEL 41 : ERTRÄGE INFOLGE DER AUSÜBUNG DER STATUTARISCHEN AUFGABE			
411. Funktionelle Einnahmen			
GR	411.03	Ertrag der Dienstleistungen *	267.464.979
		a) Versuchsabgaben	37000000
		b) Beteiligungen EGSK-EWG	87672675
		c) Beteiligungen EFRE	17300000
		d) mit den Aufträgen der Wallonischen Region verbundene Einnahmen	68696304
		e) vom Staat stammende Einnahmen	15376000
		f) Einnahmen für verschiedenartige Leistungen	41420000
GR	411.08	Beteiligung des FOREM an der Entlohnung der beschäftigten Arbeitsuchenden	6.500.000
GR	411.09	Beitreibung der für Rechnung von Drittpersonen getätigten Ausgaben	13.500.000
GR	411.10	Beteiligung des Personals an den Kosten der Mahlzeitschecks	2.388.888
413. Finanzielle Einkünfte			
GR	413.01	Zinsen der Anlagen	0
414. Außergewöhnliche Einnahmen			
GR	414.01	Außergewöhnliche Einnahmen	0
		GESAMTBETRAG FÜR KAPITEL 41	289.853.867

		KAPITEL 43 : ERTRAG DES VERKAUFS VON VERMÖGENSGÜTERN		
GR	430.01	Immobilien		0
GR	430.02	Mobilier		0
GR	430.03	Maschinen		0
GR	430.04	Material		0
GR	430.05	Fahrzeuge		0
GR	430.07	Beitreibung von eingezahlten Garantien		0
		GESAMTBETRAG KAPITEL 42		0
		KAPITEL 44 : FINANZIELLE VERMÖGENSEINNAHMEN		
		444. Besondere Einnahmen		
GR	444.03	Verschiedene Erträge des Vermögens - Vermietungen		0
		GESAMTBETRAG FÜR KAPITEL 44		0
		KAPITEL 45 : BETEILIGUNG DER WALLONISCHEN REGION		
GR	450.01	Zuschuß		276485616
		GESAMTBETRAG FÜR KAPITEL 45		276.485.616
		GESAMTBETRÄGE FÜR DIE EINNAHMEN.		566.339.483
		AUSGABEN.		
		KAPITEL 51 : DEN DER EINRICHTUNG BEIGEORDNETEN PERSONEN GESCHULDETE SUMMEN		
		511. Personal		
GR	511.01	Entlohnungen		269.673.802
GR	511.04	Soziallasten infolge der sozialen Gesetzgebung a) Arbeitgeberbeiträge b) gesetzliche Versicherungen c) ärztliche Aufsicht	89.890.368 4.683.425	94.573.793
GR	511.05	Außergesetzliche Soziallasten - Anteil des Arbeitgebers		13.500.000
GR	511.06	Sozialdienst		0
GR	511.07	Berufsbildung		2.555.000
GR	511.08	Vergütungen zur Deckung wirklicher Lasten, Mahlzeitschecks		10.988.888
GR	511.09	Arbeitskleidung		0
		512. Vergütungen außerhalb der Personalvergütungen		
GR	512.01	Verwalter und Kommissare		0

GR	512.02	Mitglieder von Ausschüssen	0
GR	512.03	Kontrolleeinrichtungen des Staates	0
		513. Vertretungs- und Fahrtkosten	
GR	513.01	Vertretungskosten	0
GR	513.02	Fahrtkosten	6.500.000
		GESAMTBETRAG FÜR KAPITEL 51	397.791.483
		KAPITEL 52 : AN DRITTPERSONEN GESCHULDETE SUMMEN FÜR DIENSTLEISTUNGEN, LIEFERUNGEN, ARBEITEN USW., DIE DIENSTLEISTUNGEN ODER GÜTER BETREFFEN, DIE NICHT INVENTARISIERT WERDEN KÖNNEN	
		521. Räumlichkeiten und Material	
GR	521.01	Mietkosten von Gebäuden	
GR	521.02	Mietkosten von Material und Mobiliar	5.455.000
GR	521.03	Instandhaltung, Reparatur und Einrichtung der Räumlichkeiten, des Materials, und der Kraftfahrzeuge	22.000.000
GR	521.05	Versicherungen	3.285.000
GR	521.06	Steuern, gemeindliche und provinzielle Abgaben	170.000
GR	521.07	Heizung, Beleuchtung, Gas, Wasser	10.400.000
		522. Bürokosten	
GR	522.01	Bürokosten jeglicher Art	2.930.000
		523. Veröffentlichungen, Propaganda, Werbung	
GR	523.01	Kosten jeglicher Art für Veröffentlichungen, Propaganda, Werbung	1.590.000
		525. Finanzlasten	
GR	525.01	Zinsen der Darlehen	2.000.000
GR	525.02	Finanzlasten der Leasingverträge	1.350.000
		527. Steuern und Abgaben	
GR	527.01	Nicht zollfreie MwSt. EGSK-EWG	260.000
		GESAMTBETRAG FÜR KAPITEL 52	49.440.000

		KAPITEL 53 : AN DRITTPERSONEN GESCHULDETE SUMMEN INFOLGE DER AUSÜBUNG DER STATUTARISCHEN AUFGABE DER EINRICHTUNG	
GR	531.05	Öl, Benzin, usw. für die Benutzung von Fahrzeugen	6.310.000
GR	531.06	Funktionserträge	22.386.000
GR	531.07	Funktionsmaterial	15.166.000
		533. Besondere Ausgaben	
GR	533.01	Mitwirkung von Drittpersonen und Zulieferanten	9.775.000
		GESAMTBETRAG FÜR KAPITEL 53	53.637.000
		KAPITEL 55 : AN DRITTPERSONEN GESCHULDETE SUMMEN FÜR DEN ERWERB VON VERMÖGENSGÜTERN	
GR	550.01	Immobilien	0
GR	550.02	Mobiliar	1.720.000
GR	550.04	Material	47.984.000
GR	550.05	Fahrzeuge	0
GR	550.07	Bibliothek	1.517.000
GR	550.09	Unkörperliche Investitionen	0
GR	550.10	Investitionen im Rahmen der EFRE-Aufgaben	13.000.000
		GESAMTBETRAG FÜR KAPITEL 55	64.221.000
		KAPITEL 56 : AN DRITTPERSONEN GESCHULDETE SUMMEN INFOLGE VON KAPITELGESCHÄFTEN	
GR	560.01	Tilgungen der Leasingverträge	1.250.000
		GESAMTBETRAG FÜR KAPITEL 56	1.250.000
		GESAMTBETRÄGE FÜR DIE AUSGABEN.	566.339.483

PSYCHIATRISCHES KRANKENHAUS			
"LES MARRONNIERS"			
EINNAHMEN.			
TA	700	Tagesaufenthalte	524.503.000
TA	703-4-5	Pauschalpreise für Pharmazeutik, Biologie, Arzneimittel	22.578.000
TA	709	Honorare	49.433.000
TA	743	Kostenbeitreibung	66.340.000
TA	744-749	Sonstige Betriebserträge	14.104.000
TA	764	Außergewöhnliche Erträge	100.000
TA		Dotation der Wallonischen Region für Investitionen, 60%	95.000.000
TA		Investitionen Gemeindegeld Belgiens 40%	63.333.000
TA	768	Durch die Wallonische Region gewährte beitreibbare Vorschüsse	180.000.000
GESAMTBETRÄGE FÜR DIE EINNAHMEN.			1.015.391.000
AUSGABEN.			
TA	60	Versorgung	95.678.000
TA	61	Dienstleistungen & Honorare	61.763.000
TA	620/623	Personalkosten	539.720.000
TA	640	Sonstige Betriebskosten	1.571.000
TA	65	Finanzielle Belastung und Anleihekosten	67.690.000
TA	66	Außergewöhnliche Aufwendungen	5.636.000
TA		Investitionen Gemeindegeld Belgiens 40%	63.333.000
TA	668	Rückzahlung von durch die Wallonische Region gewährten Vorschüssen	180.000.000
GESAMTBETRÄGE FÜR DIE AUSGABEN.			1.015.391.000

PSYCHIATRISCHES KRANKENHAUS			
"LE CHENE AUX HAIES"			
EINNAHMEN.			
TA	700	Tagesaufenthalte	561.043.000
TA	703-4	Pauschalpreise für Pharmazeutik, Biologie, Arzneimittel	6.975.000
TA	705	Arzneimittel	12.513.000
TA	709	Honorare	37.190.000
TA	743	Kostenbeitreibung	30.000.000
TA	750	Betriebserträge	3.000.000
TA	764	Außergewöhnliche Erträge	333.000
TA		Dotation der Wallonischen Region für Investitionen. 60%	25.000.000
TA		Investitionen Gemeindegredit Belgiens 40%	16.700.000
TA	768	Durch die Wallonische Region gewährte beizreibbare Vorschüsse	70.000.000
GESAMTBETRÄGE FÜR DIE EINNAHMEN.			762.754.000
AUSGABEN.			
TA	60	Versorgung	75.000.000
TA	61	Dienstleistungen & Honorare	64.355.000
TA	620/623	Personalkosten	472.125.000
TA	640	Sonstige Betriebskosten	509.000
TA	65	Finanzielle Belastung und Anleihekosten	25.598.000
TA	66	Außergewöhnliche Aufwendungen	9.000.000
TA		Investitionen Gemeindegredit Belgiens 40%	46.167.000
TA	668	Rückzahlung von durch die Wallonische Region gewährten Vorschüssen	70.000.000
GESAMTBETRÄGE FÜR DIE AUSGABEN			762.754.000

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 96 - 569

[C - 27069]

22 DECEMBER 1995. — Decreet houdende de algemene begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1996 (1)

De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I
Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor het begrotingsjaar 1996 worden niet-gesplitste kredieten en gesplitste kredieten geopend tot dekking van de uitgaven van het Waalse Gewest, overeenkomstig de in de bij dit decreet gevoegde tabel opgesomde programma's waarvan de samenvatting hieronder wordt vermeld.

Diezelfde tabel bevat de raming van de in 1996 aan te rekenen uitgaven ten laste van de variabele kredieten.

	Aard van de kredieten	Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten
Ministerie van het Waalse Gewest	Niet-gesplitste kredieten	105.820,5	105.820,5
	Gesplitste kredieten	33.167,6	27.418,9
	Variabele kredieten	7.059,7	6.162,0
Waals Ministerie van Uitrusting en Vervoer	Niet-gesplitste kredieten	18.946,8	18.946,8
	Gesplitste kredieten	14.193,4	13.753,6
	Variabele kredieten	545,2	563,9
Algemeen totaal	Niet-gesplitste kredieten	124.767,3	124.767,3
	Gesplitste kredieten	47.361,0	41.172,5
	Variabele kredieten	7.604,9	6.725,9

Art. 2. Elk lid van de Waalse Regering wordt gemachtigd, binnen de perken van zijn bevoegdheden, provisie toe te kennen aan de advocaten en gerechtsdeurwaarders die optreden voor rekening van het Waalse Gewest.

Art. 3. In afwijking van artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 15 miljoen frank worden verleend aan de buitengewone rekenplichtigen van het Ministerie van het Waalse Gewest en het Waals Ministerie van Uitrusting en Vervoer voor de uitbetaling van de schuldvorderingen die 200.000 frank, BTW excl., niet overschrijden.

Dit maximumbedrag wordt gebracht op :

- 50 miljoen frank voor de buitengewone rekenplichtigen van de centrale diensten van de afdeling Begroting en Comptabiliteit van het Ministerie van het Waalse Gewest en voor de buitengewone rekenplichtigen van de afdeling Comptabiliteit van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer. Voor de rekenplichtigen van de buitenlandse betrekkingen en de buitenlandse investeringen wordt dit bedrag gebracht op 15 miljoen frank per programma;

- 140 miljoen frank voor de met het beheer van het leerlingenvervoer belaste buitengewone rekenplichtigen van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer voor de betaling van schuldvorderingen betreffende het leerlingenvervoer ten belope van een bedrag dat 600.000 frank, BTW excl., niet overschrijdt en voor zover deze schuldvorderingen betrekking hebben op aanbestedingen die geleid hebben tot een overeenkomst, het onderhoud van de door de dienst voor leerlingenvervoer beheerde voertuigen evenals de betaling van de kosten van leerlingenvervoer bij toepassing van de wet van 15 juli 1983 tot oprichting van de dienst voor leerlingenvervoer.

In geval van dringende noodzaak mogen de uitgaven boven de 200.000 frank, BTW excl., in verband met de buitenlandse betrekkingen van het Gewest en aangerekend ten laste van de basisallocatie van afdeling 16 en afdeling 11, programma 05, eveneens bij middel van geldvoorschotten worden betaald voor zover zij, minder dan 500.000 frank, BTW excl., bedragen.

De buitengewone rekenplichtigen van het Ministerie, belast met de betaling van de voorschotten voor de kosten van opdrachten, zijn evenwel gemachtigd aan de ambtenaren, kabinetsleden en deskundigen, belast met een opdracht in het buitenland, de nodige voorschotten te verlenen, ongeacht het bedrag.

Bovendien zijn de buitengewone rekenplichtigen van het Ministerie gemachtigd, zonder beperking, de door het Gewest ten gevolge van vonnissen en arresten verschuldigde bedragen te vereffenen.

Art. 4. De bij het afsluiten van het jaar 1996 beschikbare gesplitste vastleggings- en ordonnanceringskredieten worden niet overgedragen naar het jaar 1997 noch toegevoegd aan de voor dit jaar toegekende kredieten.

Art. 5. In afwijking van artikel 15 van het koninklijk besluit van 17 juli 1991 houdende coördinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit mogen kredieten van de basisallocatie 01.02 van programma 07, afdeling 10 door de Minister van Begroting herverdeeld en overgedragen worden naar respectievelijk de basisallocatie 12.05 van hetzelfde programma en de basisallocaties 00 van de afdelingen 02 tot 08.

Art. 6. In afwijking van artikel 15 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, mogen de basisallocaties betreffende de schuldenlast van de programma's 08 van afdeling 10, 01 van afdeling 19, 05 en 06 van afdeling 13, 02 en 04 van afdeling 14, 04 en 05 van afdeling 15 en 01 en 03 van afdeling 17 door de Minister van Begroting herverdeeld worden, ongeacht het bedrag, ter aanvulling van het bedrag noodzakelijk voor de betaling van de interesten van de door het Gewest aangegane leningen.

Art. 7. De Waalse Regering wordt gemachtigd specifieke werktuigen aan te schaffen voor het gebruik van de vliegtuigindustrie - waarvan het Gewest eigenaar blijft - en die ter beschikking zullen worden gesteld van de bedrijven van deze sector.

Art. 8. De Minister van Begroting mag de Thesaurie machtigen de uitgaven betreffende de schuldenlast ten laste van de basisallocaties van de programma's 08 van afdeling 10, 01 van afdeling 19, 05 en 06 van afdeling 13, 02 en 04 van afdeling 14, 04 en 05 van afdeling 15 en 01 en 03 van afdeling 17 te vereffenen door voorschotten, binnen de perken van de begrotingskredieten en mits latere regularisatie.

Art. 9. In afwijking van artikel 15 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, mag de Minister, tot wiens bevoegdheden de Technologieën behoren, met akkoord van de Minister van Begroting, kredietoverdrachten uitvoeren in afdeling 12, tussen de basisallocaties 41.15 van programma 02 en 81.02 van programma 03.

(1) Zitting 1995-1996 :

Stukken van de Raad 4-Ib (1995-1996), nrs. 1, Ibis, Iter tot 9.

Volledig verslag. — Openbare zitting van 21 december 1995. Bespreking.

Volledig verslag. — Openbare zitting van 22 december 1995. Bespreking. Stemming.

Art. 10. De Waalse Regering is gemachtigd de nodige bedragen te storten aan de sociale fondsen voor de dekking van de bij overeenkomst aangegane verplichtingen betreffende de uitgevoerde restructuraties, ten laste van de op de basisallocatie 32.02 van programma 01 van afdeling 11 van de begroting ingeschreven kredieten.

Art. 11. In afwijking van artikel 15 van de wetten op de Rijkscompabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, mogen de basisallocaties van programma's 01 en 06 van afdeling 11 door de Ministers belast met Economie, KMO's en Begroting herverdeeld worden, ongeacht het bedrag, in het raam van de uitvoering van de decreten van 25 juni 1992 tot wijziging van de wetten van 30 december 1970 op de economische expansie en van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering.

Art. 12. De Waalse Regering is gemachtigd tot het nemen van specifieke maatregelen en/of het verhogen van de financiële tussenkomst van het Gewest in de bevoorrechte initiatiefzones, bepaald volgens de volgende maatstaven :

- 1) voor de zones met grote navraag naar bouwgrond : de prijs van de bouwgrond;
- 2) voor de zones voor de herwaardering van de woonkernen :
 - de bevolkingsdichtheid;
 - de kwaliteit van de woningen;
- 3) voor de zones met initiatiefwijken waar een geïntegreerd herbevolkingsbeleid wordt gevoerd :
 - de bevolkingsdichtheid;
 - de kwaliteit van de woningen;
 - het sociaal-economisch profiel van de bevolking;
- 4) voor de zones met te herwaarderen sociale woonwijken :
 - de bevolkingsdichtheid;
 - de kwaliteit van de woningen;
 - het sociaal-economisch profiel van de huurders.

Art. 13. De Waalse Regering wordt gemachtigd volgende bedragen te storten op de bij het Gemeentekrediet van België geopende gewestelijke rekening voor de sanering van de gemeenten met hoge schulden :

- op 1 april 1996 : 387.551.043 frank zijnde het bedrag van de annuïteit van het jaar 1993 voor de leningen aangegaan respectievelijk voor Charleroi en, elk voor de helft, voor Charleroi en Luik;
- op 1 juli 1996 : 208.147.858 frank zijnde het bedrag, voor 1992, van het verschil tussen de door het Gemeentekrediet van België aan de uitlenende gemeenten gevorderde annuïteit en de annuïteit met dezelfde rentevoet verminderd met 2 % voor de leningen voor buitengewone hulp, en als dusdanig aangerekend, evenals voor de door het Waalse Gewest tussen 1981 en 1984 gewaarborgde leningen ter consolidatie op lange termijn van de lasten van de leningen voor buitengewone hulp;
- op 1 augustus 1996 : 1.550.000.000 frank zijnde de aanvullende gewestelijke tussenkomst;
- op 1 oktober 1996 : de schijf voorzien in artikel 20, § 4, van het decreet van 20 juli 1989 tot vaststelling van de algemene financieringsmodaliteiten van de gemeenten. De gemeenten die schatkistleningen hebben aangegaan met toegang tot de gewestelijke rekening voor de sanering van de gemeenten met hoge schulden worden, in de zin van artikel 20, § 4, beschouwd als gemeenten in financiële moeilijkheden.

Art. 14. De Waalse Regering wordt gemachtigd tot verdeling van de kredieten ingeschreven op de basisallocaties 43.05, 43.09 en 43.10 van programma 02 van afdeling 14.

Art. 15. De Waalse Regering wordt gemachtigd tot verdeling van de kredieten ingeschreven op de basisallocaties 43.04, 43.06 en 43.07 van programma 03 van afdeling 14.

Art. 16. Onverminderd de bepalingen van het decreet van 23 november 1988 betreffende de door het Waalse Gewest toegekende toelagen voor bepaalde investeringen van openbaar nut kan de Waalse Regering toelagen ten belope van 100 % toekennen voor de actieve inrichting van openbare ruimten.

In afwijking van artikel 3 van het decreet van 23 november 1988 betreffende de door het Waalse Gewest toegekende toelagen voor bepaalde investeringen van openbaar nut kunnen de investeringen, die tot doel hebben een grotere uitwerking van gesubsidieerde werken inzake tewerkstelling, economische ontwikkeling, bestrijding van de sociale uitsluiting en verbetering van de levenssfeer, gesubsidieerd worden tot 100 %.

Art. 17. In afwijking van artikel 5 van het decreet van 23 november 1988 betreffende de door het Waalse Gewest toegekende toelagen voor bepaalde investeringen van openbaar nut worden de driejarige programma's goedgekeurd door de Minister tot wiens bevoegdheden de Plaatselijke Besturen behoren.

Art. 18. Voor het begrotingsjaar 1996 en overeenkomstig de door haar bepaalde modaliteiten wordt de Waalse Regering gemachtigd tot overdracht van het recht tot inning van de voor hun gebruik verschuldigde retributies aan de concessieaansluitingen van de luchthavens van Charleroi-Brussel Zuid en Luik-Bierset.

Art. 19. Binnen de perken van de betrokken basisallocaties mogen de hieronder vermelde toelagen met inbegrip van de door de Europese fondsen medegefinancierde tussenkomsten worden toegekend.

Programma 09.02 : Sociale Dienst :

Toelagen om de sociale dienst van de diensten van de Waalse Regering toe te laten sociale acties te voeren ten gunste van de ambtenaren van alle diensten van de Waalse Regering en de technische werking van deze VZW te verzekeren.

Programma 10.02 : Diensten van het Voorzitterschap, het secretariaat van de Waalse Regering en de Kanselarij :

Toelagen voor acties of studies die bijdragen tot de ontwikkeling van de gewestelijke instelling.

Toelagen aan de plaatselijke besturen voor de door de Waalse Regering ondersteunde specifieke acties.

Toelagen aan het « Institut Jules Destrée » voor het voeren van door de Waalse Regering ondersteunde specifieke acties ter bevordering van de Waalse identiteit.

Toelagen aan de « Fondation Solvay ».

Programma 10.06 : Ambtenarenzaken, Vorming en Menselijke Hulpkrachten :

Toelagen aan openbare of privé-instellingen voor beroepsopleiding voor de uitvoering van opleidingsplannen bestemd voor de ambtenaren van het Waalse Gewest en van de ondergeschikte besturen.

Programma 11.01 : Economische expansie :

Toelagen voor acties, activiteiten of studies die bijdragen tot de gewestelijke economische ontwikkeling.

Programma 11.06 : KMO's en Middenstand :

Toelagen voor acties, activiteiten of studies die bijdragen tot de gewestelijke economische ontwikkeling.

Programma 11.08 : Bevordering van de tewerkstelling :

Toelagen voor proefacties bestemd bij voorkeur voor werklozen.

Toelagen voor initiatieven betreffende specifieke programma's inzake inschakeling in het arbeidsproces.

Toelagen voor onroerende goederen verworven door verenigingen in het raam van hun proefacties bestemd bij voorkeur voor werklozen.

Programma 11.13 : Opleiding van loon- en weddetrekkenden buiten Forem :

Toelagen voor acties of activiteiten die bijdragen tot de beroepsopleiding.

Programma 12.01 : Energie :

Toelagen voor de bevordering of ondersteuning van acties ter bevordering van een rationeel gebruik van energie en alternatieve energie.

Toelagen voor de betaling van de uitgaven betreffende de medefinanciering met de EEG van acties gevoerd door partners van het Gewest in het raam van Europese programma's.

Toelagen aan de Agence de Coopération culturelle et technique (ACCT), te Parijs, voor de uitvoering van specifieke "Energie"-acties in het raam van de follow-up van de topconferenties van de Francophonie.

Programma 12.02 : Vorsing :

Toelagen voor de verspreiding en de ontwikkeling van nieuwe technologieën, de industriële vernieuwing en de vorsing inzake spits-technologieën.

Toelagen voor activiteiten ter bevordering van de vorsing, de vernieuwing en de technologische ontwikkeling.

Toelagen aan de instelling belast met de ondergrondse vergassing of een instelling die geheel of ten dele belast is met haar opdrachten.

Toelagen aan universitaire of van universitair niveau vorsingseenheden en vorsingscentra voor de financiering van vorsingsprojecten, met inbegrip van uitgaven inzake infrastructuur, de aankoop van uitrustingen en voor het verlenen van adviezen inzake technologieën.

Toelagen voor acties, studies of infrastructures medegefinancierd met Europese fondsen.

Bijstand aan acties voor de demonstratie van wetenschappelijke en originele toepassingen van spits technologieën bestemd voor activiteitssectoren waar deze technologieën niet of weinig toegepast worden.

Programma 12.03 : Hulpverlening aan bedrijven :

Toelagen voor de overname van de uitgaven betreffende fundamenteel industrieel onderzoek.

Toelagen voor de overname van de uitgaven betreffende de financiering van de voorbereiding of begeleiding van vorsings- of ontwikkelingsprojecten.

Toelagen voor acties, studies of infrastructures medegefinancierd met Europese fondsen.

Programma 13.01 : Bossen :

Toelagen voor bosuitbaters voor de opslag van windworp.

Toelagen aan verenigingen die actief zijn op het gebied van de bescherming en de valorisatie van het bos.

Toelagen aan de ondergeschikte besturen voor de uitvoering van werken in bossen.

Programma 13.02 : Natuurbehoud :

Toelagen aan diverse verenigingen en privé-personen voor het natuurbehoud.

Toelagen voor het behoud van opmerkelijke bomen en hagen op privé-eigendom en openbare groene ruimten.

Bijstand aan proefacties op gemeentelijk niveau inzake behoud van de natuur en van groene ruimten.

Bewustmaking van het publiek voor aanplantingen ter gelegenheid van de "Journée de l'Arbre".

Programma 13.03 : Leefmilieu :

Toelagen aan verenigingen inzake bescherming en behoud van het leefmilieu.

Toelagen aan verenigingen en ondergeschikte besturen in het kader van de "Semaine verte".

Premies aan de gemeenten voor de indienstneming van milieuadviseurs.

Programma 13.04 : Ondergrondse rijkdommen :

Toelagen aan natuurlijke personen of privé-instellingen voor de ontsluiting van de ondergrondse rijkdommen.

Programma 13.05 : Water (controle, beheer en productie) :

Toelagen voor de conceptie en de uitgave van de "Tribune de l'Eau".

Toelagen aan de riviercomités voor de financiering van de voorstudie van het rivierverdrag.

Toelagen aan privé-instellingen voor bewustmaking, voorlichting en opleiding in aangelegenheden die betrekking hebben op het water.

Programma 13.09 : Preventie van milieuvervuiling :

Ondersteuning van opleidings- en bijscholingsprogramma's voor het personeel van de ondergeschikte besturen.

Programma 13.10 : Jacht, visserij en visteelt :

Toelagen aan jagers- en vissersverenigingen.

Toelagen voor de ontwikkeling van de visteelt.

Programma 14.01 : Toezicht :

Toelagen aan de Hoge Raad voor steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest voor zijn werking en de aankoop van duurzame roerende goederen.

Toelagen en vergoedingen aan privé-verenigingen die acties op verscheidene gebieden van het gemeentelijk leven organiseren.

Toelagen aan gemeenten en openbare instellingen die bedenkingen- en bewustmakingsacties voeren inzake de ontwikkeling van de plaatselijke besturen.

Programma 14.02 : Algemene financiering van de gemeenten :

Toelagen ten gunste van Namen-Hoofdstad.

Toelagen ten gunste van de gemeenten in het kader van hulpverlening in het beheer, specifieke acties voor integratie en veiligheid en acties ter leniging van specifieke noden.

Toelagen aan het Gewestelijk hulpcentrum voor gemeenten voor zijn werking en de aankoop van duurzame roerende goederen.

Toelagen aan het Gewestelijk vormingscentrum voor zijn werking en de aankoop van duurzame roerende goederen.

Programma 14.03 : Algemene financiering van de provincies :

Tussenkomst voor de overname van de werkingskosten van de buitendiensten van Toezicht.

Aanvullende toelage voor de leniging van specifieke noden en als bijdrage ter compensatie van de belasting op de wateropname.

Programma 14.04 : Gesubsidieerde werken :

Toelagen voor de plaatsing van signalisatie langs de bouwwerven opgenomen in de driejarige plannen.

Toelagen aan privé- of openbare instellingen voor bewustmaking, voorlichting en opleiding in aangelegenheden die betrekking hebben op gesubsidieerde werken.

Toelagen aan de openbare en privé-sector voor bewustmaking, voorlichting en opleiding in aangelegenheden die betrekking hebben op sport.

Programma 15.01 : Ruimtelijke ordening en stedenbouw :

Toelagen voor acties ter bevordering van een goede ruimtelijke ordening zowel op plaatselijk als op gewestelijk vlak.

Toelagen aan gemeenten en grondregies in het kader van hun aankopen en ruilen van gronden uitgevoerd in het kader van het door het Gewest bepaalde grondbeleid.

Programma 15.02 : Stadsvernieuwing en sanering van afgedankte industriegebieden :

Toelagen inzake acties voor de bevordering en de aanmoediging van het hergebruik, de renovatie en de aanpassing van het bestaand patrimonium met als doel een meer verantwoord bodemgebruik.

Toelagen aan gemeenten die stadsvernieuwingsovernames van het type "initiatiefwijk" ondernemen om een deel van de loonkosten en andere kosten te betalen van de door de gemeente tewerkgestelde projectleiders die uitsluitend aangesteld zijn voor het beheer van de onderneming. Deze toelagen worden forfaitair vastgesteld op 1,5 miljoen frank per "initiatiefwijk"-project.

Toelagen aan gemeenten die stadsvernieuwingsovernames van het type "initiatiefwijk" ondernemen om een deel van de loonkosten en andere kosten verbonden aan de oprichting en de werking van de wijkregies te betalen.

Aanvullende tussenkomsten door een aan de SOWAGEP toegekende opdracht voor de sanering van de industriële en stedelijke ongebruikte gronden ten bate van projectoperatoren die in de programma's van doelstellingen 1 en 2 voorkomen.

Toelagen aan gemeenten betrokken bij de bevoorrechte initiatiefzones en die een wijkproject opmaken of laten opmaken, dat door een projectleider wordt gecoördineerd.

Toelagen aan gemeenten vermeld in de lijst van de bevoorrechte initiatiefzones van type 1, in het kader van het gewestelijk grondbeleid. Deze toelagen zijn bestemd om :

- hetzij de gemeente aan te sporen onroerende goederen geschikt voor stadsuitbreiding aan te kopen ten einde meer bebouwde of te bouwen onroerende goederen in het gebied aan te bieden;

- hetzij de ruil of de verkoop aan te sporen van onroerende goederen niet-geschikt voor stadsuitbreiding en die eigendom zijn van de gemeente ten einde goederen te kunnen kopen die geschikt zijn voor stadsuitbreiding of die, op stedenbouwkundig vlak, in het kader van een gemeentelijk beleid van huisvestingsuitbreiding passen.

Toelagen aan gemeenten vermeld in de lijst van de bevoorrechte initiatiefzones van type 1, in het kader van het gewestelijk grondbeleid.

Programma 15.04 : Huisvesting - privé-sector :

Toelagen voor acties ter bevordering van een betere aanpassing van het woningbestand in de privé-sector aan de behoeften van de gemeenschap.

Toelagen voor acties gevoerd door de Maatschappelijke Immobiliëntagentschappen (Agences immobilières sociales).

Programma 15.04 : Huisvesting - openbare sector :

Toelagen voor acties gevoerd door de openbare besturen inzake bouw, renovatie, infrastructuuruitrustingen en bevordering van de huisvesting voor sociale integratie en de middelmatige huisvesting.

Toelagen voor acties gevoerd ten gunste van wijkregies in sociale wijken.

Programma 15.06 : Monumenten, landschappen en opgravingen :

Toelagen voor voorstudies, bescherming, valorisatie, reffectatie, restauratie en bevordering van het monumenten-, natuurlijk en archeologisch patrimonium van het Waalse Gewest.

Toelagen aan de privé-sector voor een maximumbedrag van 100.000 frank gelijk aan maximum 60 % van uit te voeren werken van voorzorgsmaatregelen inzake onderhoud van niet-geklasseerde gebouwen opgenomen in de Inventaris van het Belgisch Patrimonium (Inventaire du Patrimoine de Belgique) (samengesteld en gepubliceerd overeenkomstig artikel 347 van CWATUP).

Programma 16.02 : Bevordering van het Gewest op internationaal niveau :

Toelagen voor acties, activiteiten of studies.

Programma 17.01 : Gezondheid :

Toelagen voor onderzoek en studies op het gebied van de gezondheid en de geestelijke gezondheid.

Toelagen voor organisaties en groeperingen die door hun optreden deelnemen aan de verspreiding van inlichtingen betreffende de gezondheid.

Toelagen aan geïntegreerde gezondheidscentra.

Toelagen voor acties op het gebied van toxicomanie.

Toelagen voor initiatieven uitgevoerd in het kader van doelstelling 1.

Programma 17.02 : Geestelijke gezondheid :

Toelagen aan centra van tele-onthaal

Toelagen aan organisaties voor studies en experimenten inzake geestelijke gezondheid.

Programma 17.03 : Sociale actie :

Toelagen aan organisaties voor sociale actie en acties inzake gezin en derde leeftijd.

Toelagen voor de financiering van onderzoek op sociaal gebied.

Toelagen aan organisaties voor coördinatie en documentatie op sociaal gebied.

Toelagen aan centra voor sociale dienst.

Ondersteuning van bijzondere initiatieven van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Ondersteuning voor de opleiding van sociale werkers en ambtenaren.

Ondersteuning van privé-initiatieven ter bemiddeling inzake schulden.

Tenlasteneming van de sociale bemiddelaars in de wijkregies.

Ondersteuning van openbare initiatieven ter bemiddeling inzake schulden door erkende diensten.

Toelagen aan openbare en privé-organisaties in het kader van de acties "Été solidaire, je suis partenaire".

Toelagen aan openbare diensten voor de inwerkingstelling van plannen voor de sociale integratie.

Programma 17.05 : Bejaarden :

Toelagen aan dagverblijven voor bejaarden in de privé-sector.

Toelagen aan dagverblijven voor bejaarden in de openbare sector.

Programma 17.06 : Gehandicapten :

Toelagen voor acties inzake sociale bevordering en integratie van gehandicapten.

Programma 17.07 : Sociale integratie van migranten :

Toelagen inzake sociale integratie van uitheemse bevolkingsgroepen.

Toelagen aan gewestelijke centra voor integratie van uitheemse bevolkingsgroepen.

Toelagen aan openbare en privé-organisaties die acties voeren op het gebied van opvang en integratie van vreemdelingen.

Toelagen aan openbare en privé-instellingen in het kader van de acties "Été solidaire, je suis partenaire".

Programma 18.01 : Toerisme :

Toelagen voor acties, activiteiten of studies die bijdragen tot de ontwikkeling van het gewestelijk toerisme.

Programma 19.01 : Landbouw, slachthuizen en agrovoedingsmiddelen :

Bijkomende en aanvullende toelagen aan de fok- en productieverenigingen alsook aan de verenigingen voor dieren- en plantenselectie inzake toegepast onderzoek, begeleiding, vulgarisatie en bevordering van de landbouw.

Toelagen voor de kwaliteitsmerken en de kwaliteitscontrole van producten.

Bijkomende en aanvullende toelagen aan de universitaire faculteiten, vorsings- en onderzoekcentra en de instellingen van hoger agrarisch onderwijs voor het toegepast onderzoek inzake afstelling van technieken en systemen voor landbouwproductie en -diversificatie.

Bijkomende en aanvullende toelagen aan verenigingen en groepen die zorgen voor voorlichting, sensibilisatie en begeleiding in de landbouw.

Toelagen aan diverse verenigingen voor de bevordering van Waalse landbouwproducten.

Bijkomende en aanvullende toelagen aan de diensten voor landbouwvervanging.

Toelagen aan de ontledingslaboratoria geïntegreerd in de Waalse Bodemcommissie (Commission des Sols de Wallonie) en het REQUASUD-net.

Toelagen voor de teelt van winterkoolzaad voor geen voedingsdoel-einde.

Toelagen aan de beroepslandbouworganisaties voor de oprichting van gebouwen bestemd voor hun bevorderingsdiensten en -activiteiten.

Programma 19.02 : Ontwikkeling van het landelijk milieu :

Toelagen aan de «Fondation rurale de Wallonie» overeenkomstig de kaderovereenkomst.

Toelagen aan natuurlijke personen of privé-instellingen voor acties ter bevordering, valorisatie, sensibilisering of voorlichting inzake platelandsontwikkeling of ruilverkaveling.

Toelagen aan natuurlijke personen of privé-instellingen voor acties, initiatieven of handelingen van landelijke vernieuwing.

Programma 50.02 : Werkingskosten en prestaties door derden :

Toelagen voor de organisatie van tentoonstellingen en lezingen evenals voor studies.

Toelagen voor de bevordering van acties inzake verkeersveiligheid.

Toelagen aan diverse verenigingen en groeperingen voor sensibilisering, voorlichting en opleiding inzake openbare infrastructuur.

Programma 50.04 : Vestiging der gebouwen :

Toelagen voor het uitreiken van prijzen in het kader van de integratie van kunstwerken in de gebouwen van het Gewest.

Programma 52.03 : Bevordering van de binnenvaart :

Toelagen aan verenigingen die actief zijn op het gebied van de bevordering en valorisatie van de binnenvaart.

Toelagen voor de organisatie van tentoonstellingen en lezingen evenals voor studies.

Programma 53.05 : Telecommunicatienet - Bouw :

Allerhande toelagen tot verzekering van de economische ontwikkeling inzake telecommunicaties.

Programma 54.01 : Openbaar stads- en interstedelijk vervoer :

Toelagen aan verenigingen voor de bevordering van het openbaar vervoer.

Toelagen aan verenigingen die de mobiliteit inzake vervoer bestuderen en/of voorstaan.

Toelagen ter ondersteuning van organisatoren van manifestaties in verband met vervoer.

Toelagen ter bevordering van het imago van het Waalse Gewest en zijn tussenkomsten ten gunste van het vervoer.

Toelagen aan de maatschappijen van de groep TEC en de Waalse Gewestelijke Vervoersmaatschappij (Société régionale wallonne des Transports) voor de verwezenlijking van investeringen tot verbetering van de kwaliteit van het openbaar vervoer.

Programma 54.02 : Luchthavens en vliegvelden :

Toelagen aan de maatschappijen die de gewestelijke luchthavens en vliegvelden beheren voor de promotie van hun infrastructuur.

Toelagen voor de oprichting en de uitbating van een centrum van spits-telecommunicaties in het kader van doelstelling 1.

Programma 54.04 : Bevordering, coördinatie van het vervoer en autoverhuur :

Toelagen voor opleidings-, vorsings- en vernieuwingsactiviteiten inzake vervoer.

Toelagen ter bevordering van het imago van het Waalse Gewest en zijn tussenkomsten ten gunste van het vervoer.

Gewestelijke Onderneming : Waalse gewestelijke dienst voor afval (Office régional des Déchets).

Toelagen aan verenigingen en gemeenten voor de aanmoediging van acties inzake preventie en recycling van huishoudelijk afval.

Toelagen aan de SPAQUE voor zijn werking en voor de saneringswerken van oude stortplaatsen.

Toelagen aan afvalverwerkingsinstellingen voor de bijstand verleend door de "Missi Dominici" aan gemeenten.

Art. 20. De Minister bevoegd voor Begroting stelt het Rekenhof regelmatig in kennis van de vastleggingen uitgevoerd overeenkomstig de in artikel 32 bedoelde machtigingen.

De in artikelen 31 en 32 bedoelde machtigingen zijn onderworpen aan het visum van de controleur der vastleggingen en aan het Rekenhof.

Voor de tiende dag van iedere maand doet de controleur der vastleggingen aan het Rekenhof een drievoudige lijst samen met de bewijsstukken toekomen, die enerzijds het bedrag van de tijdens de afgelopen maand geviseerde machtigingen en, anderzijds, het bedrag van de sinds het begin van het jaar geviseerde machtigingen vermeldt.

De lijst van de maand december geldt als samenvattende jaarlijkse lijst.

Het Rekenhof zendt een gevisieerd exemplaar van deze lijst terug aan de Minister bevoegd voor de Begroting.

Art. 21. De toelagen aan de bij de bevoorrechte initiatiefzones betrokken gemeenten die een door een projectleider gecoördineerd wijkontwerp opmaken of laten opmaken, kunnen bestemd worden voor de dekking van :

- 90 % van de aankoop-, renovatie- en inrichtingskosten van een gebouw in de woonwijk bestemd voor de huisvesting van de projectleider en de wijkregie en voor vergaderplaats van de plaatselijke bevolking; het subsidiabel bedrag wordt vastgesteld op 3 miljoen frank per initiatiefzone;

- 90 % van het bedrag (kosten inbegrepen) van de aankoop van gebouwen bestemd voor de inrichting van woningen na de goedkeuring van het leidend schema; deze tussenkomst wordt beperkt enerzijds tot 2 miljoen frank per bestaande of potentiële woning in het betrokken gebouw en anderzijds tot de raming van de ontvanger van de Registratie of van het aankoopcomité.

Deze tussenkomsten kunnen voorafgaand de goedkeuring van het leidend schema van de betrokken actie toegekend worden.

Art. 22. Namens het Waalse Gewest is de Waalse Regering gemachtigd tot de kosteloze overdracht aan het Patrimonium van de Universiteit te Luik van het aan het Gewest toebehorend terrein van 10.000 m² samen met de gebouwen, gelegen in het wetenschappelijk park van Sart-Tilman en tegenwoordig ingenomen door het Luikse ruimtencentrum (Centre spatial liégeois).

Art. 23. Het Waalse Gewest is gemachtigd kredietoverdrachten uit te voeren tussen de basisallocaties 52.31, 61.01, 63.01 en 72.01 van programma 01, 52.21 en 63.01 van programma 04, 52.31, 63.01 en 63.02 van programma 05 en 52.22 en 52.31 van programma 06 van afdeling 17.

Art. 24. Artikel 1, § 3, van het decreet van 17 december 1992 tot oprichting van begrotingsfondsen inzake Openbare Werken wordt aangevuld als volgt :

"c) voor de aanwerving van personeel met een arbeidsovereenkomst van bepaalde duur aangesteld voor de afhandeling van bestellingen".

Art. 25. De niet-gesplitste kredieten van de basisallocatie 33.08 en 43.08 van programma 06 van afdeling 17 mogen worden aangewend voor de betaling van het maandelijke voorschot van januari 1997.

Art. 26. De Regering bepaalt de regels voor erkenning en subsidiëring betreffende de toekenning van toelagen aan de centra voor sociale dienst voor de dekking van hun werkingskosten.

Art. 27. De Waalse Regering is gemachtigd het toepassingsveld van artikel 74 van het Huisvestingswetboek te verruimen, dat het onderwerp is van basisallocatie 51.03 van programma 05 van afdeling 15.

Art. 28. De Minister, tot wiens bevoegdheden de Huisvesting behoort, is gemachtigd tot het terugbetalen ten laste van de allocatie 63.02 van programma 05 van afdeling 15 en voor rekening van de federale Staat van de annuïteiten verschuldigd aan de openbare immobielienmaatschappijen die, vóór 15 januari 1975, recht gehad hebben op de toepassing van artikel 74 (voorheen artikel 66) van het Huisvestingswetboek, ten belope van een maximumbedrag van 28,7 miljoen frank.

HOOFDSTUK II Machtigingen

Art. 29. Mits akkoord van de Waalse Regering is de Waalse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij (Société régionale wallonne du Logement) gemachtigd deel te nemen aan de oprichting en het beheer van verenigingen zonder winstgevend doel waarvan het maatschappelijk doel bijdraagt tot de inwerkingstelling en de coördinatie van het gewestelijk huisvestingsbeleid.

In dit kader is de maatschappij tevens gemachtigd de financiering of de vooruitfinanciering van genoemde verenigingen te verzekeren.

Art. 30. De Waalse Regering wordt gemachtigd tot het opnemen bij het Gemeentekrediet van België en in naam van het Waalse Gewest, voor rekening van het psychiatrisch ziekenhuis "Les Marronniers" te Doornik, van een krediet van 234,0 miljoen frank, en voor rekening van het psychiatrisch ziekenhuis "Chênes aux Haies" te Bergen, van een krediet van 100,0 miljoen frank voor de vooruitfinanciering van de werkingskosten van voornoemde ziekenhuizen.

Art. 31. Onverminderd de bepalingen van voorgaand artikel wordt de Waalse Regering gemachtigd tot het aangaan van de verbintenis tot betaling, op de vervaldag, van de interest en delging, binnen een termijn van ten hoogste twintig jaar, van de door het Gemeentekrediet van België toegestane leningen, voor bedragen gelijk aan 40 % van de kostprijs van de in de psychiatrische ziekenhuizen te Bergen en Doornik uitgevoerde werken.

Deze machtigingen tot het aangaan van leningen mogen in 1996 niet meer dan 80 miljoen frank bedragen.

De interest- en delgingslasten van voornoemde leningen worden berekend in de prijs van een verplegingsdag van de betrokken ziekenhuizen.

Art. 32. De Minister, tot wiens bevoegdheden het Water behoort, wordt gemachtigd tot het vastleggen in 1996 ten laste van het Fonds voor de bescherming van het oppervlaktewater (programma 06, afdeling 13) van toelagen voor werken van de waterzuiveringsinstellingen, ten belope van het op 31 december 1995 beschikbare saldo van de machtiging vermeld in artikel 27 van het decreet van 16 december 1994 houdende de algemene begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1995, zoals aangepast.

Aanvullend bij artikel 30 van het decreet van 30 april 1990 tot invoering van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater is de Minister, tot wiens bevoegdheden het Water behoort, gemachtigd tot het vastleggen van uitgaven ten laste van het Fonds voor de bescherming van het oppervlaktewater (programma 06, afdeling 13) ongeacht het beschikbaar saldo van dit fonds en voor een bedrag gelijk aan dat vermeld in de tabel gevoegd bij dit decreet ten overstaan van de uitgaven van het jaar 1996.

Art. 33. De Waalse Regering wordt gemachtigd tot het sluiten van bevorderingscontracten, overeenkomstig de aankoop- of huurvoorwaarden vermeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 18 mei 1981 betreffende de algemene voorwaarden voor de toekenning van openbare aanbestedingen voor de bevordering van werken en leveringen, voor de bouw van volgende administratieve gebouwen, beperkt tot de hierna volgende bedragen :

Namen :	
"site de la gare"	2.600,0 miljoen F
place Léopold, gebouw "Bibot"	280,0 miljoen F
"Célestines"-wijk	360,0 miljoen F
rue Keffer	370,0 miljoen F
Luik :	
hôpital des Anglais	940,0 miljoen F

Art. 34. Als bijdrage van het Waalse Gewest tot de projecten gesteund bij de Europese structurele fondsen in het kader van doelstelling 1, wordt de Waalse Regering gemachtigd tot het starten van de volgens een vastgesteld begrotingskalender geprogrammeerde acties waarvan de bedragen vastgesteld zijn zoals volgt :

Schikking 1.2.1

Actie 1 RDT-centrum	654,9 miljoen F
Actie 2 Mobiliserend programma	654,5 miljoen F

Schikking 1.2.3

Infrastructuur	261,2 miljoen F
Uitbatingslasten	40,1 miljoen F
Interface	93,5 miljoen F

Schikking 1.3.1

Infrastructuur van het wetenschappelijk park van Bergen	170,1 miljoen F
---	-----------------

Schikking 1.4.6

Project Strafor	24,3 miljoen F
RDT-centrum en	
Vorsingscentrum	159,6 miljoen F
Wetenschappelijk Forum	99,2 miljoen F

Art. 35. Wegens het einde van de opdracht toegekend aan de SRIW bij de overeenkomst van opdrachtdelegatie van 27 juni 1989 betreffende de oprichting van de SONAT c.v. en haar aanhangsels is de terugbetaling aan het Gewest van het saldo van de lopende rekening der ontvangsten en uitgaven van de SRIW voor de uitvoering van deze opdracht ten laste van artikel 36.01 van afdeling 13, sector II, titel II, van de begroting van de ontvangsten.

Bij afwijking van artikel 3 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, wordt deze ontvangst aangewend voor het begrotingsfonds voor het afvalbeheer (programma 03, afdeling 13) opgericht bij het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op afvalstoffen en voorbehouden voor de gedeeltelijke financiering van de afvalverbrandingsoven die zal worden gebouwd door de intercommunale SIVADEM samengesteld uit de BEPN en IDELUX, overeenkomstig de functionele reglementering van de toelagen aan de ondergeschikte besturen voor de behandeling van huishoudelijk afval.

HOOFDSTUK III Gewestelijke waarborgen

Art. 36. De Waalse Regering is gemachtigd over het aangaan van leningen te beschikken naargelang de staat van de geldmiddelen van het Waals Fonds voor de huisvesting van kroostrijke gezinnen (Fonds du Logement des familles nombreuses de Wallonie). Het totaal bedrag van de onder dekking van de gewestelijke waarborg toegestane leningen mag in geen geval meer bedragen dan 1,7 miljard frank.

De waarborg omvat eveneens de verrichtingen van financieel beheer die betrekking hebben op deze leningen. De Waalse Regering is gemachtigd de waarborg van het Waalse Gewest te verlenen voor de verrichtingen van financieel beheer voor de van 1990 tot 1995 door het Waals Fonds voor de huisvesting van kroostrijke gezinnen aangegane en door het Gewest gewaarborgde leningen.

Art. 37. De Waalse Regering is gemachtigd de waarborg van het Waalse Gewest te verlenen voor de leningen van de Waalse Watervoorzieningsmaatschappij (Société wallonne des Distributions d'Eau) ten belope van een maximumbedrag van 2 miljard frank voor het jaar 1996.

Art. 38. § 1. De Waalse Regering wordt gemachtigd, tot 31 december 1996, de aanvullende waarborg van het Waalse Gewest toe te kennen voor de gehele of gedeeltelijke terugbetaling in hoofdsom, rente en bijkomende kosten, van leningen voor buitengewone hulp, en als zodanig aangerekend, die door gemeenten bij het Gemeentekrediet van België worden aangegaan. Deze waarborg zal evenwel slechts worden toegekend aan de gemeenten die een beheersplan van hun financiën voorleggen en, om de uitvoering ervan te verzekeren, bijzonder dwingende toezichtsmodaliteiten aanvaarden.

§ 2. De Waalse Regering wordt gemachtigd, onder dezelfde voorwaarden, leningen aan te gaan om de gemeenten de sommen te lenen die vereist zijn voor de zekerstelling van de consolidatie op lange termijn van de tussen 1981 en 1984 door het Waalse Gewest gewaarborgde leningen voor buitengewone hulp.

§ 3. De krachtens dit artikel verleende aanvullende waarborgen mogen het globaal bedrag van 12 miljard frank niet overschrijden.

Art. 39. De Waalse Regering wordt gemachtigd de waarborg van het Waalse Gewest toe te kennen voor de door landbouwers en landbouwbedrijven aangegane leningen voor investeringen in land- en tuinbouw, en dit voor een totaal bedrag van 3,3 miljard frank in 1996.

Art. 40. De Waalse Regering wordt gemachtigd de waarborg van het Gewest toe te kennen voor de leningen van de Waalse Gewestelijke Vervoersmaatschappij betreffende de uitbatingsinvesteringen, met inbegrip van de in de hoedanigheid van bus- en/of materiaalhuurder gedane verrichtingen, de leningen aangegaan voor de vervroegde terugbetaling van andere leningen, de swaptransacties met interest, alsook de transacties voor de dekking van het risico van de interestenschommeling. Deze waarborg wordt toegekend voor een maximumbedrag van 1.400 miljoen frank binnen de perken voorzien in de basisallocatie 51.07, programma 01, afdeling 54.

Art. 41. De Waalse Regering wordt gemachtigd de waarborg van het Gewest toe te kennen, ten belope van een maximumbedrag van 750 miljoen frank, voor de leningen betreffende de bouw van ziekenhuizen en medisch-sociale instellingen in het kader van een raamovereenkomst tussen het Waalse Gewest en de financiële instellingen.

Art. 42. In het raam van de reffectatie van een deel van de sociale wijk Hadès, eigendom van de Foyer d'Hornu, in burelen en handelsruimten, wordt de Waalse Regering gemachtigd de waarborg van het Gewest toe te kennen voor een lening van 210,0 miljoen frank aan de Foyer d'Hornu door toedoen van de Waalse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij.

HOOFDSTUK IV Verlenen van voorschotten

Art. 43. De Minister-President en de Leden van de Waalse Regering mogen voorschotten toekennen op de financiële tussenkomst van het Gewest in de uitgaven voor :

1° werken inzake zuivering van afvalwater en ruilverkaveling.

Deze voorschotten mogen ten hoogste bedragen :

a) 30 % van het bedrag van de aangegane overeenkomsten van minder dan 50 miljoen frank;

b) 25 % van het bedrag van de aangegane overeenkomsten die tussen de 50 en de 200 miljoen frank liggen;

c) 20 % van het bedrag van de aangegane overeenkomsten van meer dan 200 miljoen frank.

Het bedrag van de financiële tussenkomst van het Gewest, bepaald op het ogenblik van de aanwijzing van de aannemer, dient als referentie voor de berekening van het voorschot.

Deze som zal aan de rechthebbende instelling worden gestort op het ogenblik dat de administratie het bevel tot aanvang der werken heeft verkregen.

2° Werken uitgevoerd in het kader van een project voor landelijke of stadshernieuwing.

a) Deze voorschotten mogen niet hoger zijn dan 20 % van de toelage berekend op basis van het bedrag van de aangegane overeenkomst. Deze som zal aan de rechthebbende instelling worden gestort op het ogenblik dat het Gewest het bevel tot aanvang der werken heeft verkregen.

b) Een voorafgaand voorschot, forfaitair vastgesteld op 5 % van de toelage berekend op basis van de raming van de overeenkomst, kan worden toegekend voor voorontwerp- en ontwerpstudies. Deze som zal aan de rechthebbende instelling worden gestort na goedkeuring door het Gewest, van de raming van de overeenkomst bij de overhandiging van het voorontwerp.

3° Werken uitgevoerd in het kader van een project voor stimulering van de levenscentra en de erelonen, taken en diverse kosten eraan verbonden. Dit voorschot wordt vereffend, voor wat de werken, taken en bijkomende kosten betreft, op grond van de opeenvolgende vorderingsstaten ten belope van 90 % van het bedrag van de toegewezen opdracht en de uitbetaling van het saldo gebeurt bij de eindafrekening. Voor de erelonen voor studies, leiding van de werken en toezicht, mogen voorschotten vereffend worden op grond van de geleverde diensten en de overeengekomen schijven.

Art. 44. Binnen de perken van de op de basisallocatie 63.05, programma 04, afdeling 14, ingeschreven kredieten is de Waalse Regering gemachtigd tot een tussenkomst bij de door een ramp getroffen gemeenten om deze in staat te stellen aan de slachtoffers terugvorderbare voorschotten te verstrekken, in afwachting van de tussenkomst van het Rampenfonds.

Art. 45. Het Waalse Agentschap voor de Integratie van Gehandicapten (Agence wallonne pour l'Intégration des personnes handicapées) kan een bedrag van 165 miljoen frank ten laste van haar begroting besteden aan de door de Regering goedgekeurde investeringsprogramma's voor de aankoop, de bouw, de inrichting en uitrusting van gebouwen bestemd voor het onthaal van gehandicapten.

HOOFDSTUK V Afzonderlijke afdeling

Art. 46. In afwijking van artikel 16 van de wet van 28 juni 1989 tot wijziging van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit zijn de bepalingen van artikelen 1 en 5 van diezelfde wet niet van toepassing tijdens het jaar 1996 op de fondsen vermeld onder Titel IV van de bij dit decreet gevoegde tabel.

Art. 47. De wijze van beschikking over het tegoed vermeld voor de fondsen ingeschreven onder Titel IV van de bij dit decreet gevoegde tabel wordt aangeduid naast het artikelnummer of littera van elk betreffend fonds.

De fondsen waarvan de uitgaven aan het voorafgaand visum van het Rekenhof worden voorgelegd worden door het teken A aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarover rechtstreeks wordt beschikt door de rekenplichtigen die de ontvangsten ervan hebben verricht worden door het teken C aangeduid.

Art. 48. In 1996 mag geen nieuwe verbintenis worden aangegaan ten laste van de fondsen van afdelingen 31 en 34 vermeld onder Titel IV van de bij dit decreet gevoegde tabel.

Art. 49. De Minister bevoegd voor Begroting mag verwachte uitgaven vastleggen ten belope van de door de EEG bepaalde bedragen voor tussenkomst buiten de perken van de beschikbare ontvangsten van artikelen 60.02.A.01 (FEDER), 60.02.A.02 (FEOGA), 60.02.A.03 (FSE), 60.02.A.05 (IFOP) en 60.02.A.06 (LIFE) van afdeling 10, deel I, Titel IV.

HOOFDSTUK VI Gewestelijke bedrijven

Art. 50. De bij dit decreet gevoegde begroting van het Gewestelijk Bedrijf voor Winning en Toevoer van Water (Entreprise régionale de Production et d'Adduction d'Eau) voor het jaar 1996 is goedgekeurd.

Deze begroting bedraagt 1.440,2 miljoen frank voor de ontvangsten en 1.440,2 miljoen frank voor de uitgaven.

Art. 51. In afwijking van artikel 116 van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit kan de Minister bevoegd voor het Water overgaan tot elke nieuwe herverdeling van de basisallocaties ingeschreven in de begroting van de uitgaven van het Gewestelijk Bedrijf voor Winning en Toevoer van Water.

Art. 52. De bij dit decreet gevoegde begroting van de Gewestelijke Dienst voor Afval (Office régional des Déchets) voor het jaar 1996 is goedgekeurd.

Deze begroting bedraagt 2.806,1 miljoen frank voor de ontvangsten en 2.806,1 miljoen frank voor de uitgaven.

Art. 53. In afwijking van artikel 116 van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit kan de Minister bevoegd voor het Leefmilieu overgaan tot elke nieuwe herverdeling van de basisallocaties ingeschreven in de begroting van de uitgaven van de Gewestelijke Dienst voor Afval.

HOOFDSTUK VII Afzonderlijk beheerde gewestelijke diensten

Art. 54. De bij dit decreet gevoegde begroting van het Waalse Exportagentschap (Agence wallonne à l'Exportation) voor het jaar 1996 is goedgekeurd.

Deze begroting bedraagt 1.049,2 miljoen frank voor de ontvangsten en, voor de uitgaven, 1.289,2 miljoen frank in vastleggingsmiddelen en 1.049,2 miljoen frank in betaalmiddelen.

Art. 55. De bij dit decreet gevoegde begroting van de Dienst voor de Bevordering van de bevaarbare Waterwegen (Office de Promotion des Voies navigables) voor het jaar 1996 is goedgekeurd.

Deze begroting bedraagt 17,2 miljoen frank voor de ontvangsten en 17,2 miljoen frank voor de uitgaven.

Art. 56. In afwijking van artikel 15 van het koninklijk besluit van 17 juli 1995 houdende coördinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit kan de Minister bevoegd voor de Openbare Werken overgaan tot elke nieuwe herverdeling van de basisallocaties ingeschreven in de begroting van de uitgaven van de Dienst voor de Bevordering van de bevaarbare Waterwegen.

Art. 57. De bij dit decreet gevoegde begroting van de Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling (Office wallon de Développement rural) voor het jaar 1996 is goedgekeurd.

Deze begroting bedraagt 355,4 miljoen frank voor de ontvangsten en 355,4 miljoen frank voor de uitgaven.

Art. 58. In afwijking van artikel 15 van het koninklijk besluit van 17 juli 1995 houdende coördinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit kan de Minister bevoegd voor de Ruilverkavelingen overgaan tot elke nieuwe herverdeling van de basisallocaties ingeschreven in de begroting van de uitgaven van de Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling.

HOOFDSTUK VIII Instellingen van openbaar nut

Art. 59. De bij dit decreet gevoegde begroting van het Waals fonds van voorschotten voor het herstel van schade veroorzaakt door de grondwaterwinning en oppomping (Fonds wallon d'avances pour la réparation des dommages provoqués par des prises et des pompes d'eau souterraine) voor het jaar 1996 is goedgekeurd.

Deze begroting bedraagt 10,0 miljoen frank voor de ontvangsten en 10,0 miljoen frank voor de uitgaven.

Art. 60. De bij dit decreet gevoegde begroting van de Gewestelijke Dienst voor de Promotie van de Land- en Tuinbouw (Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture) voor het jaar 1996 is goedgekeurd.

Deze begroting bedraagt 205.591.000 frank voor de ontvangsten en 205.591.000 frank voor de uitgaven.

Art. 61. In afwijking van artikel 15 van het koninklijk besluit van 17 juli 1995 houdende coördinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit kan de Minister bevoegd voor de Landbouw overgaan tot elke nieuwe herverdeling van de basisallocaties ingeschreven in de begroting van de uitgaven van de Gewestelijke Dienst voor de Promotie van de Land- en Tuinbouw.

Art. 62. De bij dit decreet gevoegde begroting van het Gewestelijk hulpcentrum voor gemeenten (Centre régional d'Aide aux Communes) voor het jaar 1996 is goedgekeurd.

Deze begroting bedraagt 74.857.349 frank voor de ontvangsten en 74.857.349 frank voor de uitgaven.

Art. 63. De Minister bevoegd voor het Toezicht op de gemeenten kan overgaan tot elke nieuwe herverdeling van de basisallocaties ingeschreven in de begroting van de uitgaven van het Gewestelijk hulpcentrum voor gemeenten.

Art. 64. De bij dit decreet gevoegde begroting van het Openbaar Wetenschappelijk Instituut (Institut scientifique de Service public) voor het jaar 1996 is goedgekeurd.

Deze begroting bedraagt 566.339.483 frank voor de ontvangsten en 566.339.483 frank voor de uitgaven.

Art. 65. De Minister bevoegd voor het Onderzoek kan overgaan tot elke nieuwe herverdeling van de basisallocaties ingescreven in de begroting van de uitgaven van het Openbaar Wetenschappelijk Instituut.

Art. 66. De bij dit decreet gevoegde begroting van het psychiatrisch ziekenhuis "Les Marronniers", te Doornik, voor het jaar 1996 is goedgekeurd.

Deze begroting bedraagt 1.015.391.000 frank voor de ontvangsten en 1.015.391.000 frank voor de uitgaven.

Art. 67. De bij dit decreet gevoegde begroting van het psychiatrisch ziekenhuis "Le Chêne aux Haies", te Bergen, voor het jaar 1996 is goedgekeurd.

Deze begroting bedraagt 762.754.000 frank voor de ontvangsten en 762.754.000 frank voor de uitgaven.

HOOFDSTUK IX Diverse bepalingen

Art. 68. De Waalse Regering wordt gemachtigd, tot 31 december 1996, tot overname van de interestlasten van de in 1993 door rampen getroffen gemeenten bij het Gemeentekrediet van België of bij door de Waalse Regering erkende financiële instellingen aangegane leningen, zodat deze gemeenten de allernoodzakelijkste terugvorderbare voorschotten aan de slachtoffers kunnen verlenen, in afwachting van de tussenkomst van het Rampenfonds.

Deze overname mag voor de totale omvang der leningen het bedrag van 400 miljoen frank niet overschrijden, met inbegrip van de in 1994 toegestane leningen.

Art. 69. In afwijking van artikel 15 van het koninklijk besluit van 17 juli 1991 houdende coördinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit kan iedere Minister in het kader van zijn bevoegdheden en met het akkoord van de Minister van Begroting, in ieder betrokken programma, de nodige kredieten van de gewone basisallocaties overdragen naar de bijzondere allocaties opengesteld voor de Europese medefinancieringen.

Art. 70. In afwijking van artikel 3, 2e lid, van het decreet van 17 december 1992 tot oprichting van begrotingsfondsen inzake openbare werken, zoals gewijzigd bij artikel 13 van het decreet van 24 november 1994 houdende ontbinding van de Dienst der Scheepvaart wordt een door de Waalse Regering bepaald bedrag bij voorrang en volgens de door haar vastgestelde wijze opgenomen ten gunste van de Maatschappij voor de aanvullende financiering van de infrastructuur op alle heffingen opgelegd door de reglementaire schikkingen betreffende het gebruik van de waterwegen en hun aanhorigheden, met uitzondering van het deel van de navigatierechten bedoeld in artikel 11, 1°, van het decreet van 24 november 1994.

Art. 71. Ter aanvulling van artikel 20 van het decreet van 7 oktober 1985 betreffende de bescherming van oppervlaktewater tegen vervuiling worden de studies en bijkomende werken betreffende een infrastructuur toebehorend aan een publiekrechtelijk rechtspersoon van wie de eigendom, aangezien zijn bestemming, niet verworven kan worden door de zuiveringsinstelling, door het Gewest gesubsidieerd voor zover dat deze werken noodzakelijk zijn voor de oprichting van zuiveringsinstallaties vermeld in artikel 18, 1° en 4°, van hetzelfde decreet. Een door de Waalse Regering goedgekeurde overeenkomst gesloten tussen de publiekrechtelijke rechtspersoon, eigenaar van de infrastructuur, en de zuiveringsinstelling bepaalt de rechten en plichten van de partijen alsook de praktische voorwaarden voor de uitvoering van de studies en werken.

HOOFDSTUK X Slotbepalingen

Art. 72. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 1996.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 22 december 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting, Tewerkstelling en Vorming,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

ALGEMENE BEGROTING VAN DE UITGAVEN VAN HET WAALSE GEWEST VOOR
HET JAAR 1996

(In miljoen
frank)

		Niet gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
			Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten
	Afdeling 01.			
	Dotatie aan het Waalse Parlement.			
Programma 01.00	Dotatie aan het Waalse Parlement	1.089,0	0	0
Programma 01.01	Dotatie aan de ombudsdienst van het Waalse Gewest	31,0	0	0
	Totalen voor afdeling 01.	1.120,0	0	0
	Afdeling 02.			
	Kabinetsuitgaven van de Minister-Voorzitter van de Waalse Regering belast met Economie, Buitenlandse Handel, Kmo's, Toerisme en Patrimonium.			
Programma 02.00	Bestaansmiddelen	213,4	0	0
	Totalen voor afdeling 02.	213,4	0	0
	Afdeling 03.			
	Kabinetsuitgaven van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer.			
Programma 03.00	Bestaansmiddelen	170,0	0	0
	Totalen voor afdeling 03.	170,0	0	0
	Afdeling 04.			
	Kabinetsuitgaven van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken.			
Programma 04.00	Bestaansmiddelen	158,3	0	0
	Totalen voor afdeling 04.	158,3	0	0
	Afdeling 05.			
	Kabinetsuitgaven van de Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling en Vorming.			
Programma 05.00	Bestaansmiddelen	174,5	0	0
	Totalen voor afdeling 05.	174,5	0	0

(In miljoen frank)

		Niet gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
			Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten
Afdeling 06.				
Kabinetsuitgaven van de Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen.				
Programma 06.00	Bestaansmiddelen	145,0	0	0
Totalen voor afdeling 06.		145,0	0	0
Afdeling 07.				
Kabinetsuitgaven van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid.				
Programma 07.00	Bestaansmiddelen	148,2	0	0
Totalen voor afdeling 07.		148,2	0	0
Afdeling 08.				
Kabinetsuitgaven van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw.				
Programma 08.00	Bestaansmiddelen	182,5	0	0
Totalen voor afdeling 08.		182,5	0	0
Afdeling 09.				
Diensten van de Waalse Regering en niet aan de organieke afdelingen verbonden instellingen.				
Programma 09.01	Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest	108,8	0	0
Programma 09.02	Sociale dienst	72,0	0	0
Totalen voor afdeling 09.		180,8	0	0
Afdeling 10.				
Secretariaat-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest				
Programma 10.01	Algemeen beheer van het personeel van het Ministerie	6.064,5	0	0
Programma 10.02	Dienst van het voorzitterschap, secretariaat van de Waalse Regering en Kanselarij	81,6	0	0
Programma 10.03	Administratieve informatica	256,4	0	0
Programma 10.04	Gewestelijke statistieken	33,3	0	0
Programma 10.05	Juridische directie	2,7	0	0
Programma 10.06	Ambtenarenzaken, Vorming en Menselijke Hulpkrachten	42,6	8,5	8,5
Programma 10.07	Thesaurie, Begroting en Financiën	50,5	0	0
Programma 10.08	Algemene schuldenlast	6.270,3	0	0
Programma 10.12	Communicatie en informatie	34,2	0	0
Totalen voor afdeling 10.		12.836,1	8,5	8,5

		(In miljoen frank)		
		Niet gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
			Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten
Programma 12.05	Fonds voor bijstand en tussenkomst van het Waalse Gewest inzake vorsing en technologieën Oprichtingsfonds : Fonds voor de financiering van de bijstand en de tussenkomst van het Waalse Gewest inzake vorsing en technologieën. <i>Saldo op 1 januari 1996</i> <i>Ontvangsten van het lopend jaar</i> <i>Beschikbaar voor het jaar 1996</i> <u><i>Uitgaven ten laste van het Fonds</i></u> <i>Saldo op 31 december 1996</i>	0 0 0 0 0	0 37,6 100,0 137,6 101,3	0 91,6 100,0 191,6 120,4
	Totalen voor afdeling 12.	388,3	2.983,5	3.069,7
	Afdeling 13. Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.			
Programma 13.01	Bossen Oprichtingsfonds : Fonds voor het beheer van de bossen van de voormalige "Gruerie d'Arlon" (artikel 7 van de domaniale wet van 26 juli 1952) <i>Saldo op 1 januari 1996</i> <i>Ontvangsten van het lopend jaar</i> <i>Beschikbaar voor het jaar 1996</i> <u><i>Uitgaven ten laste van het Fonds</i></u> <i>Saldo op 31 december 1996</i> Oprichtingsfonds : Fonds voor het beheer van het bos van Herbeumont (artikel 1, 16, van de domaniale wet van 1 juli 1983) <i>Saldo op 1 januari 1996</i> <i>Ontvangsten van het lopend jaar</i> <i>Beschikbaar voor het jaar 1996</i> <u><i>Uitgaven ten laste van het Fonds</i></u> <i>Saldo op 31 december 1996</i>	136,3 0 0 0 0 0	245,0 28,2 10,0 38,2 12,0 26,2	208,6 30,0 10,0 40,0 12,0 28,0
Programma 13.02	Natuurbehoud	109,0	191,0	149,0
Programma 13.03	Leefmilieu	391,0	5,6	2,5
	Oprichtingsfonds : Fonds voor afvalbeheer (decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op afvalstoffen) <i>Saldo op 1 januari 1996</i> <i>Ontvangsten van het lopend jaar</i> <i>Beschikbaar voor het jaar 1996</i> <u><i>Uitgaven ten laste van het Fonds</i></u> <i>Saldo op 31 december 1996</i>	0 0 0 0 0	986,1 2.500,0 3.486,1 2.686,1 800,0	1.071,2 2.500,0 3.571,2 2.686,1 885,1
Programma 13.04	Ondergrondse rijkdommen	41,6	10,0	16,1
Programma 13.05	Water (controle, beheer en productie) Oprichtingsfonds : Fonds voor de bescherming van tot drinkwater verwerkbaar water (decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van tot drinkwater verwerkbaar water) <i>Saldo op 1 januari 1996</i> <i>Ontvangsten van het lopend jaar</i> <i>Beschikbaar voor het jaar 1996</i> <u><i>Uitgaven ten laste van het Fonds</i></u> <i>Saldo op 31 december 1996</i>	2.293,9 0 0 0 0 0	731,5 1.579,7 1.200,0 2.779,7 900,0 1.879,7	836,8 1.779,7 1.200,0 2.979,7 400,0 2.579,7

(In miljoen
frank)

		Niet gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
			Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten
	<i>Oprichtingsfonds : fonds voor de bescherming van het grondwater (decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van tot drinkwater verwerkbaar water)-</i>			
	<i>Saldo op 1 januari 1996</i>	0	0	0
	<i>Ontvangsten van het lopend jaar</i>	0	50,0	50,0
	<i>Beschikbaar voor het jaar 1996</i>	0	50,0	50,0
	<i>Uitgaven ten laste van het Fonds</i>	0	50,0	20,0
	<i>Saldo op 31 december 1996</i>	0	0	30,0
Programma 13.06	Bescherming van het water tegen vervuiling	927,0	1.200,0	356,9
	<i>Oprichtingsfonds : Fonds voor de bescherming van het oppervlaktewater (decreet van 30 april 1990 betreffende het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater)</i>			
	<i>Saldo op 1 januari 1996</i>	0	- 3.062,3	1.182,0
	<i>Ontvangsten van het lopend jaar</i>	0	2.212,0	2.212,0
	<i>Beschikbaar voor het jaar 1996</i>	0	- 850,3	3.394,0
	<i>Uitgaven ten laste van het Fonds</i>	0	3.151,6	2.764,8
	<i>Saldo op 31 december 1996</i>	0	- 4.001,9	629,2
Programma 13.08	Controle van milieuvervuiling	55,7	9,2	9,2
Programma 13.09	Preventie van milieuvervuiling	87,3	0	0
Programma 13.10	Jacht, vissery en visteelt	22,9	58,5	47,8
	Totalen voor afdeling 13.	4.064,7	9.253,5	7.512,8
	Afdeling 14.			
	Plaatselijke Besturen.			
Programma 14.01	Toezicht	52,1	0	0
Programma 14.02	Algemene financiering van de gemeenten	34.589,8	100,0	100,0
Programma 14.03	Algemene financiering van de provincies	4.412,4	0	0
Programma 14.04	Gesubsidieerde werken en sportinfrastructuur	2.136,4	3.468,6	2.414,1
	Totalen voor afdeling 14.	41.190,7	3.568,6	2.514,1
	Afdeling 15.			
	Ruimtelijke Ordening en Huisvesting.			
Programma 15.01	Ruimtelijke Ordening en Stedebouw	80,7	89,0	135,5
Programma 15.02	Stadsvernieuwing en sanering van verlaten industriegebieden	52,5	947,0	773,6
	<i>Oprichtingsfonds : Fonds voor de vernieuwing van de Waalse gebieden (wet van 27 juni 1978)</i>			
	<i>Saldo op 1 januari 1996</i>	0	0	0
	<i>Ontvangsten van het lopend jaar</i>	0	0	0
	<i>Beschikbaar voor het jaar 1996</i>	0	0	0
	<i>Uitgaven ten laste van het Fonds</i>	0	0	0
	<i>Saldo op 31 december 1996</i>	0	0	0
Programma 15.04	Huisvesting prive-sector	2.011,2	1.901,0	1.628,5
Programma 15.05	Huisvesting openbaar sector	3.935,3	2.921,4	1.564,7
Programma 15.06	Monumenten, landschappen en opgravingen	227,1	692,0	734,9
	Totalen voor afdeling 15.	6.306,8	6.550,4	4.837,2

(In miljoen
frank)

		Niet gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
			Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten
Afdeling 16.				
Buitenlandse Betrekkingen.				
Programma 16.01	Buitenlandse handel	322,9	0	0
Programma 16.02	Bevordering van het Gewest op internationaal niveau	162,6	116,4	70,3
Totalen voor afdeling 16.		485,5	116,4	70,3
Afdeling 17.				
Sociale Actie en Gezondheid				
Programma 17.01	Gezondheid	1.345,8	1.355,1	1.031,8
Programma 17.02	Geestelijke gezondheid	852,6	0	0
Programma 17.03	Sociale actie	400,1	0	0
Programma 17.04	Familie	2.508,0	75,0	38,8
Programma 17.05	Bejaarden	12,1	500,0	342,7
Programma 17.06	Gehandicapten	9.989,4	0	101,0
Programma 17.07	Sociale integratie van migranten	51,0	0	0
Totalen voor afdeling 17.		15.159,0	1.930,1	1.514,3
Afdeling 18.				
Toerisme.				
Programma 18.01	Toerisme	383,5	629,6	740,9
Totalen voor afdeling 18.		383,5	629,6	740,9
Afdeling 19.				
Landbouw				
Programma 19.01	Landbouw, slachthuizen en agro-voedingsmiddelen	823,0	2.174,2	976,2
Programma 19.02	Ontwikkeling van het landelijk milieu	279,2	265,2	252,3
Totalen voor afdeling 19.		1.102,2	2.439,4	1.228,5
Afdeling 50.				
Secretariaat-generaal van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer				
Programma 50.01	Algemeen beheer van het personeel van het Ministerie	5.106,5	0	0
Programma 50.02	Werkingskosten en prestaties door derden	114,1	0	0
Programma 50.03	Beheer van onroerende goederen en gebouwen	1.005,4	0	0
Programma 50.04	Vestiging der gebouwen	456,4	447,3	487,7
Programma 50.05	Uitrusting en leveringen	308,3	0	0
Programma 50.06	Informatiebeheer van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer	271,8	0	0
Totalen voor afdeling 50.		7.262,5	447,3	487,7

		(in miljoen frank)		
		Niet gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
			Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten
Afdeling 51.				
Wegennet van het Gewest.				
Programma 51.01	Aanleg van het wegeennet	1.558,5	3.016,7	3.411,4
Programma 51.02	Verzorging en onderhoud van het wegeennet	71,8	3.593,1	3.112,0
	<i>Oprichtingsfonds : Verkeers- en averijfonds (decreet van 17 december 1992 tot oprichting van begrotingsfondsen inzake Openbare Werken)</i>			
	<i>Saldo op 1 januari 1996</i>	0	127,2	184,0
	<i>Ontvangsten van het lopend jaar</i>	0	160,0	160,0
	<i>Beschikbaar voor het jaar 1996</i>	0	287,2	344,0
	<i>Uitgaven ten laste van het Fonds</i>	0	284,0	300,0
	<i>Saldo op 31 december 1996</i>	0	3,2	44,0
	Totalen voor afdeling 51.	1.630,3	6.893,8	6.823,4
Afdeling 52.				
Waterwegen van het Gewest.				
Programma 52.01	Investerings voor waterwegen, havens en toegangswegen, evenals voor stuwdammen en spaarbekkens	2,0	1.840,2	1.778,0
Programma 52.02	Verzorging en onderhoud van de waterwegen	30,4	827,5	857,5
	<i>Oprichtingsfonds : Verkeers- en averijfonds (decreet van 17 december 1992 tot oprichting van begrotingsfondsen inzake Openbare Werken)</i>			
	<i>Saldo op 1 januari 1996</i>	0	281,9	308,5
	<i>Ontvangsten van het lopend jaar</i>	0	198,8	198,8
	<i>Beschikbaar voor het jaar 1996</i>	0	480,7	507,3
	<i>Uitgaven ten laste van het Fonds</i>	0	200,0	200,0
	<i>Saldo op 31 december 1996</i>	0	280,7	307,3
Programma 52.03	Bevordering van de binnenvaart	6,2	0	0
	Totalen voor afdeling 52.	38,6	2.867,7	2.835,5
Afdeling 53.				
Technische Diensten.				
Programma 53.01	Elektriciteit - Wegen - Aanleg	0	400,1	463,1
Programma 53.02	Elektriciteit - Wegen - Onderhoud	0	1.174,9	1.186,8
Programma 53.03	Elektriciteit - Waterwegen - Aanleg	0	272,2	114,9
Programma 53.04	Elektriciteit - Waterwegen - Onderhoud	0	278,0	263,6
Programma 53.05	Telecommunicatienet - Aanleg	0	292,0	183,0
Programma 53.06	Telecommunicatienet - Onderhoud	0	220,0	202,2

		(In miljoen frank)		
		Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
			Vast-leggings-kredieten	Ordonnan-cerings-kredieten
<i>Programma 53.07</i>	Landschapsintegratie	0	62,0	35,0
<i>Programma 53.08</i>	Cartografie	45,0	50,0	50,0
<i>Programma 53.09</i>	Uitrusting van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer	356,5	4,0	3,0
<i>Oprichtingsfonds : Fonds voor technische studies (decreet van 17 december 1992 tot oprichting van begrotingsfondsen inzake Openbare Werken)</i>				
<i>Saldo op 1 januari 1996</i>		0	36,2	38,9
<i>Ontvangsten van het lopend jaar</i>		0	25,0	25,0
<i>Beschikbaar voor het jaar 1996</i>		0	61,2	63,9
<i>Uitgaven ten laste van het Fonds</i>		0	61,2	63,9
<i>Saldo op 31 december 1996</i>		0	0	0
<i>Totalen voor afdeling 53.</i>		401,5	2.814,4	2.565,5
<i>Afdeling 54.</i>				
<i>Vervoer.</i>				
<i>Programma 54.01</i>	Stads- en interstedelijk vervoer	8.672,9	909,1	852,0
<i>Programma 54.02</i>	Gewestelijke luchthavens en vliegvelden	159,7	746,9	699,4
<i>Programma 54.03</i>	Binnenvaart	3,3	0	0
<i>Programma 54.04</i>	Bevordering en coördinatie van het vervoer en autoverhuur	6,4	59,4	54,0
<i>Programma 54.05</i>	Leerlingenvervoer	771,6	0	0
<i>Totalen voor afdeling 54.</i>		9.613,9	1.715,4	1.605,4
ALGEMENE TOTALEN.		124.767,3	54.965,9	47.898,4
<i>Waarvan oprichtings fondsen :</i>				
<i>Saldo op 1 januari 1996</i>		0	49,8	4.721,1
<i>Ontvangsten van het lopend jaar</i>		0	6.619,2	6.619,2
<i>Beschikbaar voor het jaar 1996</i>		0	6.669,0	11.340,3
<i>Uitgaven ten laste van de fondsen</i>		0	7.604,9	6.725,9
<i>Saldo op 31 december 1996</i>		0	- 935,9	4.614,4

Titel IV.- AFZONDERLIJKE AFDELING

Ordonnancerende Minister	Artikel	TEKSTEN	Saldo op 1 januari 1996	Ontvangsten van het jaar	Uitgaven van het jaar	Saldo op 31 december 1996
		DEEL I				
		Verrichtingen gestijfd door lopende ontvangsten				
		<i>Afdeling 10.</i>				
VA	60 02 A	01 Fonds bestemd voor de verwezenlijking van de door het F.E.D.E.R. gefinancierde bijzondere programma's	0	5.706,1	5.706,1	0
VA		02. Fonds bestemd voor de verwezenlijking van de door het F.E.O.G.A. gefinancierde bijzondere programma's	20,0	212,9	214,0	18,9
VA		03 Fonds bestemd voor de verwezenlijking van de door het F.S.E. gefinancierde bijzondere programma's	47,6	0	0	47,6
VA		04 Fonds bestemd voor de verwezenlijking van de in het kader van P.D.I. door de Europese Gemeenschappen gefinancierde bijzondere programma's	18,0	0	6,6	11,4
VA		05. Fonds bestemd voor de verwezenlijking van de door het IFOP gefinancierde bijzondere programma's	16,0	0	10,0	6,0
LU		06 Fonds bestemd voor de verwezenlijking van de door LIFE gefinancierde bijzondere programma's	6,3	0	6,3	0
TA	60 03 C	Beheersfonds van het niet voor de administratie bestemde gewestelijke onroerend patrimonium	1,0	12,0	12,0	1,0
LU	60 04 C	Visserijfonds (wet van 1 juli 1954)	15,7	34,1	42,0	7,8
		<i>Totalen voor afdeling 10.</i>	124,6	5.965,1	5.997,0	92,7
		<i>Afdeling 31.</i>				
VA	66 08 A	Fonds bestemd voor de zekerstelling van de vastlegging en ordonnanciering van de uitgaven inzake compensatiekredieten.	5,7	0	0	5,7
		<i>Totalen voor afdeling 31.</i>	5,7	0	0	5,7
		<i>Afdeling 34.</i>				
CO	60 01 A	01 Fonds voor economische expansie en regionale reconversie (koninklijk besluit nr. 1 van 18 april 1967) - Sector Economische Zaken	46,3	0	0,1	46,2
		<i>Totalen voor afdeling 34.</i>	46,3	0	0,1	46,2
		Totalen voor Titel IV, deel I	176,6	5.965,1	5.997,1	144,6

Ordonnancerende Minister	Artikel	TEKSTEN	Saldo op 1 januari 1996	Ontvangsten van het jaar	Uitgaven van het jaar	Saldo op 31 december 1996
		DEEL II				
		Verrichtingen gestijfd door kapitaalontvangsten				
		<i>Afdeling 10.</i>				
LU	60 03 A	Tussenkost voor de aanleg van grondreserves, hetzij door aankoop, hetzij door toelagen aan openbare instellingen en ondergeschikte besturen, hetzij door terugvorderbare voorschotten aan diezelfde instellingen en besturen	3,5	0	0	3,5
CO	60 05 A	Fonds voor de schadeloosstelling van onteigeningen doorgevoerd in het kader van de wetten op de economische expansie	78,8	0	0,1	74,7
		<i>Totalen voor afdeling 10.</i>	82,3	0	0,1	78,2
		<i>Afdeling 33.</i>				
LU	63 01 A	Fonds bestemd voor de toekenning van terugvorderbare voorschotten aan de Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling voor de uitvoering van artikelen 56 en 57 van de wet van 22 juli 1970 op de ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet en van artikel 76 van de wet van 12 juli 1976 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet bij de uitvoering van grote infrastructuurwerken	33,9	0	0	33,9
		<i>Totalen voor afdeling 33.</i>	33,9	0	0	33,9
		<i>Afdeling 34.</i>				
CO	60 01 A	01. Fonds voor economische expansie en regionale reconversie - Sector Economische Zaken(wetten op de expansie)	90,8	0	0	90,8
CO		03. Fonds voor economische expansie en regionale reconversie - Sector Openbare Werken	100,3	0	0	100,3
CO		06. Fonds voor economische expansie en regionale reconversie - Sector Economische Zaken, herstructurering.- Uitvoering van artikel 2, § 3, van de wet van 2 april 1962 door de Executieve	103,4	0	0	103,4
		<i>Totalen voor afdeling 34.</i>	294,5	0	0	294,5
		<i>Afdeling 38.</i>				
LU	60 08 A	Fonds bestemd voor de bestrijding van hunder in het Waalse Gewest	56,2	0	0	56,2
		<i>Totalen voor afdeling 38.</i>	56,2	0	0	56,2
		<i>Afdeling 40.</i>				
LU	60 01 A	Fonds voor economische expansie en regionale reconversie (koninklijk besluit nr. 1 van 18 april 1967)	62,4	0	0	62,4
		<i>Totalen voor afdeling 40.</i>	62,4	0	0	62,4
		Totalen voor Titel IV, deel II.	447,0	0	0	447,0
		TOTALEN VOOR TITEL IV.	623,6	5.965,1	5.997,1	591,6

Titel V.- GEWESTELIJKE BEDRIJVEN

Ordonnancerende Minister	Artikel	T E K S T E N	(In miljoen frank)		
			Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnanceringskredieten
n	n	n	n	n	
		GEWESTELIJK BEDRIJF VOOR DE PRODUCTIE EN TOEVOER VAN WATER UITGAVEN.			
		<i>Afdeling I.- Lopende verrichtingen.</i>			
LU	11.03	Bezoldigingen van en toelagen aan het actief en ter beschikking gesteld personeel van het gewestelijk bedrijf	130,0		
LU	11.04	Allerhande toelagen aan het actief en ter beschikking gesteld personeel van het gewestelijk bedrijf	4,0		
LU	12.01	Studies, leveringen van goederen en diensten en intellectuele prestaties voor de verwezenlijking van de opdrachten van het gewestelijk bedrijf	159,0		
LU	12.02	Allerhande vergoedingen aan het personeel voor werkelijke lasten en materiele schade, evenals de vervoerkosten inzake dienstreizen (met inbegrip van de bijdrage van de werkgever in de prijs van de sociale abonnementen)	1,7		
LU	12.05	Belasting en heffing ingevolge de decreten van 30 april 1990	108,0		
LU	21.01	Te betalen interesten	0		
LU	33.01	Diverse vergoedingen aan derden ten gevolge van de aansprakelijkheid van het bedrijf	1,0		
LU	41.01	Overdracht naar de gewestelijke thesaurie	0		
LU	03.01	Aanvulling van het fonds voor risico's en lasten t.o.v. derden	0		
LU	03.02	Aanvulling van het reservfonds	15,3		
LU	03.03	Aanvulling van het vernieuwingsfonds	0		
LU	03.04	Aanvulling van het amortisatiefonds	100,0		
		<i>Totalen voor afdeling I.</i>	519,0	—	—
		<i>Afdeling II.- Kapitaalverrichtingen.</i>			
LU	71.01	Aankoop van gronden en gebouwen in verband met de activiteiten van het bedrijf		0	0
LU	73.01	Uitgaven betreffende de werken en aankopen uitgevoerd door het bedrijf, studies en kosten inbegrepen	246,0		269,6
LU	73.02	01 Werken en studies inzake productie en toevoer van water, met inbegrip van de grote waterwerken	123,0		29,8
LU		02 Werken en studies inzake productie en toevoer van water. Toepassing van het decreet van 30 april 1993 betreffende onder meer koolstofrijk kalksteen, met inbegrip van de EEG-deelneming (Doelstelling I)	586,4		450,2
LU	73.20	Verbeteringswerken en buitengewoon onderhoud, met inbegrip van de toepassing van de decreten van 30 april 1993	100,0		151,6

Ordon- nance- rende Minister	Artikel	T E K S T E N	(In miljoen frank)		
			Niet- gesplitst e kredieten n	Gesplitste kredieten	
				Vast- leggings- kredieten n	Ordonn- an- cerings- kredieten n
LU	74.01	Aankoop van machines, meubilair, materieel, transportmiddelen inbegrepen		15,0	20,0
		<i>Totale voor afdeling II.</i>	—	1.070,4	921,2
		<i>Totale voor de uitgaven.</i>	519,0	1.070,4	921,2
ONTVANGSTEN.					
<i>Afdeling I.- Lopende verrichtingen.</i>					
LU	16.01	Verkoop van water en elektriciteit	507,0		
LU	16.02	Opbrengsten verbonden aan de bijzondere opdrachten van het bedrijf	0,6		
LU	16.04	Diverse opbrengsten	1,4		
LU	08.01	01 Financiële tussenkomst van het Waalse Gewest : werking			
		02 Financiële tussenkomst van het Waalse Gewest overeenkomstig de decreten van 30 april 1990			
LU	08.02	Toelage van het Waalse Gewest voor risico's en lasten t.o.v. derden			
LU	08.03	01 Rente op belegde fondsen	9,0		
LU		02 Voorafname op het amortisatiefonds			
LU		03 Voorafname op het fonds voor risico's en lasten t.o.v. derden	1,0		
		<i>Totaal voor afdeling I.</i>	519,0		
<i>Afdeling II.- Kapitaalverrichtingen.</i>					
LU	08.04	01 Financiële tussenkomst van het Waalse Gewest	400,0		
		02 Financiële tussenkomst van het Waalse Gewest overeenkomstig de decreten van 30 april 1990	225,1		
		03 Financiële tussenkomst van de Europese Gemeenschap (Doelstelling I)	225,1		
LU	08.05	Diverse vermogensontvangsten			
LU	08.06	Voorafname op het hernieuwingsfonds			
LU	08.07	Voorafname op het reservefonds	71,0		
		<i>Totaal voor afdeling II.</i>	921,2		
		<i>Totaal voor de ontvangsten</i>	1440,2		

Ordon- nance- rende Minister	Artikel	T E K S T E N	(In miljoen frank)		
			Niet- gesplitst e krediete n	Gesplitste kredieten	
				Vast- leggings- krediete n	Ordonn- an- cerings- krediete n
		WAALSE GEWESTELIJKE DIENST VOOR AFVAL			
		UITGAVEN.			
		<i>Afdeling I.- Lopende verrichtingen.</i>			
LU	11 03	Bezoldigingen van en toelagen aan het actief en ter beschikking gesteld personeel van het gewestelijk bedrijf en van de cellen "milieuvriendelijke technologieën" en "milieuvriendelijke produkten"	p.m.	—	—
LU	11.04	Allerhande toelagen aan het actief en ter beschikking gesteld personeel van het gewestelijk bedrijf	p.m.	—	—
LU	12.01	Studies, leveringen van goederen en diensten en intellectuele prestaties voor de verwezenlijking van de opdrachten van het gewestelijk bedrijf	—	20,0	6,5
LU	12.02	Allerhande vergoedingen aan het personeel voor werkelijke lasten en materiële schade, evenals de vervoerkosten inzake dienstreizen (met inbegrip van de bijdrage van de werkgever in de prijs van de sociale abonnementen)	p.m.	—	—
LU	12.03	Studies, leveringen van goederen en diensten en intellectuele prestaties, evenals public relations, documentatie, deelneming aan seminars en colloquia, kosten van vergaderingen	30,0	—	—
LU	12 04	Inzameling van bijzondere afvalstoffen en recupereerbaar materiaal	—	140,0	157,0
LU	12 05	Leveringen van goederen en diensten en intellectuele prestaties voor de verwezenlijking van de opdrachten van de cellen "milieuvriendelijke technologieën" en "milieuvriendelijke produkten"	—	0	0
LU	12.07	Leveringen van goederen en diensten in verband met de computerverwerking van gegevens betreffende overbrenging en vernietiging van afvalstoffen (niet-beperkende kredieten)	—	14,0	6,0
LU	12.08	Inningskosten van de belasting op huishoudelijk afval (niet-beperkende kredieten)	45,0	—	—
LU	14 01	Buitengewone kosten voor verwerking, overbrenging of vernietiging van afvalstoffen, door het Gewest vooruitbetaald krachtens artikelen 16, 21 of 28 van het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen	—	0	0
LU	21 01	Interesten op de schuld	0	—	—
LU	30 01	Toelagen aan de niet-openbare sector inzake afvalbeheer	0	12,0	11,2
LU	32 01	Werkingskosten van SPAQUE (niet-beperkende kredieten)	63,5	—	—
LU	33 01	Diverse vergoedingen aan derden ten gevolge van de aansprakelijkheid van het bedrijf	0	—	—
LU	43 01	Toelagen aan de ondergeschikte besturen voor een beter afvalbeheer	151,8	—	—
LU	43 03	Toelagen ten gunste van gemeenten en intercommunales die een afvalverwerkingsbeleid voeren (niet-beperkende kredieten)	—	450,0	450,0
LU	03 01	Aanvulling van het fonds voor risico's en lasten t.o.v. derden	0	—	—
LU	03 02	Aanvulling van het vernieuwingsfonds	0	—	—
LU	03 03	Aanvulling van het amortisatiefonds	0	—	—
LU	03 04	Aanvulling van het reservefonds	0	—	—
		<i>Totale voor afdeling I</i>	290,3	636,0	630,7

Ordonnancerende Minister	Artikel	T E K S T E N	(In miljoen frank)		
			Niet-gesplitste kredieten n	Gesplitste kredieten Vastleggingskredieten n	Ordonnanceringskredieten n
		<i>Afdeling II. - Kapitaalverrichtingen.</i>			
LU	50.02	Toelagen aan de niet-openbare sector inzake milieubescherming		0	0
LU	51.01	Voorschotten aan derden inzake gewestelijke tussenkomst betreffende herstelmaatregelen		200,0	400,0
LU	60.01	Toelagen aan de openbare sector inzake milieubescherming en afvalverwerking		2.247,0	1.381,0
LU	71.01	Aankoop van gronden en gebouwen in verband met de activiteiten van het bedrijf		0	0
LU	73.01	Uitgaven betreffende de werken en aankopen uitgevoerd door het bedrijf, studies en kosten inbegrepen		0	0
LU	74.06	Aankoop van machines, meubilair, materieel, transportmiddelen inbegrepen	4,1	—	—
LU	81.01	Verstreken van kapitalen en terugvorderbare voorschotten inzake milieu en afvalverwerking		0	100,0
LU	81.02	Verstreken van kapitalen en terugvorderbare voorschotten inzake milieu en afvalverwerking		0	0
LU	91.01	Delging van de schuld		—	—
		<i>Totalen voor afdeling II.</i>	4,1	2.447,0	1.881,0
		<i>Totalen voor de uitgaven.</i>	294,4	3.083,0	2.511,7

Ordonnancerende Minister	Artikel	T E K S T E N	Vastgestelde rechten	
		ONTVANGSTEN.		
		<i>Afdeling I. - Lopende verrichtingen.</i>		
LU	16.01	Verkoop van diensten	0	
LU	16.02	Diverse opbrengsten	0	
LU	06.01	Voorafname op het Fonds voor afvalbeheer	2.606,1	
LU	06.02	Dotatie van het Waalse Gewest voor risico's en lasten t.o.v. derden	0	
LU	06.03	01 Rente op belegde fondsen	0	
LU		02. Voorafname op het amortisatiefonds	0	
LU		03 Voorafname op het fonds voor risico's en lasten t.o.v. derden	0	
		<i>Totalen voor afdeling I</i>	2.606,1	
		<i>Afdeling II. - Kapitaalverrichtingen.</i>		
LU	96.01	Opbrengst van leningen	0	
LU	08.04	Dotatie van het Waalse Gewest	200,0	
LU	08.05	Diverses vennogensontvangsten	0	
LU	08.06	Voorafname op het vernieuwingsfonds	0	
LU	08.07	Voorafname op het reservefonds	0	
		<i>Totalen voor afdeling II</i>	200,0	
		<i>Totalen voor de ontvangsten.</i>	2.806,1	

TITEL VI.- AFZONDERLIJK BEHEERDE GEWESTELIJKE DIENSTEN.

(In miljoen frank)

Ordonnancerende-Minister	Artikel	TEKSTEN			
		WAALS EXPORTAGENTSCHAP - AWEX AFDELING I- LOPENDE VERRICHTINGEN. <i>A. Ontvangsten.</i>			
CO	16 01	Terugbetaling van leveringen van diensten	10,0		
CO	16 02	Diverse opbrengsten	208,3		
CO	06 01	Tussenkost van het Waalse Gewest	197,9		
CO	08 01	Beschikbaar saldo op 31 december 1995, het kassaldo van het Fonds voor buitenlandse handel inbegrepen	420,0		
		<i>Totaal voor de ontvangsten.</i>	836,2		
		<i>B. Uitgaven.</i>		<i>Nier-gesplitste kredieten</i>	<i>Vast-leggings-kredieten</i>
					<i>Ordonnancerings-kredieten</i>
CO	11 03	Bezoldigingen van en toelagen aan het contractueel personeel van het gewestelijk agentschap	16,0	—	—
CO	11 04	Allerhande toelagen aan het contractueel personeel van het gewestelijk agentschap	1,6	—	—
CO	12 02	Levering van goederen en diensten voor de verwezenlijking van de opdrachten van AWEX, inzonderheid kosten voor zendingen, deelneming aan jaarbeurzen, seminars, colloquia, vergaderingen, public relations, documentatie, expertises, studies, enz.	274,75	—	—
CO	12 03	Werkungskosten van vertegenwoordigingen in het buitenland	280,0	—	—
CO	30 01	Toelage voor de bevordering van de buitenlandse handel evenals de buitenlandse investeringen	47,6	—	—
CO	30 02	Toelage Fonds voor buitenlandse handel, vorming, multisectionele burelen, promotie van Kmo's, economisch partnership en FEDER-programma (doelstellingen 2 en 5B)	—	352,15	207,15
CO	34 01	Bydragen	9,1	—	—
		<i>Totaal voor de uitgaven.</i>	629,05	352,15	207,15

(In miljoen frank)

Ordonnancerende-Minister	Artikel	TEKSTEN			
		<i>C. Overdrachten.</i>			
		<i>D. Provisioneel krediet.</i>			
CO	11.05	Provisie voor de indexatie van de bezoldigingen, kosten van de sociale programmatie			
		<i>Totaal voor het provisioneel krediet.</i>			
		<i>E. Saldo.</i>			
		Ontvangsten	836,2		
		Uitgaven	629,05	352,15	207,15
		Provisioneel krediet			
		<i>Saldo van betalingsmiddelen</i>	0		
		<i>Saldo van werkingsmiddelen</i>	- 145,0		
		AFDELING II.- KAPITAALVERRICHTINGEN.			
		<i>A. Ontvangsten.</i>			
CO	81.01	Terugbetaling van leningen, verstrekte kapitalen, voorschotten	3,0		
CO	06.01	Tussenkomst van het Waalse Gewest	125,0		
CO	08.01	Beschikbaar saldo op 31 december 1995, het kassaldo van het fonds voor buitenlandse handel inbegrepen	85,0		
CO	08.05	Diverse vermogensontvangsten.	0		
		<i>Totaal voor de ontvangsten.</i>	213,0		
		<i>B. Uitgaven.</i>			
CO	71.01	Aankoop of geschiktnaking van gronden en gebouwen in verband met de opdrachten van het agentschap	0	—	—
CO	74.06	Aankoop van machines, meubilair, materieel, transportmiddelen inbegrepen	3,0	—	—
CO	81.01	Terugbetaalbare leningen, terugvorderbare voorschotten, verstrekken van kapitalen ter bevordering van de buitenlandse handel en de buitenlandse investeringen	115,0	—	—
CO	81.02	Leningen Fonds voor buitenlandse handel, kredietlijnen, deelneming in het kapitaal, acties partnership en uitbreiding Fonds voor buitenlandse handel	0	—	—
CO	81.03	Leningen Fonds voor buitenlandse handel, kredietlijnen, deelneming in het kapitaal, acties partnership en uitbreiding Fonds voor buitenlandse handel	—	190,0	95,0
		<i>Totaal voor de uitgaven.</i>	118,0	190,0	95,0

(in miljoen
frank)

Ordonnancerende Minister	Artikel	TEKSTEN			
		<i>C. Overdrachten.</i>			
		<i>D. Saldo.</i>			
		Ontvangsten	213,0	-	
		Uitgaven	118,0	190,0	95,0
		<i>Saldo van betalingsmiddelen</i>	0		
		<i>Saldo van werkingsmiddelen</i>	-95,0		
		AFDELING III- VERRICHTINGEN VOOR ORDE.			
		<i>A. Ontvangsten.</i>			
		1 Fonds voor derden	0		
		2. Thesaurefonds	0		
		<i>Totaal voor de ontvangsten.</i>	0		
		<i>B. Uitgaven.</i>			
		1 Fonds voor derden	0		
		2 Thesaurefonds	0		
		<i>Totaal voor de uitgaven.</i>	0		
		<i>C. Saldo.</i>			

Ordonnancerende Minister	Artikel	TEKSTEN	Kredieten
		DIENST VOOR DE BEVORDERING VAN DE WATERWEGEN	
		AFDELING I- LOPENDE VERRICHTINGEN.	
		<i>A. Ontvangsten.</i>	
LE	16 01	Terugbetaling van leveringen van diensten	0,1
LE	16 02	Diverse opbrengsten	0,1
LE	01 01	Scheepvaartrechten	13,8
LE	06 01	Tussenkornst van het Waalse Gewest	1,0
LE	08 01	Beschikbaar saldo op 31 december 1995	0
		<i>Totaal voor de ontvangsten.</i>	15,0

<i>Ordonnan- cerende Minister</i>	<i>Artikel</i>	<i>T E K S T E N</i>	<i>Kredieten</i>
		<i>B. Uitgaven.</i>	
LE	11.03	Bezoldigingen van en toelagen aan het personeel van de Dienst voor de bevordering van de Waterwegen	7,0
LE	11.04	Allerhande toelagen aan het contractueel personeel van de Dienst voor de bevordering van de Waterwegen	0,5
LE	12.02	Levering van goederen en diensten voor de verwezenlijking van de opdrachten van de Dienst, inzonderheid kosten voor zendingen, deelneming aan jaarbeurzen, seminars, colloquia, vergaderingen, public relations, documentatie, expertises, studies, enz.	1,5
LE	12.03	Werkingskosten	1,0
LE	30.01	Toelage voor de bevordering van de binnenvaart	5,0
		<i>Totaal voor de uitgaven.</i>	15,00
		<i>C. Overdrachten.</i>	
		<i>D. Provisioneel krediet.</i>	
LE	11.05	Provisie voor de indexatie van de bezoldigingen, kosten van de sociale programmatie	0
		<i>Totaal voor het provisioneel krediet.</i>	0
		<i>E. Saldo.</i>	
		Ontvangsten	15,0
		Uitgaven	15,0
		Provisioneel krediet	0
		<i>Totaal</i>	0
		AFDELING II.- KAPITAALVERRICHTINGEN.	
		<i>A. Ontvangsten.</i>	
LE	06.01	Tussenkunst van het Waalse Gewest	2,2
LE	08.01	Beschikbaar saldo op 31 december 1995	0
LE	08.05	Diverse vermogensontvangsten	0
		<i>Totaal voor de ontvangsten.</i>	2,2
		<i>B. Uitgaven.</i>	
LE	74.06	Aankoop van machines, meubilair, materieel, transportmiddelen inbegrepen	2,2
		<i>Totaal voor de uitgaven.</i>	2,2

<i>Ordonnan- cerende Minister</i>	<i>Artikel</i>	T E K S T E N	<i>Kredieten</i>
		C. Overdrachten.	
		D. Saldo.	
		Ontvangsten	2,2
		Uitgaven	2,2
		<i>Totaal</i>	0
		AFDELING III - VERRICHTINGEN VOOR ORDE.	
		A. Ontvangsten.	
		1. Fonds voor derden	0
		2. Thesauriefonds	0
		<i>Totaal voor de ontvangsten.</i>	0
		B. Uitgaven.	
		1. Fonds voor derden	0
		2. Thesauriefonds	0
		<i>Totaal voor de uitgaven.</i>	0
		C. Saldo.	
		WAALSE DIENST VOOR PLATTELANDSONTWIKKELING	
		AFDELING I. LOPENDE VERRICHTINGEN	
		A. ONTVANGSTEN.	
LU	16 01	Opbrengsten voortkomend uit overeenkomsten en verkoop van documenten	2,1
LU	19 01	Recuperatie van kosten voor bewaking, controle en studies	15,8
LU	26 01	Rente op zichtrekeningen	1,0
LU	28 01	Opbrengsten voortkomend uit de eigendom van onroerende goederen verworven in het kader van de opdrachten van de Dienst	3,8
LU	46 01	Werkingsdotatie	19,3
LU	06 02	Diverse opbrengsten	0
LU	08 01	Saldo beschikbaar op 31 december 1995	0
		<i>Totaal voor de ontvangsten</i>	-42,0

Ordonnan- cerende Minister	Artikel	T E K S T E N	Kredieten		
			Niet- gesplitste kredieten	Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten
		B. UITGAVEN.			
LU	12.01	Levering van goederen en diverse diensten, reiskosten, deelneming aan jaarbeurzen, seminars, colloquia, vergaderingen, public relations, documentatie, expertises, studies, onderaanbestediging, verzekeringen, belastingen, erelonen van advocaten...	42,0	—	—
		<i>Totaal voor de uitgaven</i>	42,0	0	0
		AFDELING II. KAPITAALVERRICHTINGEN			
		A. ONTVANGSTEN.			
LU	66.01	Tussenkost van het Waalse Gewest	203,4		
LU	76.01	Opbrengst van de verkoop van vermogensgoederen	0		
LU	76.02	Opbrengsten voortkomend uit de verkoop en de hertoewijzing van onroerende goederen verworven in het kader van de uitoefening van het inzake ruilverkaveling bepaalde recht van voorkoop	7,9		
LU	77.01	Verkoop van vermogensgoederen	0		
LU	00.89	Terugbetaling van de aan de comités voor ruilverkaveling toegekende leningen voor de aanzuivering van hun crediteurenrekeningen	27,9		
LU	89.30	Opbrengsten voortkomend uit de terugvordering van de voorschotten toegekend voor de technische uitgaven betreffende de toepassing van de wetgeving inzake ruilverkaveling	63,0		
LU	08.02	Beschikbaar saldo op 31 december 1995	0		
		<i>Totaal voor de ontvangsten</i>	302,2		
		B. UITGAVEN.			
LU	71.01	Uitgaven ten gevolge van de uitoefening van het recht van voorkoop voorzien inzake ruilverkaveling	9,4	—	—
LU	71.02	Aankoop van onroerende goederen eigen aan de opdrachten van de Dienst	0	—	—
LU	73.01	Tussenkosten in de technische uitgaven betreffende de toepassing van de wetgeving inzake ruilverkaveling - Subsidiabel deel	—	298,0	178,8
LU	74.01	Registratiekosten bij de aankoop van terreinen en gebouwen	0,6	—	—
LU	74.02	Aankoop van duurzame roerende goederen eigen aan de opdrachten van de Dienst	13,5	—	—
LU	85.01	Leningen toegekend aan de comités voor ruilverkaveling voor de aanzuivering van hun crediteurenrekeningen	27,9	—	—
LU	85.02	Tussenkosten in de technische uitgaven betreffende de toepassing van de wetgeving inzake ruilverkaveling - Niet-subsidiabel deel - Terugbetaalbare voorschotten	—	120,0	72,0
		<i>Totaal voor de uitgaven</i>	51,4	418,0	250,8

<i>Ordonnan- cerende Minister</i>	<i>Artikel</i>	TEKSTEN	<i>Kredieten</i>		
		AFDELING III - VERRICHTINGEN VOOR ORDER			
		<i>A. Ontvangsten.</i>			
LU	08.03	<i>Fonds voor derden</i>	0		
LU	06.01	<i>Europese Fondsen</i>	11,2		
		<i>Totaal voor de ontvangsten.</i>	11,2		
		<i>B. Uitgaven.</i>			
LU	01.01	<i>Fonds voor derden</i>	11,2		
		<i>Totaal voor de uitgaven.</i>	11,2		
		SALDI			
		TOTALEN VOOR DE ONTVANGSTEN.	355,4		
		TOTALEN VOOR DE UITGAVEN	104,6	418,0	250,8
		<i>Saldo van werkingsmiddelen</i>	- 167,2		
		<i>Saldo van betalingsmiddelen</i>	0		

Titel VII - INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT

Ordon- nante- rende Ministe r	Artikel	TEKSTEN	1996	1995	1994
		WAALS FONDS VAN VOORSCHOTTEN VOOR HET HERSTEL VAN SCHADE VEROORZAAKT DOOR DE GRONDWATERWINNING EN OPPOMPING			
		4. ONTVANGSTEN.			
LU	411.05	Terugbetaling van voorschotten	3,0	22,0	22,0
LU	411.07	Opbrengsten van belastingen (en verkoop van publikaties)	—	—	122,8
LU	413.01	Beleggingsrente	7,0	9,0	6,0
LU	442.01	Leningen	—	—	—
LU	460.05	Voorafname op het reservefonds	—	21,9	—
		TOTALEN VOOR DE ONTVANGSTEN.	10,0	52,9	150,8
		5. UITGAVEN.			
LU	511.08	Beheersvergoedingen	—	0,1	0,1
LU	513.02	Verplaatsingskosten	0,1	0,1	—
LU	522.01	Bureaunkosten (en drukken van dokumenten)	0,1	0,2	2,8
LU	524.01	Expertisekosten	0,5	0,5	—
LU	524.02	Hypotheekkosten	0,5	0,5	1,0
LU	524.03	Gerechtskosten	2,0	1,0	2,0
LU	525.01	Interesten van leningen	—	—	—
LU	540.01	Kosten van geotechnische studies en proefnemingen	1,0	20,0	5,0
LU	540.02	Storting van voorschotten	5,6	30,0	135,0
LU	560.01	Terugbetaling van leningen	—	—	—
LU	560.02	Terugbetaling van belastingen	0,2	0,5	4,9
LU	560.05	Consolidatie van de reservefondsen	—	—	—
		TOTALEN VOOR DE UITGAVEN.	10,0	52,9	150,8

		GEWESTELIJKE DIENST VOOR DE BEVORDERING VAN DE LAND- EN TUINBOUW	
		ONTVANGSTEN.	
		I WERKING	
LU	500/100	500 Generaal	
LU	500/	Dotatie Waals Gewest	73.000.000
		Ontvangsten terugbetaling gedetacheerd personeel	1.070.000
TOTAAL VAN DE WERKINGSONTVANGSTEN			74.070.000
		II. BEVORDERING	
		A. HORIZONTAAL PROGRAMMA	
LU	709.00/	Dotatie Waals Gewest	18.500.000
			Totaal van programma A
			18.500.000
		B. SECTORIËLE PROGRAMMA'S	
		Sector 1 - "AKKERBOUW"	
LU	701.01/	B.F. Aardappelpootgoed	1.000.000
LU	701.02/	B.F. Aardappelproducenten	4.150.000
LU	701.03/	B.F. Zaden	500.000
LU	701.04/	B.F. Granen	
LU	701.00/	Deel van de dotatie	1.100.000
LU	701.00/	Beleggingsrente (7,8 % v/h geraamd totaal bedrag)	156.000
			Totaal van rubriek 701
			6.906.000
		Sector 2 - TUINBOUW	
LU	702.01/	B.F. Bloemkwekers	3.600.000
LU	702.02/	B.F. "P.H.N.C."	5.600.000
LU	702.03-04/	B.F. Groenten en Fruit	250.000
LU	702.00/	Deel van de dotatie	3.700.000
LU	702.00/	Beleggingsrente (10,6 % v/h geraamd totaal bedrag)	212.000
			Totaal van rubriek 702
			13.362.000
		Sector 3 - GROOTVEE & VLEES	
LU	703.01/	B.F. Runderen	9.000.000
LU	703.03/	B.F. Varkens	6.000.000
LU	703.00/	Deel van de dotatie	5.800.000
LU	703.01/	Voorafname reserve (Runderen)	966.000
LU	703.01/	Voorafname reserve (Varkens)	1.205.000
LU	703.00/	Beleggingsrente (16,8 % v/h geraamd totaal bedrag)	336.000
			Totaal van rubriek 703
			23.307.000
		Sector 4 - ZUIVEL	
LU	704.01/	B.F. Zuivelprodukten	55.050.000
LU	704.00/	Deel van de dotatie	4.700.000
LU	704.00/	Beleggingsrente (61,8 % v/h geraamd totaal bedrag)	1.236.000
			Totaal van rubriek 704
			60.986.000
		Sector 5 - KLEINVEE & ALLERLEI	
LU	705.01/	B.F. Schapen, geiten	175.000
LU	705.02/	B.F. Vissen	850.000
LU	705.03/	B.F. Pluimvee (samengestelde voeders inbegrepen)	1.650.000
LU	705.04/	B.F. Konijnen	25.000
LU	705.00/	Deel van de dotatie	1.200.000
LU	705.00/	Beleggingsrente (3,0 % v/h geraamd totaal bedrag)	60.000
			Totaal van rubriek 705
			3.960.000
		Sector 6 - AGRO-VOEDINGSMIDDELEN	
LU	707.00/	Voorafname reserve horizontaal programma (ex ONDAH)	-4.500.000
			Totaal van rubriek 707
			-4.500.000
Totaal van programma's B			113.021.000
TOTAAL BEVORDERING			131.521.000
TOTAAL ONTVANGSTEN			205.591.000

		UITGAVEN	
		I WERKING	
		610 PERSONEEL	
LU		<i>11 Wedden</i>	38.800.000
LU		<i>12 Werkgeversbijdragen</i>	12.800.000
		<i>13 Financiële voordelen</i>	
LU	610/131	Tussenkost in de verplaatsingskosten woon- werkplaats	450.000
LU	610/132	Kleedvergoedingen	20.000
LU	610/133	Maaltijdcheques	1.800.000
LU	610/134	Aanvullende verzekering	25.000
LU	610/135	Vakbondspremie	30.000
		Subtotaal	2.325.000
		<i>14 Opleiding van het personeel</i>	
LU	610/140	Opleiding van het personeel	400.000
		<i>15 Sociale Dienst</i>	
LU	610/150	Sociale Dienst	250.000
		<i>16 Sociale Programmatie</i>	
LU	610/160	Sociale Programmatie	10.000
		<i>17 Andere bezoldigingen</i>	
LU	610/171	Presentiegeld van de beheerders, de voorzitters van de consultatieve afdelingen en van de genodigde op de Raad van Bestuur	500.000
LU	610/173	Wettelijke vergoedingen	600.000
		Subtotaal	1.100.000
		<i>18 Vertegenwoordigings-, verblijf- en verplaatsingskosten</i>	
LU	610/181	Representatiekosten in België	225.000
LU	610/182	Representatiekosten in buitenland	100.000
LU	610/183/01	Verplaatsingskosten in België (personeel)	1.200.000
LU	610/183/02	Verplaatsingskosten in België (beheerders)	500.000
LU	610/184/01	Verplaatsingskosten in buitenland (personeel)	50.000
LU	610/184/02	Verplaatsingskosten in buitenland (beheerders)	50.000
		Subtotaal	2.125.000
		TOTALEN VAN DE DIENST	57.810.000
		620 ECONOMAAT	
		(BETALINGEN AAN DERDEN VOOR PRESTATIES, LEVERINGEN VAN WERKEN, ENZ. BETREFFENDE DIENSTEN OF GOEDEREN NIET GESCHIKT VOOR INVENTARISATIE)	
		<i>2P. Administratiekosten</i>	
LU	620/210	Bureaubenodigheden	850.000
LU	620/211	Frankeringskosten	1.050.000
LU	620/212	Kosten van telefoon en fax	700.000
LU	620/213	Documentatie, abonnementen, tijdschriften	250.000
LU	620/214	Benodigheden voor refters	100.000
LU	620/215	Gezondheidsbenodigheden	10.000
LU	620/216	Werkkleding	20.000
LU	620/219	Allerlei	25.000
		Subtotaal	3.005.000
		<i>22 Administratiekosten en kosten van lokalen en gebouwen</i>	
LU	620/220	Huurkosten	4.500.000
LU	620/221	Onderhoud / Reparaties / Onderhoudsbeurten	700.000

		222 Belasting en taksen	50.000
LU	620/223	Verzekering lokalen	150.000
LU	620/224	Lasten (Water, gas, elektriciteit,...)	1.000.000
LU	620/225	Verhuiskosten	0
LU	620/229	Allerlei	20.000
		Subtotaal	6.420.000
		23 Kosten van lokalen en gebouwen / Kosten van bureau-meubilair	
LU	620/231	Onderhoud / Reparaties / Onderhoudsbeurten	10.000
LU	620/239	Allerlei	10.000
		Subtotaal	20.000
		24 Kosten van technisch materieel	
LU	620/240	Huurkosten (materieel, machines)	175.000
LU	620/241	Onderhoud / Reparaties / Onderhoudsbeurten	300.000
LU	620/243	Verzekering	50.000
LU	620/249	Allerlei	25.000
		Subtotaal	550.000
		25 Kosten van het rollend materieel	
LU	620/251	Onderhoud / Reparaties / Onderhoudsbeurten	50.000
LU	620/252	Verkeersbelasting	20.000
LU	620/253	Verzekering rollend materieel	25.000
LU	620/254	Brandstof voertuig(en)	150.000
		Subtotaal	245.000
		26 Informaticakosten	
LU	620/261	Onderhoud / Reparaties / Onderhoudsbeurten	2.025.000
LU	620/263	Verzekering	50.000
LU	620/268	Klein materieel en andere benodigheden	220.000
LU	620/269	Kosten van allerlei informaticamaterieel	25.000
		Subtotaal	2.320.000
		4 AANSCHAFFING VAN VERMOGENSGOEDEREN	
		41 Administratie	
LU	620/412	Telefoon, fax	60.000
		42 Lokalen en gebouwen	
LU	620/420	Lokalen en gebouwen	0
LU	430	Meubilair (met inbegrip van inrichting opslagplaats en wanden)	2.200.000
LU	440	Technisch materieel	100.000
LU	450	Rollend materieel	0
LU	460	Informatica (hard- en software)	1.000.000
LU	470	Materieel voor foren	100.000
		SUBTOTAAL	3.460.000
		TOTALEN VAN DE DIENST	16.020.000
		630 JURIDISCHE DIENST	
LU	630/281	Erelonen advocaten	50.000
		TOTALEN VAN DE DIENST	50.000

		(In miljoen frank)		
		Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
			Vast-leggings-kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten
Afdeling 11.				
Economie, Tewerkstelling en Beroepsopleiding.				
Programma 11.01	Economische expansie Oprichtingsfonds : Fonds voor industriële vernieuwing (eerste, tweede en derde opdracht).	563,0	5.551,0	5.780,0
	<i>Saldo op 1 januari 1996</i>	0	4,1	4,1
	<i>Ontvangsten van het lopend jaar</i>	0	0	0
	<i>Beschikbaar voor het jaar 1996</i>	0	4,1	4,1
	<i>Uitgaven ten laste van het Fonds</i>	0	0	0
	<i>Saldo op 31 december 1996</i>	0	4,1	4,1
Programma 11.02	Herstructurering en ontwikkeling	1.080,0	2.586,0	1.827,0
Programma 11.03	Industriezones	78,0	950,0	900,0
Programma 11.04	Economisch beleid, coördinatie, reglementering, keurmerken en informatie betreffende de hulpverleningen	15,5	0	0
Programma 11.05	Bevordering van buitenlandse investeringen	85,0	16,0	8,0
Programma 11.06	Kmo's en Middenstand	156,0	2.875,0	2.890,0
Programma 11.08	Bevordering van de tewerkstelling	147,1	91,0	91,0
Programma 11.09	Forem	2.255,2	0	0
	<i>Oprichtingsfonds : Begrotingsfonds inzake tewerkstelling</i>			
	<i>Saldo op 1 januari 1996</i>	0	6,7	6,7
	<i>Ontvangsten van het lopend jaar</i>	0	160,4	160,4
	<i>Beschikbaar voor het jaar 1996</i>	0	167,1	167,1
	<i>Uitgaven ten laste van het Fonds</i>	0	155,7	155,7
	<i>Saldo op 31 december 1996</i>	0	11,4	11,4
Programma 11.10	Door de administratie beheerd plan voor de opslorping van de werkloosheid waarvan de kostenovername echter verzekerd wordt door Forem	8 768,8	0	0
Programma 11.11	Rechtstreeks door de administratie beheerd plan voor de opslorping van de werkloosheid	5 137,3	520,6	430,9
Programma 11.13	Vorming van loon- en weddetrekkenden behalve Forem	151,4	0	0
Programma 11.14	Forem - Vorming	2.131,4	0	0
Programma 11.15	Landbouwkundige vorming	34,2	0	0
Programma 11.16	Vorming van zelfstandigen	808,1	2,0	2,0
Totalen voor afdeling 11.		21 411,0	12.747,3	12.084,6
Afdeling 12.				
Technologieën en vorsing.				
Programma 12.01	Energie	22,0	326,0	358,0
Programma 12.02	Vorsing	366,3	1 264,9	1 268,4
Programma 12.03	Hulpverlening aan bedrijven	0	1 291,3	1 322,9

		640 FINANCIËLE DIENST	
LU	283	Vergoeding revisor	150.000
		29 Financiële kosten	
LU	291	Bank- en Postchequerekeningskosten	20.000
		3 Uitzonderlijke uitgaven	
LU	310	Niet-waarden	10.000
LU	640/320	Winst & verlies	10.000
		TOTALEN VAN DE DIENST	190.000
		TOTAAL VAN DE WERKINGSUITGAVEN	74.070.000
		II. BEVORDERING	
		A. HORIZONTAAL PROGRAMMA	
LU	809 00/	Acties in de distributie	1.500.000
		Gewestelijke acties	1.500.000
		Foren (waaronder Vlaanderen)	6.000.000
		Pers	2.500.000
		Algemene publiciteit	2.500.000
		Materieel voor algemene bevordering	2.000.000
		Enquête, panel, post-test,	500.000
		Bosklassen, kinderboerderijen	1.000.000
		Voeding	500.000
		Informatie bijdrageplichtigen	500.000
		Totaal rubriek 809	18.500.000
		B. SECTORIËLE PROGRAMMA'S	
		Sector 1 - "AKKERBOUW"	
LU	801 00	Multisectorieel programma	1.100.000
LU	801 01	Aardappelpootgoed (G W P P D T)	966.667
LU	801 01/	Bevorderingsmaterieel	700.000
LU	801 01/	Deelneming aan acties en foren	266.667
LU	801 02	Aardappels (FWAP)	4.116.666
LU	801 02/	Instelling van een handelsmerk	76.000
LU	801 02/	Bevorderingscampagne	2.280.000
LU	801 02/	Bevorderingsmaterieel (Verkoopgids)	608.000
LU	801 02/	Deelneming aan foren en salons	316.666
LU	801 02/	Verspreiding van informatie- en vulgarisatiematerieel (merchandiser), Informatie van de sector	760.000
LU	801 03	Zaden	466.667
LU	801 04	Granen	
LU	801 00 800	Inningskosten	100.000
LU	801 00 900	Reserve van sector 1	156.000
		Totaal van rubriek 801	6.906.000
		Sector 2 - TUINBOUW	
LU	802 01/	Bevordering van bloemen	4.400.000
		Bevorderingsmaterieel (brochures florale kunst)	600.000
		Bevorderingsmaterieel (affiches)	935.000
		Acties in het kader van de dagen van de secretaresses - zieken - grootmoeders	665.000
		Memoriaal Van Damme	200.000
		Regionale en plaatselijke demonstraties	200.000
		Monumenten- en patrimoniumdag	150.000
		Deelneming aan foren (FLOREN) en andere tentoonstellingen	200.000
		Acties met SABENA	150.000
		Multisectorieel acties	300.000

LU	802.02/	Bevordering "P.H.N.C."	6.400.000
		Bevordering parken & tuinen UPAH (inrichting van Boulevard d'Avroy te Luik, Salon Habitat)	500.000
		Bevordering parken & tuinen AEJB/W	2.100.000
		Privé-initiatieven UPAH (ARPH met bloemen versierd dorp, UAP : Kerstbomen, GPRF Lesdain)	800.000
		"Wallonie Verte"	200.000
		Europlantshow Gent	460.000
		Allerlei	440.000
		Multisectoriële acties (Groen 96,...)	1.900.000
LU	802.03/	Bevordering van Fruit	800.000
		Bevorderingsmaterieel (folders)	300.000
		Bevordering scholen en verenigingen	100.000
		Acties in de grote distributie	100.000
		Initiatieven van de sector (bevordering fruitteelt)	100.000
		Multisectoriële acties	200.000
LU	802.04/	Bevordering van groenten	1.050.000
		Bevorderingsmaterieel (posters, prospectussen, recepten)	750.000
		Multisectoriële acties	300.000
LU	802.00/800	Inningskosten	200.000
LU	802.00/900	Reserve sector 2	512.000
		Totaal rubriek 802	13 362.000
LU	803.09/	Sector 3 - VEETEELT & VLEES	5 800 000
		Multisectoriële acties	
		Deelneming aan de foor van LIBRAMONT, aan PROMOPORC	225.000
		PORC QUALITE ARDENNE	50.000
		A.R.P.P.	141.000
		HALIBA	100.000
		LINALUX	100.000
		BELGIMEX	185.000
		PROMOBEL	183.000
		HERD BOOK	365.000
		PROCOBEEF	100.000
		Deelneming aan salon AGRIBEX, aan A.R.P.P.	20.000
		HALIBA	400.000
		BELGIMEX	175.000
		HERD BOOK	516.000
		PROCOBEEF	300.000
		Deelneming aan I.V.V., PROMOPORC	25.000
		Deelneming aan verschillende foren, aan PROCOBEEF (EUROBEEF)	300.000
		PROMOBEL (BATTICE)	165.000
		HALIBA	90.000
		LINALUX	90.000
		PORC QUALITE ARDENNE	200.000
		Acties inzake voeding of andere multisectoriële acties	2 070 000
LU	803.01/	Bevordering runderen	10 032 000
		Gerichte acties (publicaties,)	1 000 500
		Bevorderingscampagne B.E.Q (Protocol met PROCOBEEF)	5 150 000
		Acties i.s.m. de slaggers	1 000 000
		Acties i.s.m. de grote distributie	300 000
		Acties i.s.m. BELGIMEX	175 500
		Acties i.s.m. Herd-Book BBB	1 460 000
		Acties i.s.m. BOVIQUAL	300 000
		Acties i.s.m. HALIBA	323 000
		Acties i.s.m. LINALUX	323 000
LU	803.02/	Bevordering van het paard	250 000
		Acties i.s.m. Belgische Confederatie van het Paard	250 000

LU	803.03/	Bevordering van het varken	6.205.000
		Gerichte acties (publicaties, ...)	1.205.000
		Acties i.s.m. de slagers	1.000.000
		Acties i.s.m. de grote distributie	660.000
		Acties PORC QUALITE ARDENNE	1.150.000
		Acties i.s.m. PROMOPORC	520.000
		Acties i.s.m. A.R.P.P.	550.000
		Acties i.s.m. PROMOBEL	1.120.000
LU	803.04/	Bevorderingscampagne ham	1.000.000
LU	803.00/800	Inningskosten	20.000
		Totaal van rubriek 803	23.307.000
		Sector 4 - ZUIVEL	
LU	804.09	Multisectoriële acties	4.700.000
LU	804.00	Panel verbruikers	1.500.000
LU	804.00/	Voedings- en dieetacties	10.500.000
LU	804.00/	Public Relations-acties	6.000.000
LU	804.01	Bevordering van Melk	12.000.000
		Bevorderingscampagne van melk	10.500.000
		Bijdrage voor het E.E.G.-programma	1.500.000
LU	804.02	Bevordering van boter	13.000.000
		Bevorderingscampagne	13.000.000
LU	804.03	Bevordering van kaas	12.000.000
		Bevorderingscampagne	12.000.000
LU	804.00/800	Inningskosten	50.000
LU	804.00/900	Reserve sector	1.236.000
		Totaal van rubriek 804	60.986.000
		Sector 5 - KLEINVEE & ALLERLEI	
LU	805.09/	Multisectoriële acties	1.550.000
LU	805.01/	Acties in sector Schapen	200.000
		Acties ten voordele van het lamsvlees " Pastorale "	200.000
LU	805.02/	Acties in sector Vis	700.000
		Acties ten voordele van riviervissen	700.000
LU	805.03/	Acties in sector pluimveehouderij	1.000.000
		Acties ten voordele van pluimveevlees	250.000
		Acties ten voordele van de nevenproducten van eend	250.000
		Acties ten voordele van eieren	500.000
LU	805.04/	Acties in sector konijnenfokkerij	200.000
		Acties ten voordele van konijnenvlees	200.000
LU	805.00/800	Inningskosten	50.000
LU	805.00/900	Reserve voor gelegenheden	260.000
		Totaal van rubriek 805	3.960.000
		Sector 6 - AGRO-VOEDINGSMIDDELEN	
LU	807.00	Lanceringfonds	2.500.000
LU	807.00	Bevorderingsmaterieel	800.000
LU	807.00	Acties in de distributie	700.000
LU	807.00	Deelneming aan foren	350.000
LU	807.00	Allerlei (sponsoring)	150.000
		Totaal van rubriek 807	4.500.000
		Totaal van programma's B	113.021.000
		TOTAAL BEVORDERING	131.521.000
		TOTAAL UITGAVEN	205.591.000

GEWESTELIJK HULPCENTRUM VOOR GEMEENTEN			
ONTVANGSTEN.			
AN	38.01	Bijdrage van het personeel voor de aankoop van maaltijdcheques	374.000
AN	16.01	Opbrengst voortkomend uit de uitoefening van de opdracht van het Centrum	0
AN	49.01	Toelage van het Waalse Gewest voor werkingskosten van het Centrum	50.908.402
AN	49.02	Toelage van het Waalse Gewest voor werkingskosten van de Hoge Raad voor steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest	15.595.771
AN	49.03	Toelage van het Waalse Gewest voor werkingskosten van de Gewestelijke Vormingsraad.....	6.079.176
AN	01.01	Voorafname op de rekening	0
AN	01.02	Diverse opbrengsten.....	0
AN	69.01	Toelage van het Waalse Gewest voor oprichtingskosten van het Centrum.....	833.333
AN	69.02	Toelage van het Waalse Gewest voor oprichtingskosten van de Hoge Raad voor steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest.....	1.000.000
AN	69.03	Toelage van het Waalse Gewest voor oprichtingskosten van de Gewestelijke Vormingsraad.....	66.667
TOTALEN VOOR DE ONTVANGSTEN.			74.857.349
UITGAVEN.			
AN	11.01	Bezoldiging van het personeel van het Centrum.....	42.558.037
		Bruto-wedde van het statutair personeel	7.750.343
		Bruto-wedde van het contractueel personeel	25.776.526
		Sociale lasten werkgever - statutair personeel	751.009
		Sociale lasten werkgever - contractuelen	6.036.862
		Vakantiegeld van statutair personeel	176.947
		Vakantiegeld van contractuelen	987.020
		Eindejaarstoelage van statutair personeel	222.697
		Eindejaarstoelage van contractuelen	856.628
AN	12.01	Allerhande vergoedingen.....	2.381.692
		Maaltijdcheques	1.265.000
		Allerhande toelagen en vergoedingen	500.000
		Dienstreizen	200.000
		Sociale dienst	189.000
		Wetsverzekering	177.692
		Arbeidsgeneeskunde - bijdrage	50.000
AN	11.02	Bezoldiging van het personeel van de Hoge Raad.....	10.350.451
		Bruto-wedde van het contractueel personeel	7.919.077
		Sociale lasten werkgever - contractuelen	1.854.648
		Vakantiegeld	311.226
		Eindejaarstoelage	265.500
AN	12.02	Allerhande vergoedingen.....	714.091
		Maaltijdcheques	354.200
		Allerhande toelagen en vergoedingen	150.000
		Dienstreizen	100.000
		Sociale dienst	52.920
		Wetsverzekering	41.971
		Arbeidsgeneeskunde - bijdrage	15.000

AN	11.03	Bezoldiging van het personeel van de Gewestelijke Vormingsdienst.....		3.409.681
		Bruto-wedde van het contractueel personeel	2.619.046	
		Sociale lasten werkgever - contractuelen	613.381	
		Vacantiegeld	92.486	
		Eindejaarstoelage	84.768	
AN	12.03	Allerhande vergoedingen.....		235.201
		Maaltijdcheques	101.200	
		Allerhande toelagen en vergoedingen	50.000	
		Dienstreizen	50.000	
		Sociale dienst	15.120	
		Wetsverzekering	13.881	
		Arbeidsgeneeskunde - bijdrage	5.000	
AN	11.04	Fonds voor index.....		0
		Totaal personeelskosten		59.649.153
AN	12.06	Huur lokalen van het Centrum en het Gewestelijk Vormingscentrum.....		0
AN	12.07	Huur lokalen van de Hoge Raad voor steden, gemeenten en provincies		0
AN	12.19	Werkingskosten van het Centrum en de Raden		7.811.396
		Onderhoud van lokalen	700.000	
		Huur van materieel en meubilair	800.000	
		Onderhoud van materieel en meubilair	350.000	
		Verzekeringen en belastingen	600.000	
		Kosten inzake maaltijdcheques	25.792	
		Diverse verbruiksuitgaven	1.600.000	
		Public relations, documentatie, colloquia, vergaderingen	600.000	
		Sociaal secretariaat	135.604	
		Allerhande bureaunkosten	2.800.000	
		Bureaubenodigheden	1.500.000	
		Telefoon	1.100.000	
		Post	200.000	
		Diversen	200.000	
		Totaal werkingskosten		7.811.396
AN	14.01	Bijzondere kosten verbonden aan de opdrachten van het Centrum en de Raden.		5.496.800
		Orientatiecomité van het Centrum	500.000	
		Gewestelijke Vormingsdienst	1.996.800	
		Hoge Raad voor steden, gemeenten en provincies	3.000.000	
		Totaal bijzondere kosten		5.496.800
AN	74.01	Aankoop van duurzame roerende goederen (kosten van eerste vestiging inbegrepen).		900.000
		Bureaumeubilair	250.000	
		Informatica (hardware)	200.000	
		Software (vergoedingen inbegrepen)	100.000	
		Telefoon	50.000	
		Diversen	300.000	
AN	74.02	Aankoop van duurzame roerende goederen voor de Hoge Raad voor steden, gemeenten en provincies.		1.000.000
		Totaal vermogensuitgaven		1.900.000
		TOTALEN VOOR DE UITGAVEN.		74.857.349

		OPENBAAR WETENSCHAPPELIJK INSTITUUT	
		ONTVANGSTEN.	
		Hoofdstuk 41 : Opbrengsten voortkomend uit de uitoefening van de statutaire opdracht	
		411. Werkingsontvangsten	
GR	411.03	Opbrengst van dienstverleningen *	267.464.979
		a) taksen voor proefnemingen	37000000
		b) tussenkomsten CÉCA-EEG	87672675
		c) tussenkomsten FEDER	17300000
		d) ontvangsten verbonden aan opdrachten Waals Gewest	68696304
		e) ontvangsten van de Staat	15376000
		f) ontvangsten voor allerhande verrichtingen	41420000
GR	411.08	Tussenkomst van FOREM in de bezoldiging van tewerkgestelde werklozen	6.500.000
GR	411.09	Terugvordering van kosten voorgelegd voor rekening van derden	13.500.000
GR	411.10	Tussenkomst van het personeel in de kosten van de maaltijdcheques	2.388.888
		413. Financiële inkomen	
GR	413.01	Beleggingsrente	0
		414. Buitengewone ontvangsten	
GR	414.01	Buitengewone ontvangsten	0
		TOTAAL HOOFDSTUK 41	289.853.867
		Hoofdstuk 43 : Opbrengsten van de verkoop van vermogensgoederen	
GR	430.01	Gebouwen	0
GR	430.02	Meubilair	0
GR	430.03	Machines	0
GR	430.04	Materieel	0
GR	430.05	Voertuigen	0
GR	430.07	Recuperatie van waarborgsommen	0
		TOTAAL HOOFDSTUK 42	0
		Hoofdstuk 44 : Financiële vermogensontvangsten	
		444. Bijzondere ontvangsten	
GR	444.03	Diverse opbrengsten van het patrimonium - huren	0
		TOTAAL HOOFDSTUK 44	0
		Hoofdstuk 45 : Tussenkomst van het Waalse Gewest	
GR	450.01	Toelage	276.485.616
		TOTAAL HOOFDSTUK 45	276.485.616
		TOTALEN VOOR DE ONTVANGSTEN.	566.339.483

		UITGAVEN.	
		Hoofdstuk 51 : Bedragen verschuldigd aan personen verbonden aan de instelling	
		511. Personeel	
GR	511.01	Bezoldigingen	269.673.802
GR	511.04	Sociale lasten overeenkomstig de sociale wetgeving	94.573.793
		a) werkgeversbijdragen	89.890.368
		b) wettelijke verzekeringen	4.683.425
		c) medisch toezicht	
GR	511.05	Niet-verplichte sociale lasten - Werkgeversbijdrage	13.500.000
GR	511.06	Sociale dienst	0
GR	511.07	Beroepsopleiding	2.555.000
GR	511.08	Vergoedingen ter dekking van werkelijke lasten, maaltijdcheques	10.988.888
GR	511.09	Werkkleding	0
		512. Vergoedingen, niet voor het personeel	
GR	512.01	Beheerders en commissarissen	0
GR	512.02	Leden van commissies	0
GR	512.03	Toezichtsorganen van de Staat	0
		513 Representatie- en verplaatsingskosten	
GR	513.01	Representatiekosten	0
GR	513.02	Verplaatsingskosten	6.500.000
		TOTAAL HOOFDSTUK 51	397.791.483
		Hoofdstuk 52 Bedragen verschuldigd aan derden voor dienstverleningen, leveringen, werken, enz. betreffende diensten of goederen niet-geschikt voor inventarisatie.	
		521 Lokalen en materieel	
GR	521.01	Huur van gebouwen	
GR	521.02	Huur van materieel en meubilair	5.455.000
GR	521.03	Onderhoud, herstelling en inrichting van lokalen, materieel en voertuigen	22.000.000
GR	521.05	Verzekeringen	3.285.000
GR	521.06	Belastingen, gemeente- en provinciebelastingen	170.000
GR	521.07	Verwarming, verlichting, gas, water	10.400.000
		522 Bureau	
GR	522.01	Allerhande bureaunkosten	2.930.000
		523 Publicaties, propaganda, publiciteit	
GR	523.01	Allerhande kosten verbonden aan publicatie, propaganda en publiciteit	1.590.000

		525. Financiële lasten	
GR	525.01	Interesten op leningen	2.000.000
GR	525.02	Financiële lasten inzake leasingovereenkomsten	1.350.000
		527. Belastingen en taksen	
GR	527.01	Niet-vrijgestelde BTW CECA-EEG	260.000
		TOTAAL HOOFDSTUK 52	49.440.000
		Hoofdstuk 53: Bedragen verschuldigd aan derden nadat de instelling haar statutaire opdracht uitgevoerd heeft	
GR	531.05	Olie, brandstof, enz. voor het gebruik van de voertuigen	6.310.000
GR	531.06	Werkingsopbrengsten	22.386.000
GR	531.07	Werkingsmaterieel	15.166.000
		533. Bijzondere uitgaven	
GR	533.01	Medewerking van derden en onderaanbesteding	9.775.000
		TOTAAL HOOFDSTUK 53	53.637.000
		Hoofdstuk 55: Bedragen verschuldigd aan derden voor de aankoop van vermogensgoederen	
GR	550.01	Gebouwen	0
GR	550.02	Meubilair	1.720.000
GR	550.04	Materieel	47.984.000
GR	550.05	Motorvoertuigen	0
GR	550.07	Bibliotheek	1.517.000
GR	550.09	Niet-materiele investeringen	0
GR	550.10	Investeringen in het kader van de FEDER-opdrachten	13.000.000
		TOTAAL HOOFDSTUK 55	64.221.000
		Hoofdstuk 56: Bedragen verschuldigd aan derden ten gevolge van verrichtingen met hoofdsommen	
GR	560.01	Amortisatie van leasingovereenkomsten	1.250.000
		TOTAAL HOOFDSTUK 56	1.250.000
		TOTALEN VOOR DE UITGAVEN.	566.339.483

PSYCHIATRISCH ZIEKENHUIS			
"LES MARRONNIERS"			
ONTVANGSTEN.			
TA	700	Verpleegdagprijs	524.503.000
TA	703-4-5	Forfaitair bedrag voor farmaceutica, biologie, farmaceutische produkten	22.578.000
TA	709	Erelonen	49.433.000
TA	743	Terugvordering van kosten	66.340.000
TA	744-749	Diverse uitbatingsopbrengsten	14.104.000
TA	764	Uitzonderlijke opbrengsten	100.000
TA		Dotatie Waals Gewest invest. 60%	95.000.000
TA		Investerings CCB 40%	63.333.000
TA	768	Terugbetaalbare voorschotten toegekend door het Waalse Gewest	180.000.000
TOTALEN VOOR ONTVANGSTEN.			1.015.391.000
UITGAVEN			
TA	60	Leveringen	95.678.000
TA	61	Diensten & erelonen	61.763.000
TA	620/623	Personeelslasten	539.720.000
TA	640	Andere uitbatingslasten	1.571.000
TA	65	Financiële & leningslasten	67.690.000
TA	66	Buitengewone lasten	5.636.000
TA		Investerings CCB 40%	63.333.000
TA	668	Terugbetaling voorschotten toegekend door het Waalse Gewest	180.000.000
TOTALEN VOOR DE UITGAVEN.			1.015.391.000

		PSYCHIATRISCH ZIEKENHUIS	
		"LE CHÊNE AUX HAIES"	
		ONTVANGSTEN.	
TA	700	Verpleegdagprijs	561.043.000
TA	703-4	Forfaitair bedrag voor farmaceutica, biologie, farmaceutische produkten	6.975.000
TA	705	Farmaceutische produkten	12.513.000
TA	709	Erelonen	37.190.000
TA	743	Terugvordering van kosten	30.000.000
TA	750	Financiële opbrengsten	3.000.000
TA	764	Uitzonderlijke opbrengsten	333.000
TA		Dotatie Waals Gewest invest. 60%	25.000.000
TA		Investerings CCB 40%	16.700.000
TA	768	Terugbetaalbare voorschotten toegekend door het Waalse Gewest	70.000.000
TOTALEN VOOR ONTVANGSTEN.			762.754.000
		UITGAVEN.	
TA	60	Leveringen	75.000.000
TA	61	Diensten & erelonen	64.355.000
TA	620/623	Personeelslasten	472.125.000
TA	640	Andere uitbatingslasten	509.000
TA	65	Financiële & leningslasten	25.598.000
TA	66	Buitengewone lasten	9.000.000
TA		Investerings CCB 40%	46.167.000
TA	668	Terugbetaling voorschotten toegekend door het Waalse Gewest	70.000.000
TOTALEN VOOR DE UITGAVEN.			762.754.000